

MINISTERE DE L'ECONOMIE  
ET DES FINANCES

\*\*\*\*\*

SECRETARIAT GENERAL

\*\*\*\*\*

DIRECTION GENERALE DU BUDGET



BURKINA FASO

La Patrie ou la Mort, nous Vaincrons

\*\*\*\*\*

# **Rapport sur la situation d'exécution du budget et de la trésorerie de l'Etat, exercice 2025, au 30 septembre**

Octobre 2025

## NOTE SYNTHETIQUE SUR L'EXECUTION DU BUDGET ET DE LA TRESORERIE DE L'ETAT, EXERCICE 2025, AU 30 SEPTEMBRE

Au troisième trimestre, l'exécution du budget de l'État, exercice 2025 se déroule dans un environnement économique mondial marqué par des tensions commerciales et géopolitiques, générant un climat d'incertitude sur les perspectives de croissance. Dans ce contexte, le rythme de croissance de l'activité économique mondiale devrait ralentir pour s'établir à 2,79% en 2025 contre 3,29% en 2024.

Dans l'UEMOA, l'activité économique reste dynamique. La croissance s'affiche à 6,20%, contre 5,30% en 2024. Cette performance est portée par l'expansion des activités extractives et par une diversification accrue, notamment dans le secteur manufacturier et agricole. La tendance est également renforcée par la vitalité des activités commerciales et financières, ainsi que par la robustesse de la demande intérieure.

Sur le plan national, l'exécution du budget se poursuit au troisième trimestre dans un contexte marqué par une bonne dynamique de reconquête de l'intégrité du territoire et la perspective d'une campagne agropastorale favorable. Dans ce contexte, le rythme de croissance économique nationale est projeté à 6,28% en 2025, contre 4,82% en 2024.

En matière de finances publiques, les priorités du budget demeurent le renforcement de la sécurisation du territoire, la poursuite des réformes visant la consolidation de la gouvernance sous toutes ses formes et la dynamique de refondation de l'Etat, le renforcement de la résilience économique, sociale et humanitaire ainsi que la revitalisation du tissu social et le rétablissement du légendaire vivre-ensemble des burkinabè.

A ce titre, le niveau de mobilisation des ressources de l'Etat à fin septembre 2025 s'établit à **2 513,76 milliards FCFA** pour un objectif de la période sous revue de **2 393,90 milliards FCFA**, soit un taux de réalisation de **105,01%**. Ces réalisations représentent **76,76%** de l'objectif annuel de **3 274,79 milliards FCFA**<sup>1</sup>. Comparativement à la même période en 2024 (2 125,61 milliards FCFA recouvrés, soit 92,75%), le niveau de réalisation affiche une hausse de 388,15 milliards FCFA en valeur absolue et de la performance de 12,26 points de pourcentage.

Le montant des dépenses exécutées au 30 septembre 2025 s'élève à **2 644,33 milliards FCFA** pour des prévisions de crédits de paiement ajustés de **3 638,75 milliards FCFA**, soit un taux d'exécution de **72,67%**. Comparativement à la même période en 2024 (2 483,44 milliards FCFA exécutés, soit 67,67%), le niveau d'exécution connaît une hausse de 160,89 milliards FCFA en valeur absolue.

Au titre de la gestion de la trésorerie à fin septembre 2025, il a été décaissé **3 726,16 milliards FCFA** contre des encaissements de **3 611,41 milliards FCFA**. Il se dégage un solde débiteur de **114,76 milliards FCFA**. Ce solde est entièrement couvert par les disponibilités de début de période.

Au 30 septembre 2025, il se dégage une épargne budgétaire positive de **476,84 milliards FCFA** et un solde budgétaire global déficitaire de **236,58 milliards FCFA** contre des soldes prévisionnels respectifs de 559,04 milliards FCFA et de -462,48 milliards FCFA. Ce niveau d'épargne s'explique par le fait que les ressources propres du budget de l'Etat ont permis à cette date de faire face aux charges de fonctionnement de l'administration publique.

Au regard des délais de clôture des opérations budgétaires, exercice 2025 fixés par lettre circulaire 2025-002895/MEF/CAB du 10 octobre 2025 relative à la clôture des opérations budgétaires, exercice 2025, les ministères et institutions sont invités à **observer une prudence dans l'engagement des dépenses, notamment celles liées aux investissements qui ne pourront pas être liquidées d'ici la fin de l'exercice** budgétaire afin d'éviter la constitution des dépenses non abouties qui pourraient impacter négativement la mise en œuvre des plans annuels de travail de l'exercice budgétaire 2026.

<sup>1</sup> En prenant en compte les prévisions du CAS, « Remboursement crédits TVA » d'un montant de 125 milliards FCFA.

## TABLE DES MATIERES

<b>NOTE SYNTHETIQUE SUR L'EXECUTION DU BUDGET ET DE LA TRESORERIE DE L'ETAT, EXERCICE 2025, AU 30 SEPTEMBRE.....</b>	<b>A</b>
<b>TABLE DES MATIERES.....</b>	<b>B</b>
<b>TABLEAUX.....</b>	<b>D</b>
<b>LISTE DES GRAPHIQUES .....</b>	<b>D</b>
<b>LISTE DES ANNEXES .....</b>	<b>E</b>
<b>SIGLES ET ABBREVIATIONS.....</b>	<b>F</b>
<b>INTRODUCTION .....</b>	<b>1</b>
<b>I. CONTEXTE D'EXECUTION ET CONFIGURATION DU BUDGET DE L'ETAT, EXERCICE 2025, AU 30 SEPTEMBRE .....</b>	<b>2</b>
<b>I.1. CONTEXTE ECONOMIQUE INTERNATIONAL, REGIONAL ET SOUS REGIONAL .....</b>	<b>2</b>
<b>I.2. CONJONCTURE ECONOMIQUE NATIONALE.....</b>	<b>3</b>
<b>I.3. PRIORITES ET MESURES POUR L'EXECUTION DU BUDGET 2025 .....</b>	<b>5</b>
I.3.1. Rappel des priorités du budget 2025 .....	5
I.3.2. Mesures pour l'exécution du budget 2025 .....	5
<b>I.4. CONFIGURATION DU BUDGET GENERAL AU 30 SEPTEMBRE 2025.....</b>	<b>6</b>
<b>II. SITUATION DE MOBILISATION DES RECETTES BUDGETAIRES .....</b>	<b>8</b>
<b>II.1. REALISATION DES RECETTES BUDGETAIRES AU TITRE DU 3<sup>EME</sup> TRIMESTRE 2025 .....</b>	<b>8</b>
II.1.1. Analyse des réalisations des recettes ordinaires du 3 <sup>eme</sup> trimestre 2025.....	8
II.1.2. Analyse des réalisations des recettes extraordinaires du 3 <sup>eme</sup> trimestre 2025 .....	11
<b>II.2. REALISATION DES RECETTES BUDGETAIRES A FIN SEPTEMBRE 2025.....</b>	<b>11</b>
II.2.1. Analyse des réalisations des recettes ordinaires à fin septembre 2025 .....	12
II.2.2. Analyse des réalisations des recettes extraordinaires à fin septembre 2025 .....	21
<b>III. SITUATION D'EXECUTION DES DEPENSES BUDGETAIRES .....</b>	<b>22</b>
<b>III.1. SITUATION D'EXECUTION DES DEPENSES DU BUDGET DE L'ETAT PAR NATURE .....</b>	<b>23</b>
III.1.1. Dépenses ordinaires .....	25
A. Charges financières de la dette.....	25
B. Dépenses de personnel .....	26
C. Dépenses d'acquisition de biens et services.....	26
D. Dépenses de transferts courants.....	26
E. Dépenses en atténuation des recettes .....	27
III.1.2. Dépenses en capital.....	27
A. Dépenses d'investissements exécutés par l'Etat.....	28
B. Transferts en capital.....	29
<b>III.2. SITUATION D'EXECUTION DES DEPENSES PAR PROGRAMME ET DOTATION BUDGETAIRE .....</b>	<b>29</b>
III.2.1. Situation d'exécution des crédits de paiement par programme et dotation budgétaire .....	29
III.2.2. Situation d'exécution des autorisations d'engagement par programme et dotation budgétaire .....	30
<b>III.3. SITUATION D'EXECUTION DES CREDITS DELEGUES.....</b>	<b>30</b>
<b>III.4. SITUATION D'EXECUTION DES DEPENSES SPECIFIQUES.....</b>	<b>30</b>
III.4.1. Situation d'exécution des dépenses sociales de réduction de la pauvreté .....	30
III.4.2. Situation d'exécution des dépenses spécifiques pour prendre en charge les effets de la COVID-19.....	31
III.4.3. Situation d'exécution du fonds de soutien patriotique (FSP).....	31
A. Au titre de la mobilisation des ressources financières.....	31
B. Au titre de l'exécution des dépenses.....	31

C.	Situation des disponibilités du FSP .....	31
<b>III.5. SITUATION DES DEPENSES DE CONSOMMATIONS D'EAU, D'ELECTRICITE ET DE TELEPHONE (EET)</b>	.....	<b>32</b>
III.5.1.	Analyse des dépenses de consommation d'eau .....	32
III.5.2.	Analyse des dépenses de consommation d'électricité .....	33
III.5.3.	Analyse des dépenses de consommation de téléphone .....	33
III.5.4.	Actions de rationalisation des dépenses en eau, électricité et de téléphone..	34
III.5.5.	Au titre des difficultés rencontrées et des perspectives .....	34
<b>IV. ANALYSE DES INDICATEURS DE BONNE GOUVERNANCE DES MARCHES PUBLICS</b>	.....	<b>35</b>
IV.1.	DU RESPECT DE L'INDICATEUR « IP18 » .....	35
IV.2.	DU RESPECT DE L'INDICATEUR « IP19 » .....	35
<b>V. SITUATION DES REMISES DE PENALITES DE RETARD ET DE PAIEMENT D'INTERETS MORATOIRES.</b>	.....	<b>36</b>
<b>VI. SITUATION D'EXECUTION DU PLAN DE DEBLOCAGE DE FONDS</b>	.....	<b>36</b>
<b>VII. EVOLUTION DU DELAI DE PAIEMENT DE LA DEPENSE PUBLIQUE</b>	.....	<b>38</b>
VII.1.	DE LAI DE PAIEMENT AU NIVEAU CENTRAL .....	38
VII.2.	DE LAI DE PAIEMENT AU NIVEAU DECONCENTRE .....	38
<b>VIII. GESTION DE LA TRESORERIE DE L'ETAT</b>	.....	<b>39</b>
VIII.1.	SITUATION DES ENCAISSEMENTS .....	39
VIII.2.	SITUATION DES DECAISSEMENTS .....	39
VIII.3.	SOLDE DES OPERATIONS D'ENCAISSEMENTS ET DE DECAISSEMENTS .....	39
VIII.4.	EVOLUTION DES INSTANCES DE PAIEMENT .....	39
VIII.5.	PRINCIPALES DIFFICULTES .....	39
<b>IX. ANALYSE DES PRINCIPAUX SOLDES ET INDICATEURS DE PERFORMANCES DE LA GESTION BUDGETAIRE</b>	.....	<b>40</b>
IX.1.	SOLDES BUDGETAIRES .....	40
IX.2.	AGREGATS DU TOFE .....	41
<b>X. RECOMMANDATIONS</b>	.....	<b>41</b>
<b>CONCLUSION</b>	.....	<b>42</b>
<b>ANNEXES</b>	.....	<b>I</b>

## TABLEAUX

Tableau 1: Croissance du PIB, des valeurs ajoutées sectorielles et de l'inflation sur la période 2022-2025 .....	4
Tableau 2 : Etat de recouvrement par nature des recettes ordinaires du 3 <sup>ème</sup> trimestre 2024, des 2 <sup>ème</sup> et 3 <sup>ème</sup> trimestres 2025 (en milliards FCFA) .....	9
Tableau 3 : Etat de recouvrement des recettes ordinaires par régie des 3 <sup>ème</sup> trimestre 2024, 2 <sup>ème</sup> et 3 <sup>ème</sup> trimestres 2025 (en milliards FCFA) .....	10
Tableau 4 : Etat de recouvrement des recettes au 30 septembre 2024 et 2025 et perspectives au 31 décembre 2025 (en milliards FCFA) .....	12
Tableau 5 : Situation des recouvrements des recettes ordinaires par régie de recettes à fin septembre 2024 et 2025 (en milliards FCFA) .....	21
Tableau 6: Situation des décaissements des dons projets par groupe de donateurs au 30 septembre 2024 et 2025 (en milliards FCFA) .....	22
Tableau 7: Situation d'exécution des dépenses par nature au 30 septembre 2024 et 2025 (en milliards FCFA) .....	23
Tableau 8 : Situation des dépenses exécutées par nature aux 1 <sup>er</sup> , 2 <sup>ème</sup> et 3 <sup>ème</sup> trimestres 2025 (en milliards FCFA) .....	24
Tableau 9 : : Situation des disponibilités du FSP au 30 septembre 2025 (en FCFA) .....	32
Tableau 10 : Situation d'exécution du PDF, par grandes natures de dépenses, à fin septembre 2025 (en milliers FCFA) ....	37
Tableau 11 : Situation des soldes au septembre 2025 (en milliards FCFA) .....	40

## LISTE DES GRAPHIQUES

Graphique 1: Perspectives de croissance économique dans les grandes zones (en %) .....	2
Graphique 2 : Evolution du taux de croissance du PIB réel et des contributions des valeurs ajoutées sectorielles .....	4
Graphique 3 : Recouvrements des recettes des 3 <sup>èmes</sup> trimestres 2024 et 2025 par catégorie (en milliards FCFA) .....	11
Graphique 4 : Recouvrements des recettes ordinaires à fin septembre 2024 et 2025 (en milliards FCFA) .....	12
Graphique 5 : Recouvrements de quelques impôts et taxes fiscaux leaders à fin septembre 2024 et 2025 (en milliards FCFA) .....	13
Graphique 6 : Recouvrements de quelques taxes non fiscales leaders à fin septembre 2024 et 2025 (en milliards FCFA) ....	16
Graphique 7 : Situation d'exécution des dépenses du budget de l'Etat par nature au 30 septembre 2025 (en milliards FCFA et en %) .....	24
Graphique 8 : Evolution des dépenses exécutées par nature au 30 septembre 2024 et 2025 (en milliards FCFA) .....	25

## LISTE DES ANNEXES

Annexe 1: Situation d'exécution des Crédits de paiement par ministère et institution hors financements extérieurs au 30 septembre 2025 (en FCFA).....	I
Annexe 2: Situation d'exécution des dépenses de personnel par ministère et institution 30 septembre 2025 (en FCFA) .....	II
Annexe 3: Situation d'exécution des dépenses d'acquisition des biens et services par ministère et institution au 30 septembre 2025 (en FCFA).....	III
Annexe 4: Situation d'exécution des dépenses de transferts courants par ministère et institution au 30 septembre 2025 (en FCFA).....	IV
Annexe 5: Situation d'exécution des dépenses d'investissement exécuté par l'Etat, par ministère et institution au 30 septembre 2025 (en FCFA).....	V
Annexe 6 : Situation d'exécution des Crédits de paiement par ministère et institution et par programme budgétaire, hors charges dette, dépenses de personnel, et financements extérieurs au 30 septembre 2025 (en FCFA) .....	VI
Annexe 7: Situation d'exécution des autorisations d'engagement par ministères et institutions et par programmes budgétaires, hors financements extérieurs au 30 septembre 2025 (en FCFA) .....	X
Annexe 8: Situation d'exécution des CP des crédits délégués par ministère et institution et par nature de dépenses au 30 septembre 2025 (en FCFA).....	XII
Annexe 9: Situation d'exécution des CP des crédits délégués par région et nature de dépenses au 30 septembre 2025 (en FCFA).....	XIII
Annexe 10 : Situation d'exécution des Crédits de paiement des dépenses sociales au 30 septembre 2025 (en FCFA) .....	XIV
Annexe 11 : Situation des consommations d'eau au 30 septembre 2024 et 2025 (en FCFA) .....	XV
Annexe 12 : Situation des consommations d'électricité au 30 septembre 2024 et 2025 (en FCFA) .....	XVI
Annexe 13 : Situation des consommations de téléphone au 30 septembre 2024 et 2025 (en FCFA).....	XVII
Annexe 14 : Situation de mobilisation des ressources du Fonds de Soutien Patriotique au 30 septembre 2025 (en FCFA) .....	XVIII
Annexe 15 : Situation de la mise en œuvre des plans de déblocage de fonds par ministères et institutions et par nature de dépenses au 30 septembre 2025 (en FCFA).....	XIX
Annexe 16 : Situation de la mise en œuvre des plans de déblocage de fonds par section et par programme/ dotation budgétaire au 30 septembre 2025 (en FCFA) .....	XXII

## SIGLES ET ABBREVIATIONS

<b>ACCT</b>	: Agence comptable centrale du trésor
<b>ADE</b>	: Autres droits d'enregistrement
<b>AE</b>	: Autorisation d'engagement
<b>ALT</b>	: Assemblée législative de transition
<b>ARCEP</b>	: Autorité de régulation des communications électroniques et des postes
<b>BAD/FAD</b>	: Banque africaine de développement/Fonds africain de développement
<b>BCEAO</b>	: Banque centrale des Etats de l'Afrique de l'ouest
<b>BDT</b>	: Banque des dépôts du trésor
<b>BM/IDA</b>	: Banque mondiale/Association internationale de développement
<b>CAS</b>	: Compte d'affectation spéciale
<b>CNT</b>	: Conseil national de transition
<b>CODEP-MP</b>	: Comité de suivi des délais d'exécution de la dépense publique et de passation des marchés publics et des délégations de service public
<b>CP</b>	: Crédit de paiement
<b>CPVI</b>	: Contribution au programme de vérification des importations
<b>DC-BR</b>	: Dépositaire central/Banque de règlement
<b>DCIM</b>	: Dépenses communes interministérielles
<b>DD</b>	: Droits de douanes
<b>DGB</b>	: Direction générale du budget
<b>DG-CMEF</b>	: Direction générale du contrôle des marchés publics et des engagements financiers
<b>DGD</b>	: Direction générale des douanes
<b>DGF</b>	: Direction de la gestion des finances
<b>DGI</b>	: Direction générale des impôts
<b>DGTCP</b>	: Direction générale du trésor et de la comptabilité publique
<b>DOC</b>	: Direction de l'ordonnancement et de la comptabilité
<b>DT</b>	: Droits de timbre
<b>FEC</b>	: Facilité élargie de crédits
<b>FED/UE</b>	: Fonds européen de développement/Union européenne
<b>FIDA</b>	: Fonds international de développement agricole
<b>FMI</b>	: Fonds monétaire international
<b>IAP</b>	: Instrument automatisé de prévisions
<b>IBICA</b>	: Impôt sur les bénéfices industriels, commerciaux et agricoles
<b>IBNC</b>	: Impôt sur les bénéfices des professions non commerciales
<b>IFU</b>	: Identifiant financier unique
<b>IP</b>	: Indicateur de performance
<b>IPC</b>	: Indice prix consommation
<b>IRCM</b>	: Impôts sur le revenu des capitaux mobiliers
<b>IS</b>	: Impôt sur les sociétés
<b>IUTS</b>	: Impôt unique sur les traitements et salaires
<b>LFI</b>	: Loi de finances initiale
<b>LFR</b>	: Loi de finances rectificative
<b>LOLF</b>	: Loi organique relative aux lois de finances
<b>MEF</b>	: Ministère de l'économie et des finances
<b>MOD</b>	: Maîtrise d'ouvrage déléguée

<b>OCDE</b>	: Organisation de coopération et de développement économiques
<b>ONATEL</b>	: Office national des télécommunications
<b>ONEA</b>	: Office national de l'eau et de l'assainissement
<b>PA-SD</b>	: Plan d'actions pour la stabilisation et le développement
<b>PCS</b>	: Prélèvement communautaire de solidarité
<b>PDF</b>	: Plan de déblocage des fonds
<b>PIB</b>	: Produit intérieur brut
<b>PPM</b>	: Plan de passation des marchés
<b>PRES</b>	: Présidence
<b>PRM/DMP</b>	: Personne responsable des marchés/Directeur des marchés publics
<b>PSUT</b>	: Programme socio-économique d'urgence de la transition
<b>RS</b>	: Redevance statistique
<b>SIGASPE</b>	: Système intégré de gestion administrative et salariale du personnel de l'Etat
<b>SIMP</b>	: Système d'information intégré des marchés publics
<b>SI-N@folo</b>	: Système intégré de gestion des finances publiques
<b>SONABEL</b>	: Société nationale d'électricité du Burkina
<b>SYDONIA</b>	: Système douanier automatisé
<b>SYLVIE</b>	: Système de liaison virtuelle des opérations d'importation et d'exportation
<b>TAF</b>	: Taxe sur les activités financières
<b>TOFE</b>	: Tableau des opérations financières de l'Etat
<b>TPA</b>	: Taxe patronal d'apprentissage
<b>TPP</b>	: Taxe sur les produits pétroliers
<b>TRANS</b>	: Transition
<b>TR</b>	: Trésorerie régionale
<b>TSB</b>	: Taxe sur les boissons
<b>TST</b>	: Taxe sur les tabacs
<b>TVA</b>	: Taxe sur la valeur ajoutée
<b>UEMOA</b>	: Union économique et monétaire ouest-africaine
<b>UR</b>	: Unités de recouvrement
<b>US</b>	: United States



## **INTRODUCTION**

Le budget de l'Etat, exercice 2025, a été adopté par la Loi n°042-2024/ALT du 23 décembre 2024 portant Loi de finances pour l'exécution du budget de l'Etat, exercice 2025 et promulgué par le décret N°2024-1656/PRES du 30 décembre 2024.

Dans le cadre du suivi de l'exécution de ladite loi, le présent rapport est produit. Il fait la synthèse de l'exécution du budget de l'Etat, exercice 2025 au 30 septembre tant en recettes qu'en dépenses.

Il répond aux exigences édictées dans la Loi organique n°073-2015/CNT du 06 novembre 2015 relative aux lois de finances (LOLF) qui dispose en son article 94 que : « le gouvernement transmet trimestriellement au Parlement, à titre d'information, des rapports sur l'exécution du budget et l'application du texte de la loi de finances. Ces rapports sont mis à la disposition du public ».

Le présent rapport comprend :

- le contexte d'exécution et la configuration du budget de l'Etat, exercice 2025, au 30 septembre ;
- la situation de la mobilisation des recettes budgétaires ;
- la situation de l'exécution des dépenses budgétaires ;
- l'analyse des indicateurs de bonne gouvernance des marchés publics ;
- la situation des remises de pénalités et de paiement d'intérêts moratoires ;
- la situation de l'exécution du plan de déblocage de fonds ;
- l'évolution du délai de paiement de la dépense publique ;
- la gestion de la trésorerie de l'Etat ;
- les principaux soldes et indicateurs de performance de la gestion budgétaire ;
- les principales recommandations.

## I. CONTEXTE D'EXECUTION ET CONFIGURATION DU BUDGET DE L'ETAT, EXERCICE 2025, AU 30 SEPTEMBRE

Le budget de l'Etat, exercice 2025 s'est exécuté au cours des trois trimestres dans un contexte international caractérisé par des tensions commerciales et géopolitiques. Cette situation engendre de fortes incertitudes autour des perspectives économiques. Le contexte national reste marqué par une bonne dynamique de reconquête de l'intégrité du territoire et la perspective d'une campagne agropastorale favorable.

### I.1. CONTEXTE ECONOMIQUE INTERNATIONAL, REGIONAL ET SOUS REGIONAL

**Au niveau mondial**<sup>2</sup>, une modération du rythme de croissance est attendue, avec un taux estimé à 2,79 % en 2025, contre 3,29 % en 2024, reflétant un contexte marqué par des incertitudes persistantes, notamment les tensions géopolitiques et commerciales. Toutefois, cette croissance est soutenue par un fort mouvement d'anticipation dans le commerce international, des taux de droits de douane effectifs inférieurs aux prévisions, ainsi qu'une amélioration des conditions financières mondiales.

L'inflation mondiale ralentirait pour s'établir à 4,28 % en 2025 après 5,66 % en 2024. Ce ralentissement est porté par un ralentissement de la demande et une baisse des prix de l'énergie.

**En Afrique subsaharienne**<sup>3</sup>, la croissance économique devrait enregistrer une légère baisse, passant de 3,99 % en 2024 à 3,82 % en 2025, en raison d'un environnement mondial toujours marqué par des tensions géopolitiques et commerciales. La faiblesse des prix des produits de base, avec une dégradation plus marquée des perspectives des pays exportateurs de pétrole en particulier pèserait également sur les performances économiques de la région.

Pour ce qui est de l'inflation, malgré une tendance à la modération, elle devrait se maintenir à un niveau significatif, atteignant 13,33 % en 2025 après avoir culminé à 18,33 % en 2024. Ce ralentissement serait principalement porté par le recul des prix des produits alimentaires et de l'énergétique.

**Dans l'espace UEMOA**<sup>4</sup>, l'activité économique reste dynamique, avec une croissance projetée à 6,20 % en 2025, après 5,30% en 2024. Cette performance repose essentiellement sur l'expansion des activités extractives, en particulier l'exploitation pétrolière en Côte d'Ivoire, au Sénégal et au Niger, ainsi que par l'augmentation de la production minière. En outre, l'augmentation de la production agricole, l'expansion des activités commerciales et financières, et la robustesse de la demande intérieure renforcent cette tendance favorable.

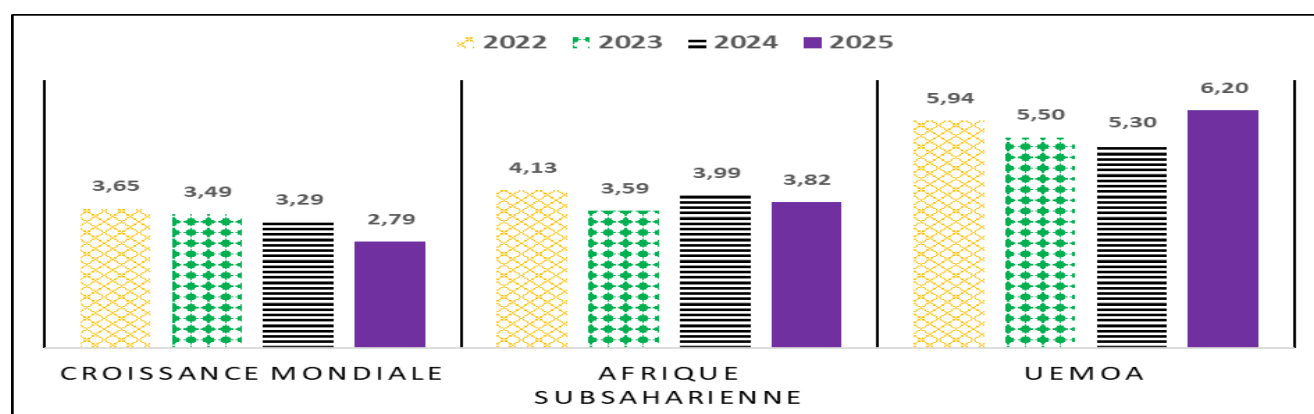
Le taux d'inflation dans l'Union continuerait de ralentir pour se situer à 3,10% en 2025 après 3,50% en 2024. Ce ralentissement s'expliquerait par l'effet conjugué d'une amélioration de l'offre locale en produits vivriers liée à la campagne agricole 2024/2025 et d'un ralentissement des prix des produits pétroliers et alimentaires importés, consécutif au recul des cours mondiaux.

#### **Graphique 1: Perspectives de croissance économique dans les grandes zones (en %)**

<sup>2</sup> DGEP, à partir des données du FMI, juillet 2025

<sup>3</sup> DGEP, à partir des données de la BCEAO, juin 2025

<sup>4</sup> DGEP, à partir des données de la BCEAO, juin 2025



**Source :** DGEP, CPC, à partir de la Mise à jour des Perspectives de l'Economie Mondiale du FMI, juillet 2025 et de la BCEAO juin 2025

**Sur le marché des changes**, le cours du dollar US par rapport au FCFA se situe à 559,12 FCFA en septembre 2025 contre 563,97 FCFA en août 2024, soit une dépréciation de 0,86%. Comparativement au même mois de l'année 2024, le cours du dollar US se déprécie de 5,34%.

En moyenne, au cours du troisième trimestre 2025, le cours du dollar US se situe à 561,62 FCFA contre 597,09 FCFA au même trimestre de l'année 2024, soit une dépréciation de 5,94%.

Concernant **les cours des principales matières premières exportées**, le **cours de l'once d'or** s'affiche à 3 658,09 dollars US en septembre 2025, contre 3 358,18 dollars US un mois plus tôt, soit une hausse de 8,93%. En glissement annuel, le cours est en flambée de 42,44%.

En moyenne trimestrielle, le cours s'est élevé à 3 452,89 dollars US au troisième trimestre 2025 contre 2 475,61 le même trimestre un an plutôt, soit une envolée de 39,48%.

Quant au **cours du coton**, il a enregistré une baisse de 0,84% en septembre 2025, se situant à 1 718,28 dollars US contre 1 732,83 dollars US en août. En comparaison avec septembre 2024, il est en baisse de 5,50%.

En moyenne, le cours ressort en baisse de 3,42% au troisième trimestre de 2025 en s'affichant à 1 729,52 dollars US contre 1 790,81 dollars à la même période un an plus tôt.

Pour ce qui est du **cours du baril de pétrole**, principal produit importé, il a enregistré une baisse de 0,37% en septembre 2025 par rapport au mois précédent. En effet, il s'est affiché à 67,95 dollars US contre 68,20 dollars US un mois auparavant. En glissement annuel, le cours du baril de pétrole est en baisse de 8,54%. En moyenne, le cours du baril s'est établi à 69,04 dollars US au troisième trimestre de 2025 contre 80,15 dollars US au troisième trimestre de 2024, soit une chute de 13,87%.

## I.2. CONJONCTURE ECONOMIQUE NATIONALE

Au niveau national, l'activité économique connaîtrait un regain de dynamisme. La croissance économique enregistrerait une accélération pour ressortir à 6,28 % en 2025 après 4,82 % en 2024. Ce dynamisme est tributaire d'une amélioration du contexte sécuritaire, d'une campagne agricole favorable et de la consolidation des initiatives majeures en cours, notamment l'Offensive agro-pastorale et halieutique 2023-2025.

Le Produit Intérieur Brut nominal atteindrait 16 348,45 milliards de FCFA contre 14 012,80 milliards de FCFA en 2024. La croissance serait portée par l'ensemble des secteurs, primaire secondaire et tertiaire.

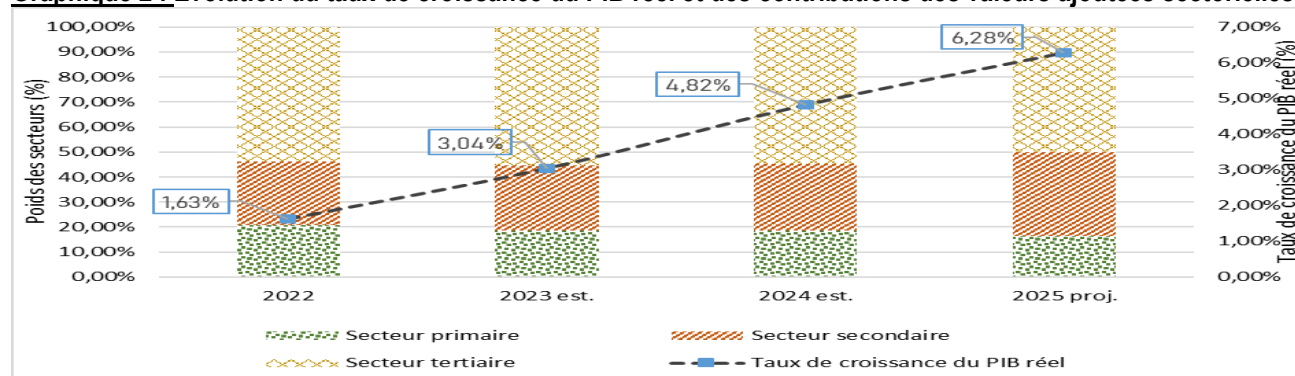
Concernant le **secteur primaire**, il enregistrerait une hausse de sa valeur ajoutée de 3,23% en 2025 après 11,41% en 2024. Cette performance serait due principalement aux activités des branches « agriculture de rente » (+9,37%), « sylviculture-chasse-pêche » (+5,77%), « agriculture vivrière » (+2,19%). Quant à la branche « égrenage coton » sa valeur ajoutée baisse de 29,85%.

S'agissant du **secteur secondaire**, sa valeur ajoutée progresserait de 12,29% en 2025 après -4,40% en 2024. Cette évolution serait principalement impulsée par les branches « extraction d'or » (+18,44%), « construction » (+7,22%), « autres activités extractives » (+6,11%) et « activités manufacturières » (+5,11%).

Quant au **secteur tertiaire**, sa valeur ajoutée augmenterait de 2,06% en 2025 après une croissance de 5,52% en 2024. Cette performance serait imputable aux activités des branches « transport » (+11,83%), « informations et communication » (+10,11%), « services financiers et assurances » (+10,12%) et « activités immobilières » (+8,41%).

Le taux d'inflation ralentirait pour s'afficher à 1,80% en 2025 contre 4,20% en 2024. Ce ralentissement s'expliquerait principalement par la bonne performance de la campagne agricole 2024/2025 ainsi que par la poursuite des mesures gouvernementales visant à contrôler les prix des produits de grande consommation.

**Graphique 2 : Evolution du taux de croissance du PIB réel et des contributions des valeurs ajoutées sectorielles**



**Source :** DGEP, données IAP, août 2025

**Tableau 1: Croissance du PIB, des valeurs ajoutées sectorielles et de l'inflation sur la période 2022-2025**

Rubrique	2022	2023	2024	2025
<b>Taux de croissance du PIB réel (%)</b>	1,63	3,04	4,82	6,28
<i>Secteur primaire (%)</i>	9,59	0,87	11,41	3,23
<i>Secteur secondaire (%)</i>	-8,35	2,91	-4,40	12,29
<i>Secteur tertiaire (%)</i>	4,17	5,21	5,52	2,06
<i>Impôts et taxes nets sur les produits (%)</i>	4,56	-4,98	18,60	22,85
<b>PIB Nominal en milliards de FCFA</b>	11 615,92	12 227,10	14 012,80	16 348,45
<b>Taux d'inflation en moyenne annuelle (%)</b>	14,10%	0,70%	4,20%	1,80%

**Source :** DGEP, données IAP, août 2025

### **I.3. PRIORITES ET MESURES POUR L'EXECUTION DU BUDGET 2025**

#### **I.3.1. Rappel des priorités du budget 2025**

Les priorités du budget de l'Etat 2025-2027 demeurent le renforcement de la sécurisation du territoire, la poursuite des réformes visant la consolidation de la gouvernance sous toutes ses formes et la dynamique de refondation de l'Etat, le renforcement de la résilience économique, sociale et humanitaire ainsi que la revitalisation du tissu social et le rétablissement du légendaire vivre-ensemble des burkinabè. Ces priorités sont en cohérence avec le Plan d'actions pour la stabilisation et le développement (PA-SD) bâti autour de quatre (04) piliers à savoir :

- Pilier 1 : lutter contre le terrorisme et restaurer l'intégrité du territoire ;
- Pilier 2 : répondre à la crise humanitaire ;
- Pilier 3 : refonder l'Etat et améliorer la gouvernance ;
- Pilier 4 : œuvrer à la réconciliation nationale et à la cohésion sociale.

Pour faire face à ces priorités, les choix stratégiques en matière de financement des charges du budget reposent toujours sur la couverture de plus en plus importante des dépenses par les recettes propres et le recours aux autres formes de concours, notamment les financements extérieurs sous forme d'appuis budgétaires, le marché financier sous régional et les Partenariats public-privé (PPP).

#### **I.3.2. Mesures pour l'exécution du budget 2025**

Des orientations pour une meilleure exécution du budget de l'Etat, exercice 2025, ont été données par Son Excellence Monsieur le Premier Ministre à travers la circulaire N°2025-029/PM/CAB du 18 février 2025. Ces orientations visent à outiller et à encadrer les activités des acteurs au niveau des régies de recettes pour une mobilisation optimale des recettes d'une part, et ceux de la chaîne de la dépense publique des ministères et institutions pour une plus grande efficacité de l'exécution des dépenses, d'autre part. Ainsi :

**En matière de mobilisation de ressources propres**, le Gouvernement poursuivra les actions suivantes :

- ✓ la modernisation des procédures au niveau des régies de recettes afin d'optimiser le rendement de l'impôt ;
- ✓ le parachèvement des réformes visant à accroître de manière substantielle l'assiette fiscale ;
- ✓ la sensibilisation des différents ministères et institutions en vue de l'implication des premiers responsables dans la mobilisation des recettes de service ;
- ✓ les activités de prospection de nouvelles recettes en vue de l'élargissement de l'assiette des recettes de service.

**En matière d'exécution des dépenses**, la gestion budgétaire sera marquée par la poursuite de la mise en œuvre de la réforme du budget programme, notamment :

- ✓ l'implication effective des Responsables de programme (RP) dans l'exécution du budget des différents programmes budgétaires ;
- ✓ la mise en place effective des Directions de la solde et de l'ordonnancement (DSO) dans les différents ministères et institutions.

Aussi, les actions de rationalisation des charges de fonctionnement de l'administration entreprises depuis quelques années restent toujours en vigueur et devraient être convenablement appliquées par tous les acteurs.

Par ailleurs, tous les acteurs devront veiller à une stricte application des règles en matière d'exécution de la dépense publique, notamment :

- la rigueur dans la gestion financière des fonds alloués à leurs activités de sorte à éviter au maximum les dépenses inéligibles et partant, la réduction des demandes de remboursement auprès de l'Etat ;
- la prise de mesures adéquates pour accélérer la mise en œuvre des Plans d'engagement des dépenses de l'Etat (PEDE) sur le terrain en vue d'accroître les taux de décaissement, toute chose qui contribuerait à l'accroissement de la mobilisation des ressources au profit d'autres projets ;
- l'amélioration de la qualité des outils de planification (Plan annuel de passation des marchés publics (PPM), Plan de déblocage de fonds (PDF), PEDE) ;
- l'application stricte des règles en matière d'exécution de la dépense publique, notamment le respect de la mise en œuvre des outils de planification.

#### **I.4. CONFIGURATION DU BUDGET GENERAL AU 30 SEPTEMBRE 2025**

Le budget de l'Etat, exercice 2025 a été adopté en recettes et en dépenses (crédits de paiement) respectivement à **3 149,79 milliards FCFA** et à **3 612,27 milliards FCFA**. Il se dégage une épargne budgétaire de **559,04 milliards FCFA** et un besoin de financement de **462,48 milliards FCFA** représentant **3,2%** du PIB nominal. En tenant compte des prévisions du Compte d'affectation spéciale (CAS) « Remboursement crédits TVA », à hauteur de 125 milliards FCFA, les recettes totales prévisionnelles s'établissent à **3 274,79 milliards FCFA**.

Par nature de recettes, la situation se présente comme suit :

- **Recettes ordinaires : 2 961,99 milliards FCFA** dont 2 684,05 milliards FCFA pour les recettes fiscales et 276,40 milliards FCFA pour les recettes non fiscales et 1,55 milliard FCFA pour les produits financiers ;
- **Ressources extraordinaires : 187,80 milliards FCFA** uniquement constituées de dons projets.



Par nature de dépenses, la situation se présente comme suit :

- **Dépenses ordinaires : 2 402,95 milliards FCFA** dont :
  - charges financières de la dette : 343,95 milliards FCFA ;
  - dépenses de personnel : 1 274,60 milliards FCFA ;
  - dépenses d'acquisition de biens et services : 240,29 milliards FCFA ;
  - dépenses de transferts courants : 542,61 milliards FCFA ;
  - dépenses en atténuation des recettes : 1,5 milliard FCFA.
- **Dépenses en capital : 1 209,32 milliards FCFA** dont :
  - investissements exécutés par l'Etat : 1 194,32 milliards FCFA reparti comme suit :
    - ✓ Etat : 781,52 milliards FCFA ;
    - ✓ Subventions : 187,80 milliards FCFA ;
    - ✓ Prêts : 225,00 milliards FCFA.
  - transferts en capital : 15,00 milliards FCFA.

Suite aux ajustements opérés pour la prise en compte de l'Initiative Présidentielle « FASO MEBO » et de certaines dépenses du Gouvernement par un décret portant ouverture de crédits budgétaires à titre d'avances d'un montant total de **26,48 milliards FCFA**, les grandes masses du budget initial en dépenses ont sensiblement été impactées. Aussi, les grandes natures de dépenses ont évolué du fait des réaménagements budgétaires opérés au sein des ministères et institutions.

Ainsi, le budget ajusté ressort en dépenses à **729,97 milliards FCFA** en AE et à **3 638,75 milliards FCFA** en CP contre des prévisions initiales respectives de **720,67 milliards FCFA** et **3 612,27 milliards FCFA**.

Les recettes quant à elles, n'ont pas connu d'évolution au 30 septembre 2025.

La configuration actuelle du budget prenant en compte le décret d'ouverture de crédits budgétaires à titre d'avances et les mouvements de crédits se présente comme suit :

- **Dépenses ordinaires** : -4,12 milliards FCFA pour s'établir à **2 398,83 milliards FCFA**, avec une légère hausse des dépenses d'acquisition de biens et services (+0,28 milliard FCFA) et une baisse des transferts courants (-4,39 milliards FCFA).
- **Dépenses en capital** : +30,59 milliards FCFA, atteignant **1 239,92 milliards FCFA**, avec une hausse des investissements exécutés par l'État (+27,59 milliards FCFA dont 22,71 milliards FCFA au titre des investissements sur ressources propres et 4,88 milliards FCFA au titre des investissements financés sur ressources extérieures) et des transferts en capital (+3,00 milliards FCFA).

## II. SITUATION DE MOBILISATION DES RECETTES BUDGETAIRES

En prenant en compte les prévisions du Compte d'affectation spéciale (CAS) « Remboursement crédits TVA » d'un montant de 125 milliards FCFA, les recettes prévisionnelles du budget de l'État pour l'exercice 2025 s'élèvent à **3 274,79 milliards FCFA**. Ce total se décompose en **3 086,99 milliards FCFA** de recettes ordinaires et **187,80 milliards FCFA** de recettes extraordinaires, représentant respectivement **94,27%** et **5,73%** des recettes globales projetées.

En matière de remboursement de crédits TVA, la Loi n°039-2018/AN du 13 novembre 2018 portant Loi de finances rectificative de la Loi de finances pour l'exécution du budget de l'Etat, exercice 2018 a institué un compte d'affectation spécial intitulé « remboursement crédits TVA ».

L'arrêté N°2019-128/MINEFID/SG/DGI du 05 avril 2019 fixe les modalités d'alimentation dudit compte comme suit:

- **20%** de la TVA recouvrée par la DGI ;
- **100%** de la TVA perçue par la DGD lors de la mise à la consommation des marchandises importées par les sociétés minières, leurs sous-traitants ainsi que les entreprises exportatrices.

### II.1. REALISATION DES RECETTES BUDGETAIRES AU TITRE DU 3<sup>ème</sup> TRIMESTRE 2025

Au cours du 3<sup>ème</sup> trimestre, les recettes totales recouvrées s'élèvent à **951,69 milliards FCFA** sur un montant attendu de **828,22 milliards FCFA**, soit un taux de recouvrement trimestriel de **114,91%**. Ce résultat traduit une performance budgétaire satisfaisante, marquée par un dépassement des objectifs de mobilisation.

Par rapport aux réalisations du 2<sup>ème</sup> trimestre qui s'élevaient à 876,44 milliards FCFA avec un taux de recouvrement trimestriel de 105,20%, il ressort une hausse en volume de 75,25 milliards FCFA, accompagnée d'une amélioration de la performance de 9,70 points de pourcentage.

Comparativement au 3<sup>ème</sup> trimestre 2024, au cours duquel les recettes recouvrées se chiffraient à 726,47 milliards FCFA, avec un taux de recouvrement de 89,87%, il a été observé une hausse de 225,22 milliards FCFA en valeur absolue accompagnée d'un gain de performance de 25,04 points de pourcentage sur le taux de recouvrement trimestriel.

#### II.1.1. Analyse des réalisations des recettes ordinaires du 3<sup>ème</sup> trimestre 2025

Les réalisations des recettes ordinaires au titre du 3<sup>ème</sup> trimestre se sont chiffrées à **927,99 milliards FCFA** sur un montant attendu de **804,52 milliards FCFA**, soit un taux de réalisation de l'objectif périodique de **115,35%**.

Comparé au 2<sup>ème</sup> trimestre où les réalisations étaient de 835,04 milliards FCFA avec un taux de recouvrement trimestriel de 105,48%, il ressort une hausse en volume de 92,95 milliards FCFA, accompagnée d'un gain de performance de 9,87 points de pourcentage.



Par rapport au 3<sup>ème</sup> trimestre 2024 qui enregistrait un volume de 689,81 milliards FCFA avec un taux de recouvrement trimestriel de 89,39%, les réalisations du 3<sup>ème</sup> trimestre 2025 affichent une progression de 238,18 milliards FCFA, correspondant à une amélioration de la performance de 25,96 points de pourcentage.

Les réalisations des recettes ordinaires (927,99 milliards FCFA) constituent 97,51% des ressources mobilisées au cours du trimestre, contre 95,28% au 2<sup>ème</sup> trimestre 2025 (835,04 milliards FCFA) et 94,95% au 3<sup>ème</sup> trimestre 2024 (689,81 milliards FCFA). Cette évolution confirme la stabilité et la prépondérance des recettes ordinaires dans la structure des ressources budgétaires.

#### A. Analyse par nature de recettes ordinaires

L'analyse par nature des recettes ordinaires fait ressortir la répartition suivante :

- **recettes fiscales** : pour une prévision trimestrielle de **706,32 milliards FCFA**, les recettes fiscales ont été réalisées à hauteur de **708,03 milliards FCFA**, soit un taux de réalisation de **100,24%**. Elles enregistrent une baisse de 31,35 milliards FCFA (2,77 points de pourcentage) par rapport au 2<sup>ème</sup> trimestre 2025 et une hausse de 112,38 milliards FCFA (11,38 points de pourcentage) par rapport au 3<sup>ème</sup> trimestre 2024.
- **recettes non fiscales** : elles s'élèvent à **219,54 milliards FCFA** sur une prévision de **98,03 milliards FCFA** (taux de réalisation de **223,95%**), en hausse de 124,25 milliards FCFA (93,91 points de pourcentage) par rapport aux réalisations du trimestre précédent et de 125,38 milliards FCFA (127,84 points de pourcentage) par rapport à la même période en 2024.
- **produits financiers** : les réalisations de produits financiers se chiffrent à **0,42 milliard FCFA** pour une prévision de **0,17 milliard FCFA**, soit un taux de réalisation de **248,34%**. Comparativement au recouvrement du 2<sup>ème</sup> trimestre qui s'était chiffré à 0,38 milliard FCFA (taux de réalisation : 58,35%), on note une hausse de 0,04 milliard FCFA en valeur absolue, accompagnée d'une amélioration de la performance de 189,99 points de pourcentage. A noter qu'aucun recouvrement n'avait été enregistré pour cette catégorie à la même période l'année dernière.

En termes de répartition, les recettes fiscales dominent avec 76,30%, suivies des recettes non fiscales (23,66%) et des produits financiers (0,04%).

Le tableau ci-dessous présente par nature de recettes, l'état de recouvrement des recettes ordinaires entre les 3<sup>ème</sup> trimestre 2024, 2<sup>ème</sup> trimestre 2025 et 3<sup>ème</sup> trimestre 2025.

**Tableau 2 : Etat de recouvrement par nature des recettes ordinaires du 3<sup>ème</sup> trimestre 2024, des 2<sup>ème</sup> et 3<sup>ème</sup> trimestres 2025 (en milliards FCFA)**

Nature de recette	3 <sup>ème</sup> trimestre 2024			2 <sup>ème</sup> trimestre 2025			3 <sup>ème</sup> trimestre 2025			Ecart en %	
	Prév	Rec	Tx	Prév	Rec	Tx	Prév	Rec	Tx		
	a	b	c=b/a	d	e	f=e/d	g	h	i=h/g	h-b/b	h-e/e
Recettes fiscales	673,74	595,65	88,41%	717,76	739,38	103,01%	706,32	708,03	100,24%	18,87%	-4,24%
Recettes non fiscales	97,98	94,16	96,11%	73,28	95,29	130,04%	98,03	219,54	223,95%	133,15%	130,40%
Produits financiers	0,00	0,00	0,00%	0,65	0,38	58,35%	0,17	0,42	248,34%	0,00%	10,44%
<b>Total</b>	<b>771,72</b>	<b>689,81</b>	<b>89,39%</b>	<b>791,69</b>	<b>835,04</b>	<b>105,48%</b>	<b>804,52</b>	<b>927,99</b>	<b>115,35%</b>	<b>34,53%</b>	<b>11,13%</b>

**Source** : DGB

## B. Analyse des recouvrements par régie de recettes

L'examen des performances de recouvrement au titre du 3<sup>ème</sup> trimestre 2025, par régie de recettes, met en évidence les résultats suivants :

- **Direction générale des impôts (DGI)** : sur un objectif de **398,58 milliards FCFA**, les recouvrements atteignent **406,23 milliards FCFA**, soit un taux de réalisation de **101,92%**. La performance de la DGI s'est détériorée de 5,93 points de pourcentage par rapport au 2<sup>ème</sup> trimestre 2025 (107,85%) et s'est améliorée de 20,90 points de pourcentage par rapport au 3<sup>ème</sup> trimestre 2024 (81,02%).
- **Direction générale des douanes (DGD)** : sur un objectif de **315,23 milliards FCFA**, les réalisations se chiffrent **309,17 milliards FCFA**, soit un taux de recouvrement de **98,08%**. La performance de la DGD s'est améliorée de 1,64 point de pourcentage par rapport au 2<sup>ème</sup> trimestre 2025 (96,44%) et s'est détériorée de 2,48 points de pourcentage par rapport au 3<sup>ème</sup> trimestre 2024 (100,56%).
- **Direction générale du trésor et de la comptabilité publique (DGTCP)** : sur un objectif de **90,71 milliards FCFA**, les réalisations se chiffrent à **212,59 milliards FCFA**, soit un taux de recouvrement de **234,35%**. Ce niveau de réalisation s'explique principalement par le paiement de dividendes dont le montant a largement dépassé les prévisions. Une partie de ces recettes était initialement destinée à être reversée à la SOPAMID. Par rapport au 2<sup>ème</sup> trimestre 2025, on note une amélioration très significative de la performance de 101,00 points de pourcentage. Comparativement au 3<sup>ème</sup> trimestre 2024, la DGTCP enregistre également une hausse de performance de 140,43 points de pourcentage.

**En conclusion, un excédent global de 123,47 milliards FCFA est observé par rapport aux prévisions du 3<sup>ème</sup> trimestre 2025.**

Le tableau ci-dessous présente l'évolution des recouvrements des recettes ordinaires par régie entre les 3<sup>ème</sup> trimestre 2024, 2<sup>ème</sup> trimestre 2025 et 3<sup>ème</sup> trimestre 2025.

**Tableau 3 : Etat de recouvrement des recettes ordinaires par régie des 3<sup>ème</sup> trimestre 2024, 2<sup>ème</sup> et 3<sup>ème</sup> trimestres 2025 (en milliards FCFA)**

Régie de recettes	3 <sup>ème</sup> trimestre 2024			2 <sup>ème</sup> trimestre 2025			3 <sup>ème</sup> trimestre 2025			Ecart en %	
	Prév	Rec	Tx	Prév	Rec	Tx	Prév	Rec	Tx		
	a	b	c=b/a	d	e	f=e/d	g	h	i=h/g	h-b/b	h-e/e
DGI	409,39	331,67	81,02%	412,38	444,74	107,85%	398,58	406,23	101,92%	22,48%	-8,66%
DGD	268,79	270,29	100,56%	312,94	301,80	96,44%	315,23	309,17	98,08%	14,39%	2,44%
DGTCP	93,53	87,85	93,92%	66,37	88,50	133,35%	90,71	212,59	234,35%	142,00%	140,22%
<b>Total</b>	<b>771,72</b>	<b>689,81</b>	<b>89,39%</b>	<b>791,69</b>	<b>835,04</b>	<b>105,48%</b>	<b>804,52</b>	<b>927,99</b>	<b>115,35%</b>	<b>34,53%</b>	<b>11,13%</b>

**Source** : DGB

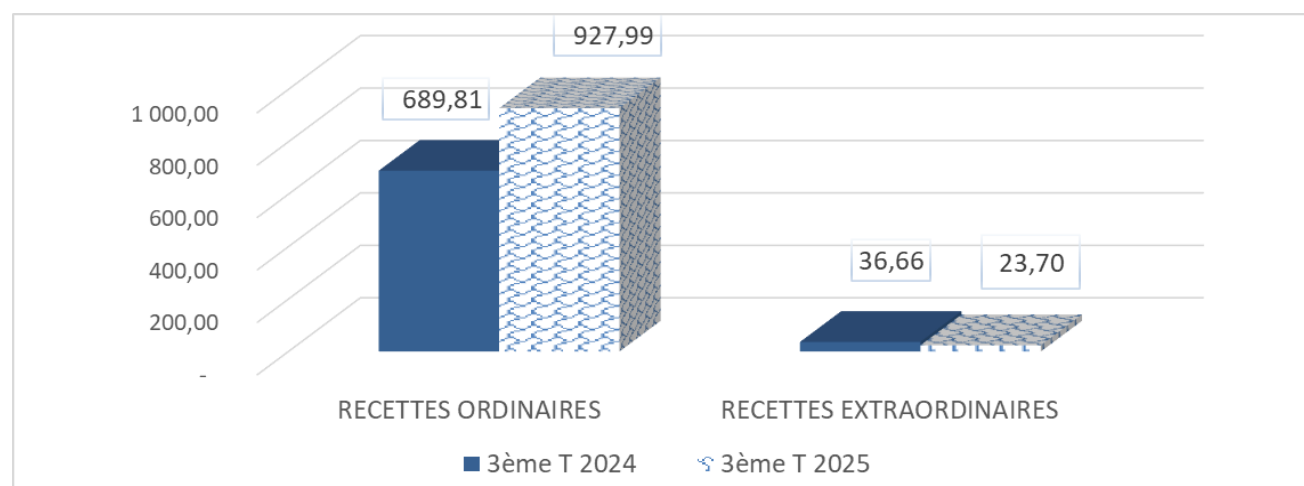
### II.1.2. Analyse des réalisations des recettes extraordinaires du 3<sup>ème</sup> trimestre 2025

Les recettes extraordinaires, constituées exclusivement de dons projets ont été décaissées à hauteur de **23,70 milliards FCFA** au cours de ce trimestre.

Par rapport au 2<sup>ème</sup> trimestre 2025, où les décaissements se chiffraient à 41,39 milliards FCFA, une baisse de 17,70 milliards FCFA a été enregistrée. Comparativement au 3<sup>ème</sup> trimestre 2024, qui affichait des décaissements de 36,66 milliards FCFA, on note également une baisse de 12,96 milliards FCFA.

Le graphique ci-dessous illustre les recouvrements des recettes des 3<sup>èmes</sup> trimestres 2024 et 2025 par catégorie.

**Graphique 3 : Recouvrements des recettes des 3<sup>èmes</sup> trimestres 2024 et 2025 par catégorie (en milliards FCFA)**



**Source :** DGB

### II.2. REALISATION DES RECETTES BUDGETAIRES A FIN SEPTEMBRE 2025

La mobilisation des recettes budgétaires se chiffre à **2 513,76 milliards FCFA** au 30 septembre 2025 pour un objectif de la période sous revue de **2 393,90 milliards FCFA**, soit un taux de réalisation de **105,01%**. Ces réalisations représentent **76,76%** de l'objectif annuel.

Comparé au niveau des recouvrements au 30 septembre 2024 qui était de 2 125,61 milliards FCFA avec une performance de 92,75%, il ressort une progression de 388,15 milliards FCFA en valeur absolue et une amélioration de la performance de recouvrement de 12,26 points de pourcentage.

Le tableau ci-après fait ressortir l'état de réalisation des recettes à fin septembre 2024 et 2025 ainsi que les perspectives de recouvrement pour le reste de l'année 2025.

Tableau 4 : Etat de recouvrement des recettes au 30 septembre 2024 et 2025 et perspectives au 31 décembre 2025 (en milliards FCFA)

Nature de recettes	2024					2025					Variations 2024-2025		
	Prévisions annuelles LFI	Prévisions au 30 septembre LFI	Recouvrements au 30 septembre			Prévisions annuelles LFI	Prévisions au 30 septembre LFI	Recouvrements au 30 septembre			Perspective de recouvrement cumulé du 1 <sup>er</sup> octobre au 31 décembre	Absolue	Relative
			Montant	Taux (%)	Taux à fin septembre (%)			Montant	Taux (%)	Taux à fin septembre (%)	Montant	Montant	Taux(%)
	a	b	c	d=c/a	e=c/b	i	j	k	l=k/i	m=k/j	t	u=k-c	v=u/c
RECETTES ORDINAIRES	2 916,79	2 160,65	1 994,43	68,38	92,31	3086,99	2295,42	2 415,28	78,24	105,22	788,09	420,85	21,10
Recettes fiscales	2 653,52	1 953,75	1 741,40	65,63	89,13	2809,05	2064,84	2 049,11	72,95	99,24	719,90	307,71	17,67
Recettes non fiscales	263,27	206,90	253,03	96,11	122,29	276,40	229,64	365,11	132,10	158,99	67,79	112,08	44,30
Produits financiers	-	-	-	0,00	0,00	1,55	0,94	1,06	68,58	112,64	0,40	1,06	0,00
RECETTES EXTRAORDINAIRES	227,32	131,18	131,18	57,71	100,00	187,80	98,48	98,48	52,44	100,00	89,32	-32,70	-24,93
Dons programmes	47,73	-	0,00	0,00	0,00	-	0,00	0,00	0,00	-	0,00	0,00	0,00
Dons projets	179,59	131,18	131,18	73,04	100,00	187,80	98,48	98,48	52,44	100,00	89,32	-32,70	-24,93
TOTAL	3 144,12	2 291,83	2 125,61	67,61	92,75	3 274,79	2 393,90	2 513,76	76,76	105,01	877,408	388,15	18,26

Source : DGB

### II.2.1. Analyse des réalisations des recettes ordinaires à fin septembre 2025

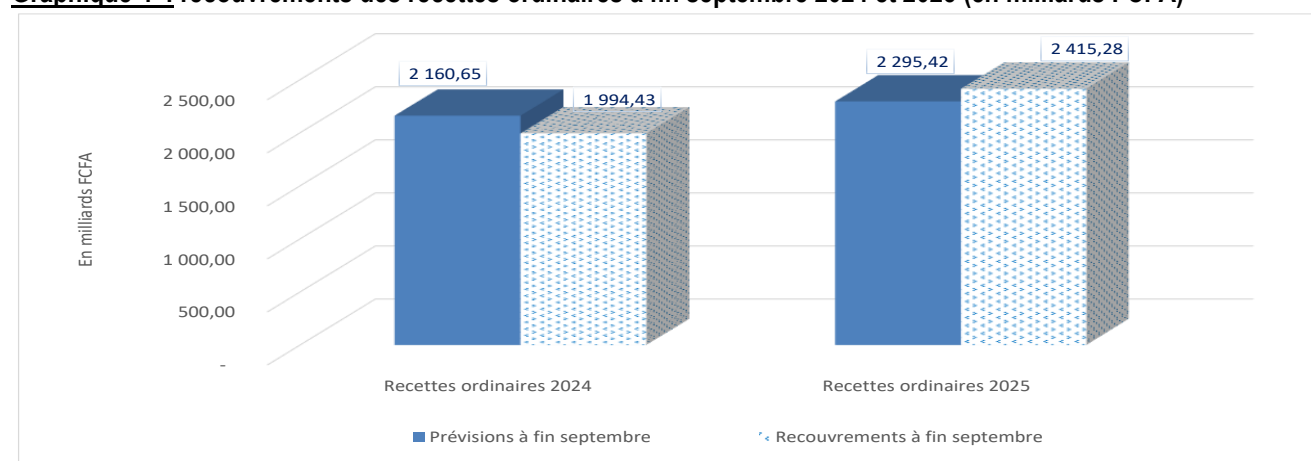
Les prévisions annuelles de recettes ordinaires se chiffrent à **3 086,99 milliards FCFA** dont 2 809,05 milliards FCFA au titre des recettes fiscales, 276,40 milliards FCFA au titre des recettes non fiscales et 1,55 milliard FCFA au titre des produits financiers.

Au 30 septembre 2025, le recouvrement des recettes ordinaires se chiffre à **2 415,28 milliards FCFA**, soit un taux annuel de **78,24%**. Rapporté ce montant aux prévisions à fin septembre de **2 295,42 milliards FCFA**, il ressort un taux de réalisation périodique de **105,22%**.

Par rapport aux recouvrements de 2024 à la même période qui étaient de 1 994,43 milliards FCFA avec un taux de réalisation périodique de 92,31%, les recettes ordinaires sont en hausse de 420,85 milliards FCFA avec une amélioration de la performance périodique de 12,91 points de pourcentage.

Le graphique ci-dessous fait ressortir le niveau de recouvrements des recettes ordinaires à fin septembre 2024 et 2025.

Graphique 4 : recouvrements des recettes ordinaires à fin septembre 2024 et 2025 (en milliards FCFA)



Source : DGB

L'analyse de la situation des recettes ordinaires à fin septembre est faite par nature de recettes et par structure de recouvrement.

## A. Analyse par nature des recettes ordinaires à fin septembre 2025

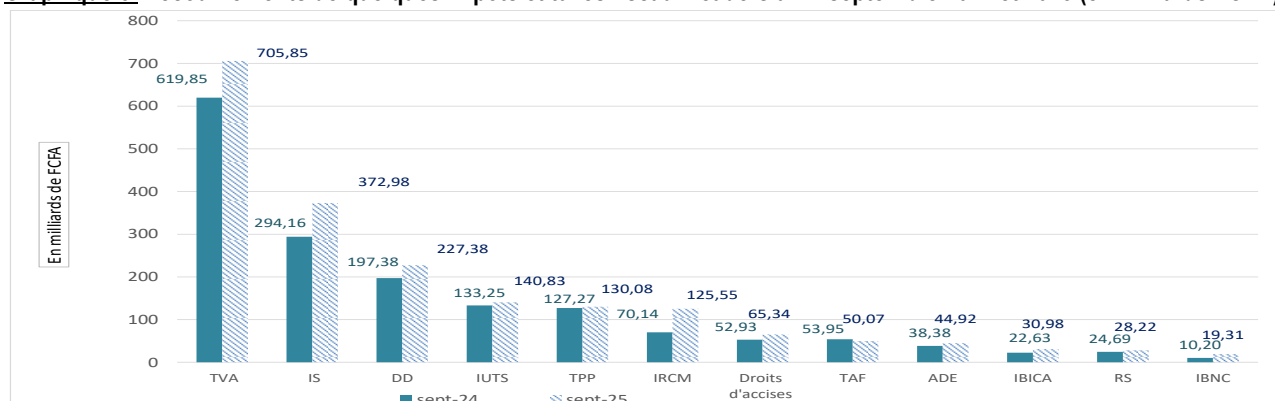
### ➤ Recettes fiscales

Au 30 septembre 2025, il a été recouvré un montant de **2 049,11 milliards FCFA** sur des prévisions annuelles de **2 809,05 milliards FCFA**, soit un taux de recouvrement de **72,95%**. Rapporté aux prévisions à fin septembre (2 064,84 milliards FCFA), il ressort un taux de réalisation périodique de **99,24%**.

Comparé au niveau de réalisation cumulée de 1 741,40 milliards FCFA et une performance périodique de 89,13% à la même période en 2024, il ressort une progression de 307,71 milliards FCFA en valeur absolue et une amélioration de la performance de recouvrement de 10,11 points de pourcentage.

Le graphique ci-après fait ressortir le niveau de recouvrements de quelques impôts et taxes fiscaux leaders à fin septembre 2024 et 2025.

**Graphique 5 : recouvrements de quelques impôts et taxes fiscaux leaders à fin septembre 2024 et 2025 (en milliards FCFA)**



**Source :** DGB

### ❖ Impôts et taxes intérieurs sur les biens et services

Cette catégorie de recettes fiscales est essentiellement composée de la Taxe sur la valeur ajoutée (TVA) et de la Taxe sur les produits pétroliers (TPP).

#### • **Taxe sur la valeur ajoutée (TVA)**

Pour l'exercice budgétaire 2025, les prévisions annuelles de recouvrement de la TVA s'élèvent à **1 021,78 milliards FCFA**. Ce montant est réparti entre 623,73 milliards FCFA attendus à l'importation et 398,05 milliards FCFA sur le marché intérieur.

À la date du 30 septembre 2025, le montant total cumulé recouvré par l'ensemble des régies est de **705,85 milliards FCFA** et correspond à un taux de recouvrement annuel de **69,08%**. Rapporté aux prévisions de la période sous revue, soit **749,19 milliards FCFA**, il ressort un taux de réalisation périodique de **94,21%**. La TVA se confirme comme la principale source de recettes fiscales de l'État, représentant à elle seule 34,45% des recettes fiscales totales mobilisées à fin septembre 2025.

Comparativement à la même période en 2024, où 619,85 milliards FCFA avaient été recouverts (taux de réalisation : 96,14%), il ressort une hausse de 86,00 milliards FCFA en valeur absolue et une baisse de la performance de recouvrement de 1,93 point de pourcentage.

- ***Taxe sur les produits pétroliers (TPP)***

Pour une prévision annuelle de **190,13 milliards FCFA**, la TPP a été recouvrée à hauteur de **130,08 milliards FCFA** au 30 septembre 2025, représentant un taux de réalisation annuel de **68,42%**. Rapporté aux prévisions de la période sous revue (**133,08 milliards FCFA**), on note un taux de réalisation périodique de **97,75%**. Cette recette représente 6,35% du total des recettes fiscales recouvrées.

Comparativement au recouvrement cumulé de 127,27 milliards FCFA, avec un taux de réalisation périodique de 112,63%, à la même période de l'année 2024, il est observé une hausse de 2,81 milliards FCFA et une baisse de la performance de recouvrement de 14,88 points de pourcentage.

- ❖ **Impôts sur les revenus et bénéfices**

L'analyse porte sur quelques impôts leaders tels que l'Impôt sur les sociétés (IS), l'Impôt unique sur les traitements et salaires (IUTS) et l'Impôt sur les revenus des capitaux mobiliers (IRCM).

- ***Impôt sur les sociétés (IS)***

Sur une prévision annuelle de **491,22 milliards FCFA**, le montant cumulé recouvré de l'IS se chiffre à **372,98 milliards FCFA** au 30 septembre 2025, soit un taux de réalisation annuel de **75,93%**. Rapporté aux prévisions de la période sous revue (**354,08 milliards FCFA**), on note un taux de réalisation périodique de **105,34%**. L'IS représente 18,20% du total des recettes fiscales recouvrées.

En 2024 à la même période, le recouvrement de l'IS s'était établi à 294,16 milliards FCFA sur des prévisions de la période de 415,01 milliards FCFA avec un taux de recouvrement périodique de 70,88%. On note une hausse du niveau de recouvrement de l'IS de 78,82 milliards FCFA correspondant à une amélioration de la performance de recouvrement de 34,46 points de pourcentage.

- ***Impôt unique sur traitements et salaires (IUTS)***

Sur des prévisions annuelles de **194,65 milliards FCFA**, le recouvrement cumulé de l'IUTS s'élève à **140,83 milliards FCFA** à fin septembre 2025, soit un taux de réalisation annuel de **72,35%**. Rapporté aux prévisions de la période sous revue (**146,67 milliards FCFA**), on note une performance périodique de **96,02%**. L'IUTS représente 6,87% des recettes fiscales totales recouvrées.

Comparativement aux recouvrements de 2024 à la même période, qui s'élevaient à 133,25 milliards FCFA (91,11%), on enregistre une hausse de 7,58 milliards FCFA en valeur absolue et une amélioration de la performance de recouvrement de 4,90 points de pourcentage.

- ***Impôt sur les revenus des capitaux mobiliers (IRCM)***

Pour l'exercice budgétaire 2025, il est prévu un montant de **104,49 milliards FCFA** au titre de cet impôt. Sur la période de janvier à septembre, il a été recouvré un montant de **125,55 milliards FCFA** qui représente **120,15%** de l'objectif annuel et **144,11%** de l'objectif de la période sous revue. L'IRCM représente 6,13% des réalisations des recettes fiscales.



Comparativement à fin septembre 2024, où le recouvrement était de 70,14 milliards FCFA avec un taux de recouvrement périodique de 71,84%, il en résulte une hausse de 55,41 milliards FCFA et une amélioration de la performance de recouvrement de 72,27 points de pourcentage.

#### ❖ Droits et taxes à l'importation et à l'exportation

Cette rubrique est composée pour l'essentiel des Droits de douanes, des Droits d'accises et de la Redevance statistique.

##### • **Droits de douanes (DD)**

À fin septembre 2025, le recouvrement cumulé des Droits de douane (DD) s'élève à **227,38 milliards FCFA** et à 197,38 milliards FCFA à la même période en 2024 avec des taux périodiques de réalisation respectifs de **96,13%** et 99,83%.

Entre 2024 et 2025 à fin septembre, il est observé une hausse du niveau de recouvrement de 29,99 milliards FCFA, accompagnée toutefois d'une baisse de performance de 3,70 points de pourcentage.

Par rapport à la prévision annuelle de **316,14 milliards FCFA** pour 2025, le taux de réalisation au 30 septembre s'établit à **71,92%**. Les DD représentent ainsi 11,10% du total des recettes fiscales mobilisées à fin septembre 2025.

##### • **Droits d'accises**

Les droits d'accises regroupent notamment les taxes sur les boissons, les tabacs, les produits de parfumerie, de cosmétique, ainsi que sur la cola, le café et le thé.

Le recouvrement cumulé desdits droits s'est établi à **65,34 milliards FCFA** au 30 septembre 2025 contre 52,93 milliards FCFA à la même période en 2024. Cela représente une hausse de 12,40 milliards FCFA en valeur absolue.

Ces droits représentent 3,19% des recettes fiscales mobilisées à fin septembre 2025. Rapportés aux prévisions périodiques de 2024 (40,32 milliards FCFA) et de 2025 (**60,55 milliards FCFA**), il ressort des taux de réalisation respectifs de 131,27% et **107,90%**. Cela traduit une diminution de la performance de recouvrement de 23,37 points de pourcentage.

##### • **Redevance statistique (RS)**

Au 30 septembre 2025, la redevance statistique a généré **28,22 milliards FCFA**, en hausse de 3,52 milliards FCFA par rapport à 2024 où le montant recouvré était de 24,69 milliards FCFA. Les taux de réalisation par rapport aux prévisions de la période sous revue sont de 98,70% en 2024 et de **94,84%** en 2025, traduisant une baisse de 3,86 points de pourcentage dans la performance de recouvrement. Cette taxe représente 1,38% des recettes fiscales de 2025.

#### ❖ Taxe sur les activités financières (TAF)

La TAF, prévue pour **79,78 milliards FCFA** en 2025, a été recouvré à hauteur de **50,07 milliards FCFA** à fin septembre, soit un taux de réalisation de **62,76%**. Rapporté à la prévision de la période sous revue, il ressort une performance de **83,43%**.

Comparativement à 2024 à la même période, le recouvrement a baissé de 3,88 milliards FCFA et la performance s'est dégradée de 20,01 points de pourcentage. En 2024, 53,95 milliards FCFA avaient été recouverts avec une performance de 103,44%. La TAF représente 2,44% du total des recettes fiscales en 2025.

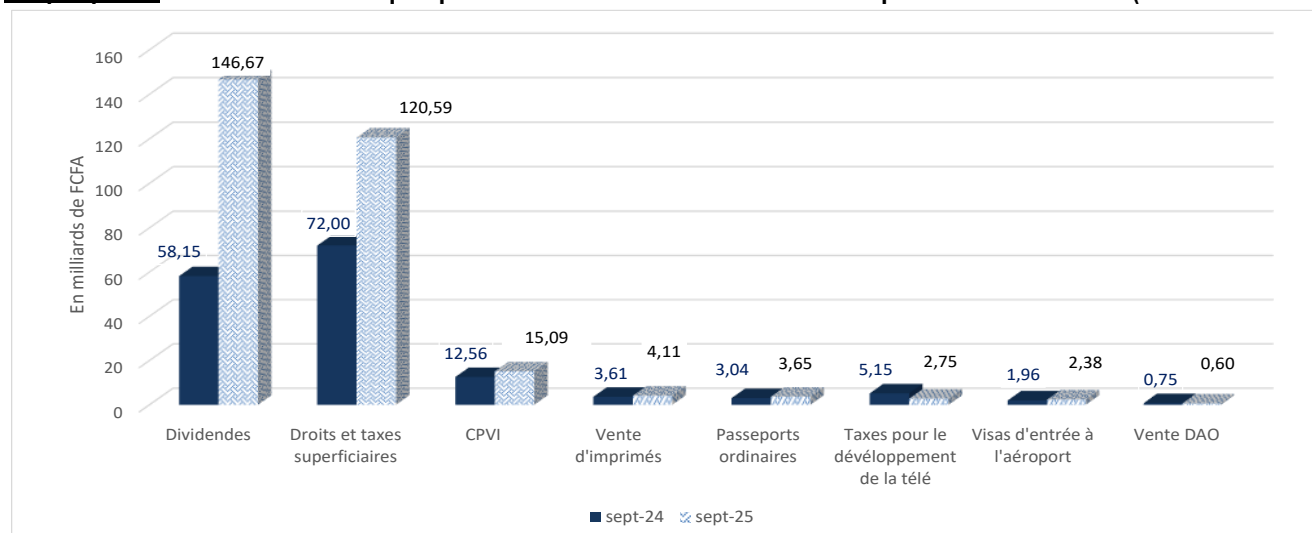
### ➤ Recettes non fiscales

Au 30 septembre 2025, il a été recouvré un montant de **365,11 milliards FCFA** sur des prévisions annuelles de **276,40 milliards FCFA**, soit un taux de réalisation de **132,10%**. Rapporté aux prévisions de la période sous revue (**229,64 milliards FCFA**), cela représente une performance périodique de **158,99%**.

Comparé au niveau de réalisation de 253,03 milliards FCFA et une performance de 122,29% à la même période en 2024, il ressort une progression de 112,08 milliards FCFA en valeur absolue et une amélioration de la performance de recouvrement de 36,70 points de pourcentage.

Le graphique ci-dessous fait ressortir les niveaux de recouvrements de quelques taxes non fiscales leaders à fin septembre 2024 et 2025.

**Graphique 6 : recouvrements de quelques taxes non fiscales leaders à fin septembre 2024 et 2025 (en milliards FCFA)**



**Source :** DGB

#### • Dividendes

Sur une prévision annuelle de **65,00 milliards FCFA**, les dividendes recouverts à fin septembre 2025 s'élèvent à **146,67 milliards FCFA**, ce qui correspond à un taux de réalisation annuel de **225,65%**. Rapportés à la prévision de la période sous revue (**55,50 milliards FCFA**), il ressort un taux de réalisation périodique de **264,28%**. Ce niveau de recouvrement s'explique par le paiement de 96,85 milliards FCFA au titre des sociétés minières initialement prévus pour être reversés à la SOPAMID.

Ces dividendes représentent 40,17% des recettes non fiscales totales recouvrées au 30 septembre 2025.

Par rapport à 2024 à la même période, où 58,15 milliards FCFA avaient été encaissés pour une prévision de 65,58 milliards FCFA (soit un taux de réalisation de 88,67%), on observe une hausse de 88,52 milliards FCFA en valeur absolue, accompagnée d'un gain de performance de 175,61 points de pourcentage.



• **Droits proportionnels ou redevance proportionnelle et taxe superficielle**

Le niveau de recouvrement de cette recette est en hausse de 48,59 milliards FCFA par rapport à 2024 à la même période. En effet, le recouvrement est passé de 72,00 milliards FCFA au 30 septembre 2024 à **120,59 milliards FCFA** au 30 septembre 2025. Relativement à la prévision annuelle de 2025 qui se chiffre à **122,42 milliards FCFA**, le taux de réalisation se situe à **98,51%**.

Le niveau de réalisation de cette recette représente 33,03% du recouvrement des recettes non fiscales.

• **Contribution au programme de vérification des importations (CPVI)**

Prévu à hauteur de **19,74 milliards FCFA** pour l'exercice budgétaire 2025, le recouvrement de la CPVI s'élève à **15,09 milliards FCFA** à fin septembre, soit un taux de recouvrement de **76,48%**. Rapporté aux prévisions à fin septembre (**15,53 milliards FCFA**), il ressort un taux de réalisation périodique de **97,22%**. Les réalisations de cette recette représentent 4,13% du recouvrement des recettes non fiscales.

Comparativement à la même période en 2024, le niveau de recouvrement de la CPVI tout comme la performance dans son recouvrement sont en hausse respectivement de 2,54 milliards FCFA et de 3,49 points de pourcentage. En effet, au 30 septembre 2024, il avait été recouvré 12,56 milliards FCFA au titre de la CPVI sur des prévisions périodiques de 13,40 milliards FCFA, soit un taux de recouvrement de 93,73%.

➤ **Les produits financiers**

Pour une prévision annuelle de **1,55 milliard FCFA**, les produits financiers ont été réalisés à hauteur de **1,06 milliard FCFA**, soit un taux de réalisation de **68,58%**. Rapporté à la prévision de la période sous revue (**0,94 milliard FCFA**), il ressort un taux périodique de **112,64%**. Cette nature de recette n'a pas connu de prévisions ni de recouvrement à la même période l'année dernière.

**B. Analyse des réalisations des recettes ordinaires par structure de recouvrement**

L'analyse repose sur les objectifs de la Loi de finances initiale (LFI) 2025 qui fixe à **3 086,99 milliards FCFA** le montant annuel attendu et à **2 295,42 milliards FCFA** le montant à fin septembre.

➤ **Direction générale des impôts (DGI)**

Dans le cadre de sa mission de mobilisation des ressources intérieures, la DGI s'est vue assigner, pour l'exercice budgétaire 2025, un objectif de recouvrement de **1 574,92 milliards FCFA** au profit du budget de l'État.

À fin septembre 2025, les recouvrements se chiffrent à **1 182,71 milliards FCFA**, soit **75,10%** de l'objectif annuel et **101,38%** de la prévision à fin septembre (**1 166,55 milliards FCFA**) avec un dépassement de 16,16 milliards FCFA.

Cette performance, obtenue malgré un contexte sécuritaire et humanitaire difficile, s'explique notamment par une augmentation des bénéfices des entreprises qui se traduit par un accroissement des impôts sur les revenus. Par ailleurs, une reprise économique favorise la hausse de la consommation, ce qui impacte

positivement les impôts et taxes intérieurs sur les biens et services, en particulier la taxe sur la valeur ajoutée.

Les réalisations de la DGI représentent 48,97% du recouvrement cumulé des recettes ordinaires et sont constituées de 1 180,51 milliards FCFA de recettes fiscales et 2,19 milliards FCFA de recettes non fiscales.

A la même période de l'année 2024, les réalisations de la DGI étaient de 964,41 milliards FCFA. Il ressort de l'analyse comparative du niveau de réalisations entre fin septembre 2024 et fin septembre 2025, une augmentation de 218,30 milliards FCFA, soit un taux de progression de 22,64%.

Malgré ces résultats positifs, la DGI demeure confrontée à plusieurs contraintes majeures dans son processus de recouvrement, notamment :

- ✓ la situation sécuritaire limitant les actions de recouvrement dans certaines localités ;
- ✓ le civisme fiscal des contribuables reste un enjeu ;
- ✓ les incidents informatiques sur les applications métiers ;
- ✓ les perturbations du réseau.

Pour le reste de l'année, la DGI poursuivra la mise en œuvre de son plan stratégique 2023-2027 à travers son plan d'actions opérationnel (PAO) 2025-2027 afin d'assurer une mobilisation optimale de ressources souveraines.

Spécifiquement, la DGI mettra en œuvre son plan d'actions prioritaires pour l'amélioration du recouvrement, notamment :

- intensifier les contrôles fiscaux et la lutte contre la fraude fiscale ;
- conduire des opérations spéciales de recouvrement ;
- renforcer la stabilité des applications métiers ;
- poursuivre la digitalisation des procédures fiscales, domaniales, foncières et cadastrales ;
- poursuivre la promotion du civisme fiscal ;
- poursuivre l'analyse et l'apurement des arriérés fiscaux ;
- poursuivre la promotion des télé-procédures.

#### ➤ Direction générale des douanes (DGD)

L'objectif annuel de recouvrement assigné à la DGD au titre de l'année 2025 s'élève à **1 253,60 milliards FCFA**. Au 30 septembre 2025, les recouvrements se chiffrent à **887,23 milliards FCFA** sur une prévision à la même période de **920,86 milliards FCFA**, soit un taux de réalisation périodique de **96,35%**. En rapportant la réalisation à l'objectif annuel, il ressort un taux de recouvrement de **70,78%**.

Ces réalisations, qui représentent 36,73% des recouvrements cumulés de recettes ordinaires au 30 septembre 2025, sont constituées de 867,77 milliards FCFA au titre des recettes fiscales et 19,46 milliards FCFA au titre de recettes non fiscales.

A la même période de l'année 2024, les réalisations de la DGD étaient de 794,22 milliards FCFA. Il ressort de l'analyse comparative entre fin septembre 2024 et fin septembre 2025, une augmentation de 93,01 milliards FCFA, soit un taux de progression de 11,71%.

Pour atteindre ses objectifs de mobilisation en 2025, la DGD a mobilisé l'ensemble de ses Unités de recouvrement (UR) et directions techniques autour d'un ensemble d'actions de contrôle, de recouvrement et de réformes structurantes. Il s'agit notamment :

- de la bonne évaluation des marchandises importées dans les offices des douanes ;
- du renforcement des systèmes d'escorte et du suivi satellitaire des marchandises en transit ;
- de l'intensification des contrôles après dédouanement ;
- du suivi des régimes économiques et des bénéficiaires des mesures de facilitation ;
- de la lutte contre les importations sans déclaration en se servant surtout des scanners comme moyens de contrôle non intrusif ;
- de l'apurement régulier des sommiers ;
- du recouvrement des liquidations à crédit échues ;
- de la poursuite des mesures d'identification du principal obligé du régime de transit ainsi que la généralisation des garanties de ces opérations ;
- de l'amélioration de la prise en charge des marchandises par le déchargement des cargaisons de plus d'un article ;
- de l'informatisation des états de chargement ;
- de l'intensification de la lutte contre la fraude sur toutes ses formes.

#### ➤ Direction générale du trésor et de la comptabilité publique

Pour l'exercice budgétaire 2025, la DGTCP s'est vue assigner un objectif annuel de recouvrement de **258,48 milliards FCFA**, dont 99,07% constitués de recettes non fiscales.

Au 30 septembre 2025, les réalisations se chiffrent à **345,34 milliards FCFA** sur un objectif de recouvrement de **208,01 milliards FCFA**, soit une performance périodique de **166,02%**. En rapportant ces réalisations à l'objectif annuel de 2025, il ressort un taux de recouvrement de **133,60%**.

Cette performance fort appréciable est imputable principalement au paiement de dividendes de 146,67 milliards FCFA (dont 96,85 milliards FCFA au titre des sociétés minières initialement prévus pour être reversés à la SOPAMID) et au bon niveau des droits proportionnels et taxes superficielles (120,59 milliards FCFA).

À titre comparatif, au 30 septembre 2024, les encaissements s'élevaient à 235,80 milliards FCFA, avec des taux de réalisation respectifs de 133,60% pour la période sous revue et de 166,02% pour l'année. Ainsi, les recettes mobilisées par la DGTCP ont augmenté de 109,54 milliards FCFA, soit un taux de progression de 46,46%.

Au regard des résultats enregistrés au 30 septembre 2025, la DGTCP poursuivra les efforts en vue d'atteindre l'objectif annuel révisé de recouvrement. Dans ce sens, les mesures ou actions suivantes seront mises en œuvre :

- la poursuite de la sensibilisation des différents ministères et institutions en vue de l'implication des premiers responsables dans le suivi et le recouvrement des recettes de service ;
- le renforcement des capacités du personnel chargé du recouvrement ;
- le suivi rapproché des acteurs du recouvrement par le contrôle et le reversement régulier des ressources collectées ;
- la lutte contre la fraude par la mise en œuvre de missions de contrôles ciblés ;
- la réalisation de campagnes d'information sur les prestations payantes de l'administration publique;
- la poursuite des activités de prospection de nouvelles recettes en vue de l'élargissement de l'assiette des recettes de service ;
- l'opérationnalisation de la perception des nouvelles recettes autorisées ;
- la tenue des cadres de concertation avec les acteurs de la chaîne de mobilisation des recettes de service ;
- la poursuite des missions de contrôle des prix sur les produits de grande consommation ;
- la poursuite des missions de conciliation des données sur les quantités d'or déclarées et celles vendues auprès des sociétés minières ;
- la poursuite de l'application du décret modificatif sur les tranches de liquidation des royalties ;
- la poursuite de l'informatisation du recouvrement des recettes de service.

Le tableau ci-après présente la situation de recouvrement des recettes ordinaires par régie de recettes à fin septembre 2024 et 2025.

**Tableau 5 : Situation des recouvrements des recettes ordinaires par régie de recettes à fin septembre 2024 et 2025 (en milliards FCFA)**

Nature de recettes	2024					2025					Variations 2024-2025		
	Prévisions annuelles LFI	Prévisions au 30 septembre LFI	Recouvrements au 30 septembre			Prévisions annuelles LFI	Prévisions au 30 septembre LFI	Recouvrements au 30 septembre			Perspective de recouvrement cumulé du 1 <sup>er</sup> octobre au 31 décembre	Absolue	Relative
			Montant	Taux (%)	Taux à fin septembre (%)			Montant	Taux (%)	Taux à fin septembre (%)	Montant	Montant	Taux(%)
a	b	c	d=c/a	e=c/b	i	j	k	l=k/i	m=k/j	t	u=k-c	v=u/c	
DGTC	245,37	193,49	235,80	96,10	121,86	258,48	208,01	345,34	133,60	166,02	63,14	109,54	46,46
Recettes fiscales	0,90	0,69	0,83	92,90	121,43	0,850	0,65	0,83	97,12	127,64	0,19	-0,01	-0,90
Recettes non fiscales	244,47	192,80	234,96	96,11	121,87	256,08	206,42	343,45	134,12	166,38	62,55	108,49	46,17
Produit financier	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1,55	0,94	1,06	68,58	112,64	0,40	1,06	0,00
DGI	1 565,23	1 182,59	964,41	61,61	81,55	1 574,92	1 166,55	1 182,71	75,10	101,38	392,210	218,30	22,64
Recettes fiscales	1 564,60	1 182,12	963,13	61,56	81,48	1 573,69	1 164,54	1 180,51	75,02	101,37	393,17	217,38	22,57
Recettes non fiscales	0,62	0,47	1,28	204,77	272,04	1,23	2,01	2,19	177,95	109,26	-0,96	0,91	71,58
DGD	1 106,20	784,57	794,22	71,80	101,23	1 253,60	920,86	887,23	70,78	96,35	332,74	93,01	11,71
Recettes fiscales	1 088,09	770,95	777,44	71,45	100,84	1 226,18	899,65	867,771	70,77	96,46	326,54	90,33	11,62
Recettes non fiscales	18,11	13,62	16,78	92,66	123,19	27,41	21,21	19,46	71,00	91,75	6,20	2,68	15,95
Total Recettes Ordinaires	2 916,79	2 160,65	1 994,43	68,38	92,31	3 086,99	2 295,42	2 415,28	78,24	105,22	788,09	420,85	21,10

**Source :** DGB**II.2.2. Analyse des réalisations des recettes extraordinaires à fin septembre 2025**

Au titre de l'exercice 2025, les recettes extraordinaires prévues s'élèvent à **187,80 milliards FCFA**, entièrement constituées de dons projets.

À la date du 30 septembre 2025, le taux de réalisation des dons projets s'établit à **52,44%**, correspondant à un décaissement total de **98,48 milliards FCFA**. À titre comparatif, à la même période en 2024, le taux de réalisation était de 57,71%, soit 131,18 milliards FCFA décaissés sur une prévision de 227,32 milliards FCFA, ce qui fait ressortir une baisse en volume de 32,70 milliards FCFA.

Les dons projets sont constitués des appuis financiers des partenaires bilatéraux et multilatéraux. À fin septembre 2025, les partenaires bilatéraux ont contribué à hauteur de **0,93 milliard FCFA** sur des prévisions de **32,96 milliards FCFA**, traduisant un taux de décaissement de **2,83%**.

Cependant, la contribution des partenaires multilatéraux s'élève à **97,55 milliards FCFA** sur des prévisions de **154,84 milliards FCFA**, traduisant un taux de décaissement de **63,00%**.

Le tableau ci-dessous fait ressortir la synthèse du niveau de décaissement des recettes extraordinaires.

**Tableau 6: Situation des décaissements des dons projets par groupe de donateurs au 30 septembre 2024 et 2025 (en milliards FCFA)**

BAILLEURS	2024			2025			ECART 2024-2025	
	Prévision annuelle CP LFI	Décaissement au 30 septembre	Taux annuel (%)	Prévision annuelle CP LFI	Décaissement au 30 septembre	Taux annuel (%)	ABSOLUE	RELATIF
<b>DONS PROJETS</b>	179,59	131,18	73,04	187,80	98,48	52,44	-32,70	-24,93
MULTILATERAL	115,77	114,24	98,68	154,84	97,55	63,00	-16,69	-14,61
BILATERAL	63,83	16,94	26,54	32,96	0,93	2,83	-16,01	-94,50
<b>DONS PROGRAMME</b>	47,73	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
BILATERAL	47,73	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
MULTILATERAL	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>RECETTE EXTRAORDINNAIRE</b>	227,32	131,18	57,71	187,80	98,48	52,44	-32,70	-24,93

**Source :** DGB

Dans la perspective d'améliorer la mobilisation des ressources extraordinaires pour le reste de l'année 2025, la poursuite du dialogue avec les partenaires actuels et la prospection de nouveaux partenaires susceptibles de soutenir le Burkina Faso s'avèrent nécessaire.

### III. SITUATION D'EXECUTION DES DEPENSES BUDGETAIRES

Cette section présente l'exécution des dépenses du budget de l'Etat, exercice 2025 à la date du 30 septembre. Les données sont extraites principalement du Système intégré de gestion des finances publiques (SI-N@folo), du Système intégré de gestion administrative et salariale du personnel de l'Etat (SIGASPE) et du Circuit intégré des financements extérieurs (CIFE).

Dans le présent rapport, l'analyse de la situation d'exécution se fera sur la base des dépenses engagées comptabilisées.

L'analyse détaillée de la situation d'exécution des dépenses s'articule autour des points suivants :

- la situation d'exécution des dépenses du budget de l'Etat par nature ;
- la situation d'exécution des dépenses par programme et dotation budgétaire ;
- la situation d'exécution des crédits délégués ;
- la situation d'exécution des dépenses spécifiques (les dépenses sociales de réduction de la pauvreté, les dépenses liées à la COVID-19, le Fonds de soutien patriotique) ;
- la situation des consommations d'eau, d'électricité et de téléphone.

### III.1. SITUATION D'EXECUTION DES DEPENSES DU BUDGET DE L'ETAT PAR NATURE

Les prévisions du budget de l'Etat, suivant la Loi de finances initiale (LFI) 2025, se chiffrent à **720,67 milliards FCFA** en Autorisations d'engagement (AE) et à **3 612,27 milliards FCFA** en Crédits de paiement (CP).

Au 30 septembre 2025, après la prise en compte des décrets d'avances, ces prévisions s'établissent à **729,97 milliards FCFA** en AE et à **3 638,75 milliards FCFA** en CP.

Au terme du 3<sup>ème</sup> trimestre 2025, le niveau d'exécution du budget de l'Etat s'établit à **2 644,33 milliards FCFA** sur des CP ajustés de 3 638,75 milliards FCFA, soit un taux d'exécution de **72,67%**.

A la même date en 2024, le montant des dépenses exécutées était de 2 483,44 milliards FCFA, correspondant à un taux d'exécution de 67,67% sur des CP de 3 669,98 milliards FCFA.

Entre les deux exercices budgétaires (2024 et 2025), il ressort une hausse du niveau d'exécution du budget de l'Etat de 160,89 milliards FCFA. Cette augmentation est liée à la hausse simultanée des dépenses ordinaires de 89,78 milliards FCFA et des dépenses en capital de 71,11 milliards FCFA.

La synthèse de l'exécution budgétaire par nature est consignée dans le tableau n°7 ci-après :

**Tableau 7: Situation d'exécution des dépenses par nature au 30 septembre 2024 et 2025 (en milliards FCFA)**

NATURE	2024				2025					VARIATION	
	AE AJUSTE*	CP AJUSTE*	MT EXECUTE	TAUX (EN %)	AE AJUSTE	CP_INIT	CP AJUSTE*	MT EXECUTE	TAUX (EN %)	MONTANT	EN %
<b>DEPENSES ORDINAIRES</b>	<b>0,00</b>	<b>2 271,70</b>	<b>1 742,65</b>	<b>76,71</b>	<b>0,00</b>	<b>2 402,95</b>	<b>2 398,83</b>	<b>1 832,43</b>	<b>76,39</b>	<b>89,78</b>	<b>5,15</b>
CHARGES FINANCIÈRES DE LA DETTE	0,00	292,77	239,98	81,97	0,00	343,95	343,95	259,93	75,57	19,95	8,31
DÉPENSES DE PERSONNEL	0,00	1 202,22	883,92	73,52	0,00	1 274,60	1 274,60	925,13	72,58	41,21	4,66
DÉPENSES D'ACQUISITION DE BIENS ET SERVICES	0,00	234,07	177,60	75,88	0,00	240,29	240,57	178,99	74,40	1,39	0,78
DÉPENSES DE TRANSFERTS COURANTS	0,00	540,75	439,53	81,28	0,00	542,61	538,22	467,06	86,78	27,53	6,26
DÉPENSES EN ATTÉNUATION DES RECETTES	0,00	1,90	1,62	85,43	0,00	1,50	1,50	1,32	88,13	-0,30	-18,56
<b>DEPENSES EN CAPITAL</b>	<b>872,03</b>	<b>1 398,27</b>	<b>740,79</b>	<b>52,98</b>	<b>729,97</b>	<b>1 209,32</b>	<b>1 239,92</b>	<b>811,90</b>	<b>65,48</b>	<b>71,11</b>	<b>9,60</b>
INVESTISSEMENTS EXÉCUTÉS PAR L'ETAT	862,03	1 388,27	737,01	53,09	711,97	1 194,32	1 221,92	796,90	65,22	59,89	8,13
FINANCEMENT ETAT	580,11	1 003,39	524,63	52,29	328,03	781,52	804,24	558,06	69,39	33,42	6,37
ETAT SEUL	554,91	949,89	499,99	52,64	300,65	737,27	753,76	534,38	70,90	34,39	6,88
CONTRE PARTIE	25,20	53,50	24,64	46,05	27,38	44,26	50,48	23,67	46,90	-0,96	-3,91
FINANCEMENT EXTERIEUR	281,92	384,89	212,38	55,18	383,94	412,80	417,68	238,85	57,18	26,47	12,46
SUBVENTION	122,63	179,59	63,26	35,22	67,46	187,80	187,80	67,47	35,93	4,21	6,66
PRÊT	159,29	205,29	149,12	72,64	316,48	225,00	229,88	171,38	74,55	22,26	14,92
TRANSFERTS EN CAPITAL	10,00	10,00	3,78	37,80	18,00	15,00	18,00	15,00	83,31	11,22	296,78
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>872,03</b>	<b>3 669,98</b>	<b>2 483,44</b>	<b>67,67</b>	<b>729,97</b>	<b>3 612,27</b>	<b>3 638,75</b>	<b>2 644,33</b>	<b>72,67</b>	<b>160,89</b>	<b>6,48</b>

**Source** : DGB, DGCOOP et DGTCP

D'un point de vue trimestriel, les dépenses exécutées sont passées de 910,15 milliards FCFA au 2<sup>ème</sup> trimestre à 1 003,93 milliards FCFA au 3<sup>ème</sup> trimestre, soit une augmentation de 93,78 milliards FCFA (+10,30%).

Le tableau suivant récapitule les niveaux d'exécution des dépenses par nature des 1<sup>er</sup>, 2<sup>ème</sup> et 3<sup>ème</sup> trimestres 2025.

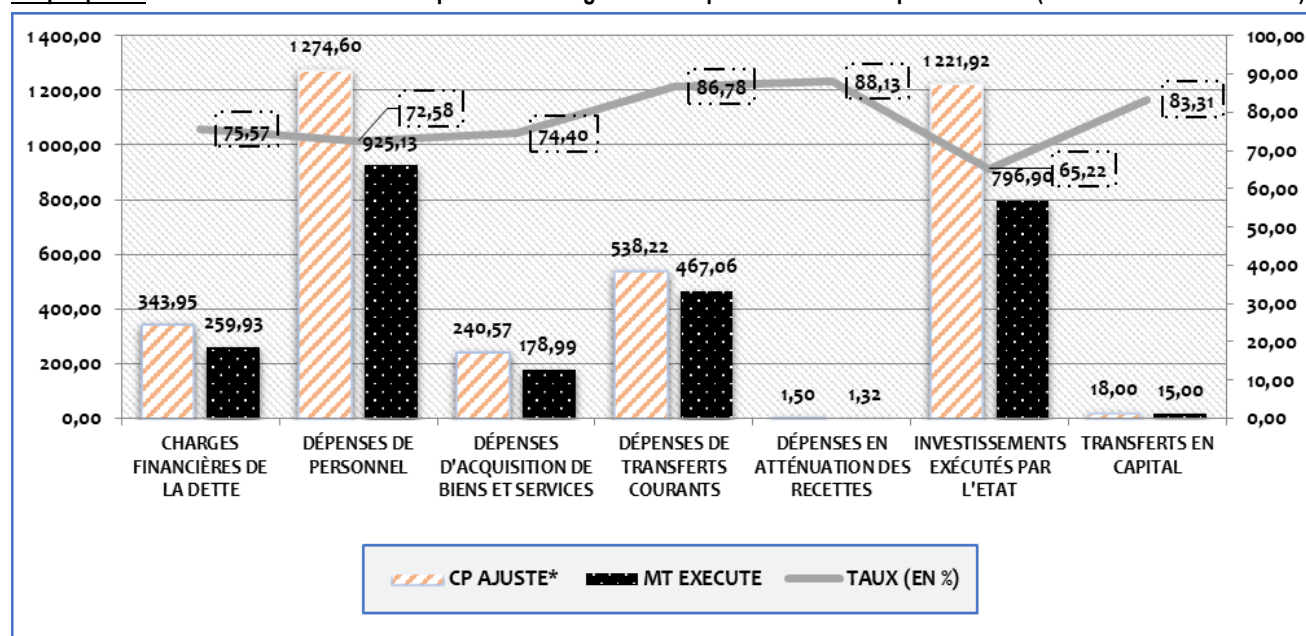


**Tableau 8 : Situation des dépenses exécutées par nature aux 1<sup>er</sup>, 2<sup>ème</sup> et 3<sup>ème</sup> trimestres 2025 (en milliards FCFA)**

CATEGORIE	Cumul des engagés comptabilisés 2024			Volume trimestriel			Variation			
							1er - 2ème		2ème - 3ème	
	1er trim.	2e trim.	3e trim.	1er trim.	2e trim.	3e trim.	Montant	en %	Montant	en %
DEPENSE ORDINAIRES	557,86	1 169,29	1 832,43	557,86	611,44	663,13	53,58	9,60	51,70	8,45
CHARGES FINANCIÈRES DE LA DETTE	61,47	170,19	259,93	61,47	108,72	89,74	47,26	76,89	-18,99	-17,46
DÉPENSES DE PERSONNEL	219,27	540,31	925,13	219,27	321,04	384,82	101,76	46,41	63,79	19,87
DÉPENSES D'ACQUISITION DE BIENS ET SERVICES	40,95	115,09	178,99	40,95	74,13	63,90	33,18	81,03	-10,24	-13,81
DÉPENSES DE TRANSFERTS COURANTS	235,03	342,50	467,06	235,03	107,47	124,56	-127,56	-54,27	17,09	15,90
DÉPENSES EN ATTÉNUATION DES RECETTES	1,14	1,21	1,32	1,14	0,07	0,12	-1,07	-93,81	0,05	65,46
DEPENSES EN CAPITAL	172,39	471,10	811,90	172,39	298,71	340,80	126,33	73,28	42,09	14,09
INVESTISSEMENTS EXÉCUTÉS PAR L'ETAT	165,79	460,69	796,90	165,79	294,90	336,21	129,11	77,87	41,32	14,01
<b>FINANCEMENT ETAT</b>	<b>106,50</b>	<b>314,50</b>	<b>558,06</b>	<b>106,50</b>	<b>208,01</b>	<b>243,56</b>	<b>101,51</b>	<b>95,32</b>	<b>35,55</b>	<b>17,09</b>
0-ETAT SEUL	105,43	299,15	534,38	105,43	193,72	235,23	88,29	83,74	41,52	21,43
1-CONTRE PARTIE	1,06	15,35	23,67	1,06	14,29	8,32	13,22	1 241,91	-5,97	-41,77
<b>FINANCEMENT EXTERIEUR</b>	<b>59,30</b>	<b>146,19</b>	<b>238,85</b>	<b>59,30</b>	<b>86,89</b>	<b>92,66</b>	<b>27,60</b>	<b>46,54</b>	<b>5,77</b>	<b>6,64</b>
2-SUBVENTION	23,58	48,48	67,47	23,58	24,89	18,99	1,31	5,55	-5,90	-23,70
3-PRÊT	35,71	97,71	171,38	35,71	62,00	73,67	26,29	73,61	11,67	18,82
TRANSFERTS EN CAPITAL	6,59	10,41	15,00	6,59	3,82	4,58	-2,78	-42,11	0,77	20,10
<b>Total général</b>	<b>730,24</b>	<b>1 640,39</b>	<b>2 644,33</b>	<b>730,24</b>	<b>910,15</b>	<b>1 003,93</b>	<b>179,91</b>	<b>24,64</b>	<b>93,78</b>	<b>10,30</b>

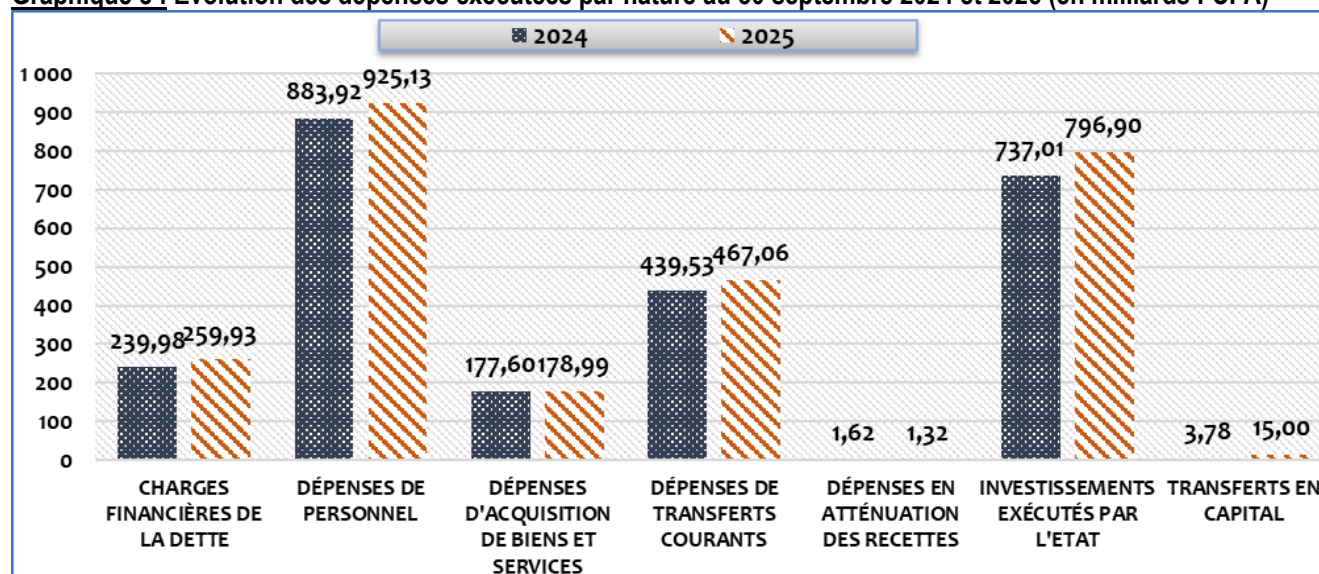
**Source :** DGB

Le graphique suivant illustre le niveau d'exécution des dépenses par nature au 30 septembre 2025.

**Graphique 7 : situation d'exécution des dépenses du budget de l'Etat par nature au 30 septembre 2025 (en milliards FCFA et en %)****Source :** DGB

Quant au graphique ci-dessous, il donne la situation d'exécution des dépenses par nature entre 2024 et 2025 au 30 septembre.



**Graphique 8 : Evolution des dépenses exécutées par nature au 30 septembre 2024 et 2025 (en milliards FCFA)**

**Source :** DGB

### III.1.1. Dépenses ordinaires

A fin septembre 2025, le montant exécuté au titre des dépenses ordinaires se chiffre à **1 832,43 milliards FCFA** sur des CP ajustés de **2 398,83 milliards FCFA**, ce qui correspond à un taux d'exécution de **76,39%**.

A la même période en 2024, lesdites dépenses ont été exécutées à hauteur de 1 742,65 milliards FCFA sur des CP ajustés de 2 271,70 milliards FCFA, soit un taux d'exécution de 76,71%.

En glissement annuel, le niveau d'exécution à fin septembre de ces dépenses affiche une hausse de 89,78 milliards FCFA. Cette augmentation est imputable aux dépenses de personnel (+41,21 milliards FCFA), aux charges financières de la dette (+19,95 milliards FCFA), aux dépenses de transferts courants (+27,53 milliards FCFA) et aux acquisitions de biens et services (+1,39 milliards FCFA).

Par rapport au 2<sup>ème</sup> trimestre 2025, où un montant de 611,44 milliards FCFA avait été exécuté, les dépenses ordinaires exécutées au cours du 3<sup>ème</sup> trimestre atteignent 663,13 milliards FCFA, soit une hausse de 51,70 milliards FCFA (+8,45%). Cette augmentation est principalement due aux dépenses de personnel (+63,79 milliards FCFA) et aux dépenses de transferts courants (+17,09 milliards FCFA). Elle a été atténuée par une baisse enregistrée au niveau des dépenses d'acquisition de biens et services (-10,24 milliards FCFA).

Par composante, la situation des dépenses ordinaires se présente comme suit :

#### A. Charges financières de la dette

A fin septembre 2025, les paiements relatifs aux charges financières de la dette s'élèvent à **259,93 milliards FCFA** sur des CP de **343,95 milliards FCFA**, soit un taux d'exécution de **75,57%**.

En 2024 à la même période, le taux d'exécution de ces dépenses était de 81,97% pour un volume des paiements effectifs de 239,98 milliards FCFA sur des CP de 292,77 milliards FCFA. En valeur absolue, lesdites dépenses ont augmenté de 19,95 milliards FCFA entre les deux années.

## B. Dépenses de personnel

A fin septembre 2025, les dépenses de personnel de l'Etat s'affichent à **925,13 milliards FCFA** sur une prévision de **1 274,60 milliards FCFA**, soit un taux de **72,58%**. Ce taux est en deçà du taux repère attendu à la même date (75,00%), avec un écart de 2,42 points de pourcentage, correspondant en valeur absolue à un montant de 30,80 milliards FCFA.

Les dépenses exécutées se composent de la solde mensuelle, pour un montant de 623,21 milliards FCFA et des paiements hors solde, qui atteignent 301,93 milliards FCFA. Ces derniers concernent principalement les rémunérations des agents des Forces armées nationales (FAN), de la Fonction publique hospitalière (FPH) et des Missions diplomatiques et postes consulaires (MDPC).

En comparaison avec la même période en 2024, où les dépenses de personnel s'élevaient à 883,92 milliards FCFA (solde mensuelle : 582,61 milliards FCFA ; paiements hors solde : 301,31 milliards FCFA), on observe une hausse globale de 41,21 milliards FCFA, portée principalement par une hausse de la solde mensuelle à hauteur de 40,60 milliards FCFA. Les paiements hors solde enregistrent une faible hausse de 0,61 milliard FCFA.

Le détail des dépenses de personnel est joint en **annexe 2**.

## C. Dépenses d'acquisition de biens et services

À fin septembre 2025, les dépenses d'acquisition de biens et services s'établissent à **178,99 milliards FCFA** sur des CP ajustés de **240,57 milliards FCFA**, soit un taux d'exécution de **74,40%**. Ce niveau reste légèrement en dessous du taux de référence linéaire attendu (75,00 %), avec un écart de 0,60 point de pourcentage. Comparativement à la même période en 2024, où les dépenses exécutées s'élevaient à 177,60 milliards FCFA sur des CP de 234,07 milliards FCFA (taux de 75,88%), une progression de 1,39 milliard FCFA est observée.

Cette hausse s'explique essentiellement par l'augmentation des dépenses dans les postes « 605 - Eau, électricité, gaz et autres sources d'énergie » (+2,96 milliards FCFA), « 606 - Matériel et fournitures spécifiques » (+1,00 milliard FCFA) et « 629 - Autres acquisitions de services » (+1,11 milliard FCFA). Ces augmentations ont été atténuées par les baisses enregistrées au niveau des postes « 609 - Autres achats de biens » (-2,35 milliard FCFA) et « 611 - Frais de transport et de mission » (-1,48 milliard FCFA).

A l'échelle trimestrielle, le volume de dépenses exécutées au cours du 3<sup>ème</sup> trimestre ressort à 63,90 milliards FCFA contre 74,13 milliards FCFA au 2<sup>ème</sup> trimestre, soit une baisse de 10,24 milliards FCFA.

Le détail est illustré dans **l'annexe 3**.

## D. Dépenses de transferts courants

Au 30 septembre 2025, les dépenses de transferts courants atteignent **467,06 milliards FCFA** sur des CP ajustés de **538,22 milliards FCFA**, soit un taux d'exécution de **86,78%**. Ce taux est supérieur de 11,78 points de pourcentage au taux de référence linéaire attendu (75,00%), traduisant une exécution plus soutenue que prévue.

Ce niveau de réalisation s'explique principalement par la nature des transferts, qui sont majoritairement exécutés par voie de déblocage. De plus, des paiements importants ont été effectués dès le 1<sup>er</sup> trimestre, notamment au titre des subventions de l'État pour les hydrocarbures et le gaz (85 milliards FCFA) ainsi que pour les exonérations sur les marchés publics (15 milliards FCFA).

En comparaison avec la même période en 2024, où les dépenses de transferts courants s'élevaient à 439,53 milliards FCFA sur des CP de 540,75 milliards FCFA (taux d'exécution de 81,28%), on observe une progression de 27,53 milliards FCFA.

Cette hausse en volume de 27,53 milliards FCFA est attribuable essentiellement aux postes « 645 - Transferts aux ménages » (+35,05 milliards FCFA), « 641 - Transferts aux établissements publics nationaux » (+10,92 milliards FCFA) et « 649 - Autres transferts » (+7,97 milliards FCFA).

Par ailleurs, les dépenses du poste « 639 - Subventions à d'autres catégories de bénéficiaires » ont diminué de 34,35 milliards FCFA.

L'analyse en termes de volume trimestriel fait ressortir un niveau de dépenses exécutées de 124,56 milliards FCFA au cours du 3<sup>ème</sup> trimestre contre 107,47 milliards FCFA au 2<sup>ème</sup> trimestre, soit une hausse de 17,09 milliards FCFA.

Le détail est consigné dans ***l'annexe 4***.

#### **E. Dépenses en atténuation des recettes**

A la date du 30 septembre 2025, les dépenses en atténuation des recettes, avec une prévision de **1,50 milliard FCFA**, enregistrent un niveau d'exécution de **1,32 milliard FCFA**, soit un taux d'exécution de **88,13%**. Ce taux est supérieur à la cible attendue à cette date (75,00%) avec un écart de 13,13 points.

En 2024 à la même période, le taux d'exécution était de 85,43% pour des dépenses exécutées de 1,62 milliard FCFA sur une prévision de 1,90 milliard FCFA.

En termes de volume trimestriel, les montants exécutés au cours du 3<sup>ème</sup> trimestre se situent à 0,12 milliard FCFA contre 0,07 milliard FCFA au cours du 2<sup>ème</sup> trimestre, soit une hausse de 0,05 milliard FCFA.

##### **III.1.2. Dépenses en capital**

A fin septembre 2025, le montant exécuté au titre des dépenses en capital se chiffre à **811,90 milliards FCFA** pour des CP ajustés de **1 239,92 milliards FCFA**, soit un taux d'exécution de **65,48%**. Ce taux est inférieur à l'objectif de 75,00% attendu à cette date, avec un écart de 9,52 points de pourcentage.

A la même période en 2024, le taux d'exécution de ces dépenses était de 52,98% correspondant à des dépenses exécutées de 740,79 milliards FCFA sur des CP ajustés de 1 398,27 milliards FCFA.

Entre les deux exercices budgétaires, lesdites dépenses ont augmenté de 71,11 milliards FCFA. Cette hausse est liée à une augmentation simultanée des investissements exécutés par l'État (+59,89 milliards FCFA) et des transferts en capital (+11,22 milliards FCFA) sur la période.

En volume trimestriel, les dépenses en capital exécutées sont passées de 298,71 milliards FCFA au cours du 2<sup>ème</sup> trimestre à 340,80 milliards FCFA au 3<sup>ème</sup> trimestre, soit une hausse de 42,09 milliards FCFA.

La situation détaillée se présente comme suit :

#### **A. Dépenses d'investissements exécutés par l'Etat**

A fin septembre 2025, le montant des dépenses exécutées au titre des investissements exécutés par l'Etat, toutes sources de financement confondues, s'élève à **796,90 milliards FCFA** sur des CP ajustés de **1 221,92 milliards FCFA**, soit un taux d'exécution de **65,22%**. Ce taux est inférieur au taux repère de 75,00% attendu à cette période de l'année, avec un écart de 9,78 points de pourcentage.

En 2024 à la même période, le taux d'exécution de ces dépenses était de 53,09% correspondant à des engagés comptabilisés de 737,01 milliards FCFA sur des CP ajustés de 1 388,27 milliards FCFA.

Entre les deux exercices budgétaires, il ressort une hausse du niveau d'exécution des dépenses de 59,89 milliards FCFA. Cette hausse est imputable à l'augmentation simultanée des investissements financés sur ressources propres (+33,42 milliards FCFA) et de ceux financés sur ressources extérieures (+26,47 milliards FCFA).

En volume trimestriel, les dépenses au titre des investissements exécutés par l'Etat sont passées de 294,90 milliards FCFA au 2<sup>ème</sup> trimestre à 336,21 milliards FCFA au 3<sup>ème</sup> trimestre, soit une hausse de 41,32 milliards FCFA.

Par sources de financement, le détail des dépenses d'investissement se présente comme suit :

- **Dépenses d'investissements sur ressources propres**

A la date du 30 septembre 2025, les dépenses d'investissements sur ressources propres s'élèvent à **558,06 milliards FCFA**, soit un taux d'exécution de **69,39%** sur des CP ajustés de **804,24 milliards FCFA**. Ce niveau reste inférieur de 5,61 points de pourcentage au taux de référence attendu (75,00%).

En 2024 à la même période, ces dépenses affichaient un taux d'exécution de 52,29%, correspondant à 524,63 milliards FCFA engagés comptabilisés sur des CP ajustés de 1 003,39 milliards FCFA. Ainsi, le niveau d'exécution a augmenté de 33,42 milliards FCFA entre 2024 et 2025. Cette hausse est portée uniquement par les investissements financés exclusivement par l'Etat (+34,39 milliards FCFA), les contreparties de l'Etat aux projets et programmes étant en baisse de 0,96 milliards FCFA.

D'un point de vue trimestriel, le volume de dépenses d'investissements exécutés sur ressources propres au cours du 3<sup>ème</sup> trimestre (243,56 milliards FCFA) a augmenté de 35,55 milliards FCFA par rapport à celui du 2<sup>ème</sup> trimestre qui enregistrait 208,01 milliards FCFA.

**L'annexe n°5** fait ressortir le détail de l'exécution des investissements exécutés sur ressources propres.

- **Dépenses d'investissements financés sur ressources extérieures**

A fin septembre 2025, le montant total des décaissements (base ordonnancement) s'élève à **238,85 milliards FCFA** répartis en subventions pour 67,47 milliards FCFA et 171,38 milliards FCFA en prêts. Le taux d'exécution se situe ainsi à **57,18%** par rapport aux CP ajustés d'un montant de **417,68 milliards FCFA** du budget des appuis projets.

Il convient de noter que ce montant ne prend pas en compte les décaissements hors budget qui s'élèvent à 89,80 milliards FCFA dont 58,78 milliards FCFA au titre des prêts.

En 2024 à la même période, le taux d'exécution de ces dépenses était de 55,18% correspondant à des dépenses ordonnancées de 212,38 milliards FCFA sur des prévisions de 384,89 milliards FCFA.

L'analyse comparative entre les deux exercices budgétaires à la même période fait ressortir une augmentation du niveau d'exécution desdites dépenses de 26,47 milliards FCFA. Cette hausse est portée simultanément par les prêts (+22,26 milliards FCFA) et les subventions (+4,21 milliards FCFA).

En volume trimestriel, les dépenses d'investissements financés sur ressources extérieures sont passées de 86,89 milliards FCFA au 2<sup>ème</sup> trimestre à 92,66 milliards FCFA au 3<sup>ème</sup> trimestre, en hausse de 5,77 milliards FCFA.

## **B. Transferts en capital**

A la date du 30 septembre 2025, les dépenses de transferts en capital ont été exécutées à hauteur de **15,00 milliards FCFA** sur des CP ajustés de **18,00 milliards FCFA**, soit un taux d'exécution de **83,31%**.

En 2024 à la même période, le taux d'exécution de ces dépenses était de 37,80% pour un montant exécuté de 3,78 milliards FCFA sur une prévision de 10,00 milliards FCFA. Il se dégage donc une hausse des dépenses exécutées de 11,22 milliards FCFA.

Cette hausse est principalement imputable aux paragraphes budgétaires « 261 - Prises de participations à l'intérieur » et « 262 - Prises de participations à l'extérieur » dont les dépenses exécutées ont augmenté respectivement de 10,74 milliards FCFA et 0,48 milliard FCFA par rapport à l'année 2024.

En volume trimestriel, les dépenses de transferts en capital sont passées de 3,82 milliards FCFA au 2<sup>ème</sup> trimestre à 4,58 milliards FCFA au 3<sup>ème</sup> trimestre, en hausse de 0,77 milliard FCFA.

## **III.2. SITUATION D'EXECUTION DES DEPENSES PAR PROGRAMME ET DOTATION BUDGETAIRE**

Cette partie présente l'analyse (hors financements extérieurs, dépenses de personnel et charges financières de la dette) des crédits de paiement (CP) et des autorisations d'engagement (AE) par programme et dotation. Le nombre de programmes et de dotations concernés est de 126 au titre de l'analyse des CP et de 88 pour ce qui est de l'analyse des AE.

### **III.2.1. Situation d'exécution des crédits de paiement par programme et dotation budgétaire**

L'état de consommation des CP ajustés à la date du 30 septembre indique que 64 programmes et dotations budgétaires, soit 50,79% de l'effectif, enregistrent des taux d'exécution en deçà du taux repère linéaire de 75,00%.

La situation détaillée se présente comme suit :

- 08 programmes enregistrent des taux d'exécution inférieurs à 25% ;
- 10 programmes enregistrent des taux d'exécution des crédits de paiement compris entre 25% et 50% ;
- 46 programmes enregistrent des taux d'exécution des crédits de paiement compris entre 50% et 75% ;
- 62 programmes enregistrent des taux d'exécution supérieurs ou égaux à 75%.

**L'annexe 6** donne la situation d'exécution des programmes et dotations budgétaires.



### III.2.2. Situation d'exécution des autorisations d'engagement par programme et dotation budgétaire

L'examen de la situation de consommation des AE ajustées révèle que 69 programmes soit 78,41% de l'effectif, enregistrent des taux d'exécution en deçà du taux repère linéaire de 75,00% au 30 septembre 2025.

La situation détaillée se présente comme suit :

- 38 programmes enregistrent des taux d'exécution des AE inférieurs à 25% ;
- 15 programmes enregistrent des taux d'exécution des AE compris entre 25% et 50% ;
- 16 programmes enregistrent des taux d'exécution des AE compris entre 50% et 75% ;
- 19 programmes enregistrent des taux d'exécution des AE supérieurs ou égaux à 75%.

En somme, il ressort que les AE ajustées d'un montant de **346,03 milliards FCFA** ont été exécutées (hors financements extérieurs) à hauteur de **169,15 milliards FCFA** d'où un taux d'exécution de **48,88%**.

**L'annexe 7** donne le niveau d'exécution des AE par programme.

### III.3. SITUATION D'EXECUTION DES CREDITS DELEGUES

Les prévisions ajustées de dépenses au titre des crédits délégués s'élèvent à **73,61 milliards FCFA** (hors financements extérieurs) dont 56,85 milliards FCFA de dépenses ordinaires et 16,76 milliards FCFA de dépenses en capital. Les montants exécutés au 30 septembre 2025 s'établissent à **60,04 milliards FCFA (81,57%)** dont 47,73 milliards FCFA au titre des dépenses ordinaires (83,96%) et 12,31 milliards FCFA pour ce qui est des dépenses en capital (73,44%).

A la même date en 2024, le taux d'exécution des crédits délégués était de 75,24% correspondant à des dépenses exécutées de 52,28 milliards FCFA sur des CP ajustés de 69,49 milliards FCFA.

**Les annexes 8 et 9** donnent le niveau d'exécution des CP des crédits délégués par ministère et institution ainsi que par région.

### III.4. SITUATION D'EXECUTION DES DEPENSES SPECIFIQUES

#### III.4.1. Situation d'exécution des dépenses sociales de réduction de la pauvreté

Les dépenses sociales dédiées à la réduction de la pauvreté correspondent aux allocations budgétaires spécifiquement identifiées dans le budget de l'Etat pour contribuer à la réalisation des objectifs de lutte contre la pauvreté. Pour l'exercice 2025, la loi de finances prévoit un montant total de **592,21 milliards FCFA** pour ces dépenses dont 316,36 milliards FCFA au titre des dépenses ordinaires et 275,85 au titre des dépenses en capital.

A fin septembre 2025, le niveau d'exécution de ces dépenses se chiffre à **456,91 milliards FCFA** sur des crédits de paiement ajustés de **592,57 milliards FCFA**, soit un taux d'exécution de **77,11%**.

L'exécution desdites dépenses est composée de dépenses ordinaires (273,51 milliards FCFA) et de dépenses en capital (183,40 milliards FCFA) avec des taux d'exécution respectifs de 87,51% et 65,50%.

A la même date en 2024, le taux d'exécution des dépenses sociales était de 78,52%, pour des dépenses exécutées de 376,19 milliards FCFA dont 251,89 milliards FCFA au titre des dépenses ordinaires (taux d'exécution 83,50%) et 124,30 milliards FCFA au titre des dépenses en capital (taux d'exécution 70,05%).

**L'annexe 10** fournit le détail de l'exécution de ces dépenses par ministère et institution.

### **III.4.2. Situation d'exécution des dépenses spécifiques pour prendre en charge les effets de la COVID-19**

Le montant des crédits prévus par la LFI 2025 au titre de ces dépenses s'élève à **7,23 milliards FCFA** et concerne le Ministère de l'action humanitaire et de la solidarité nationale. Ce montant est destiné à la prise en charge de la distribution gratuite des vivres, des kits d'hygiène et de dignité.

A la date du 30 septembre, ces dépenses ont été totalement exécutées.

### **III.4.3. Situation d'exécution du fonds de soutien patriotique (FSP)**

La présente situation d'exécution financière rend compte des ressources mobilisées, de l'état des dépenses exécutées ainsi que du niveau des disponibilités.

#### **A. Au titre de la mobilisation des ressources financières**

A la date du 30 septembre 2025, il a été encaissé un montant total de **142,60 milliards FCFA** pour une prévision budgétaire annuelle de **150,00 milliards FCFA**, soit un taux de réalisation de **95,06%**.

Au troisième trimestre, les ressources collectées s'élèvent à **40,83 milliards FCFA**.

La situation de mobilisation des ressources est illustrée dans **l'annexe 14**.

Les composantes des ressources mobilisées se présentent comme suit :

- impôts et taxes sur les produits de consommations : 53,82% ;
- retenues obligatoires de 1% sur salaire : 4,06% ;
- affectations de ressources spécifiques : 0,08% ;
- cessions volontaires de salaires : 0,80% ;
- retenues obligatoires de salaire : 19,46% ;
- contributions volontaires : 0,90% dont 0,38% en provenance des personnes morales.
- prélèvements sur les produits importés (Douanes) : 9,82% ;
- prélèvements sur les téléphonies /TV : 11,06%.

#### **B. Au titre de l'exécution des dépenses**

A la date du 30 septembre 2025, les dépenses effectuées à partir du CAS-FSP s'élèvent à **148,18 milliards FCFA**.

#### **C. Situation des disponibilités du FSP**

A la date du 30 septembre 2025, le compte CAS-FSP présente un solde de **33,75 milliards FCFA** et les soldes des comptes Orange et Moov sont respectivement de 22,84 millions FCFA et 22,25 millions FCFA. Il en résulte une disponibilité totale de 33,80 milliards FCFA.

La situation des disponibilités est consignée dans le tableau ci-dessous.

**Tableau 9 : Situation des disponibilités du FSP au 30 septembre 2025 (en FCFA)**

NATURE/INTITULE	BALANCE D'ENTREE 2025	ENCAISSEMENTS 2025	DEPENSES CAS-FSP 2025	SOLDE DU JOUR
COMPTE TRESOR 443590001597	39 348 575 226	142 584 845 271	148 178 141 204	33 755 279 293
ORANGE MONEY	7 015 149	15 823 946	-	22 839 095
MOOV MONEY	19 388 719	2 860 201	-	22 248 920
<b>TOTAL</b>	<b>39 374 979 094</b>	<b>142 603 529 418</b>	<b>148 178 141 204</b>	<b>33 800 367 308</b>

Source : DGTCP

**III.5. SITUATION DES DEPENSES DE CONSOMMATIONS D'EAU, D'ELECTRICITE ET DE TELEPHONE (EET)**

Les facturations globales des consommations d'eau (à fin juillet 2025), d'électricité (à fin août 2025) et de téléphone (à fin juillet 2025) des ministères et institutions au troisième trimestre 2025 se sont établies à **25,70 milliards FCFA** contre 23,44 milliards FCFA en 2024.

La présente analyse des dépenses liées à la consommation d'Eau, d'Electricité et de Téléphone (EET), arrêtée au 30 septembre 2025, prend en compte, à la fois, les niveaux de consommation constatés ainsi que l'état d'exécution des crédits budgétaires y afférents. Un bref aperçu est par ailleurs présenté sur les principales mesures de rationalisation entreprises au cours de la période.

**III.5.1. Analyse des dépenses de consommation d'eau**

Le montant des factures de consommation d'eau de l'administration publique à fin juillet 2025 s'établit à **5,10 milliards FCFA** contre 4,80 milliards FCFA à la même période en 2024, soit une légère hausse de 0,30 milliard FCFA en valeur absolue et de 6,33% en valeur relative. Cette hausse résulte principalement d'augmentations significatives enregistrées au sein de certains ministères, notamment :

- le Ministère de l'enseignement supérieur, de la recherche scientifique et de l'innovation avec une hausse en valeur absolue de 225,69 millions FCFA et de 158,56% en valeur relative, due à la prise en charge des factures des Universités publiques, des Instituts et Centres de recherches ;
- le Ministère de la Défense nationale et des anciens combattants avec une augmentation en valeur absolue de 42,92 millions FCFA et de 3,17% en valeur relative ;
- le Ministère des infrastructures avec une hausse en valeur absolue de 34,73 millions FCFA et de 112,42% en valeur relative.

Toutefois, d'autres structures ont observé une réduction de leurs consommations. Il s'agit :

- de la Présidence du Faso avec une baisse de 167,64 millions FCFA en valeur absolue et de 19,32% en valeur relative ;
- du Ministère de l'administration territoriale et de la mobilité avec une diminution de 158,43 millions FCFA en valeur absolue et de 54,95% en valeur relative ;
- du Ministère de l'environnement, de l'eau et de l'assainissement avec une baisse de 39,57 millions FCFA en valeur absolue et de 19,84% en valeur relative.



Au 30 septembre 2025, l'exécution budgétaire relative aux factures d'eau de l'administration s'élève à **4,69 milliards FCFA** sur une prévision ajustée de **9,34 milliards FCFA** soit un taux d'exécution de **50,21%**. A la même période en 2024, sur une prévision de 9,44 milliards FCFA, un montant de 3,68 milliards FCFA avait été exécuté, soit un taux d'exécution de 38,98%.

### III.5.2. Analyse des dépenses de consommation d'électricité

À fin août 2025, le montant cumulé des factures d'électricité de l'administration publique s'élève à **17,38 milliards FCFA** contre 15,54 milliards FCFA à la même période en 2024, soit une hausse de 1,84 milliard FCFA en valeur absolue et de 11,85% en valeur relative. Cette hausse est imputable principalement à l'augmentation des consommations d'électricité dans certaines structures notamment :

- le Ministère de l'enseignement supérieur, de la recherche scientifique et de l'innovation avec une hausse en valeur absolue de 582,97 millions FCFA et de 97,11% en valeur relative ;
- le Ministère de la santé avec une augmentation en valeur absolue de 369,64 millions FCFA et de 8,84% en valeur relative ;
- le Ministère de la défense nationale et des anciens combattants avec une hausse en valeur absolue de 281,42 millions FCFA et de 11,71% en valeur relative.

En revanche, d'autres ministères ont observé une réduction de leurs consommations, à savoir :

- le Ministère de la transition digitale, des postes et des communications électroniques avec une baisse de 65,53 millions FCFA en valeur absolue et de 31,71% en valeur relative ;
- le Ministère de l'économie et des finances avec une diminution de 50,80 millions FCFA en valeur absolue et de 2,76% en valeur relative ;
- le Ministère de la communication, de la culture, des arts et du tourisme avec une baisse de 25,86 millions FCFA en valeur absolue et de 5,05% en valeur relative.

Au 30 septembre 2025, l'exécution des crédits alloués à la prise en charge des factures d'électricité s'établit à **14,69 milliards FCFA** sur une prévision ajustée de **26,82 milliards FCFA**, soit un taux d'exécution de **54,77%**. Au troisième trimestre 2024, sur une prévision de 22,31 milliards FCFA, un montant de 13,29 milliards FCFA avait été exécuté, soit un taux de 59,58%.

### III.5.3. Analyse des dépenses de consommation de téléphone

À fin juillet 2025, le montant cumulé des factures de téléphone de l'administration publique s'établit à **3,22 milliards FCFA** contre 3,10 milliards FCFA à la même période en 2024, soit une hausse en valeur absolue d'environ 0,12 milliard FCFA et en valeur relative de 3,74%. Cette progression résulte principalement d'augmentations significatives enregistrées au sein de certaines structures, notamment :

- le Ministère de la défense nationale et des anciens combattants avec une hausse en valeur absolue de 151,65 millions FCFA et de 29,19% en valeur relative ;
- le Ministère de la santé avec une hausse en valeur absolue de 30,79 millions FCFA et de 42,55% en valeur relative ;

- les Dépenses communes interministérielles (HOTELS ADMINISTRATIFS) avec une augmentation en valeur absolue de 30,22 millions FCFA et de 6,34% en valeur relative.

Toutefois, d'autres ministères ont observé une réduction de leurs consommations, à savoir :

- le Ministère de l'administration territoriale et de la mobilité avec une baisse de 234,36 millions FCFA en valeur absolue et de 93,86% en valeur relative due à la scission ;
- le Ministère de la fonction publique, du travail et de la protection sociale avec une diminution de 65,21 millions FCFA en valeur absolue et de 69,11% en valeur relative ;
- le Ministère des affaires étrangères, de la coopération régionale et des burkinabè de l'extérieur avec une baisse de 48,97 millions FCFA en valeur absolue et de 68,64% en valeur relative.

Au 30 septembre 2025, l'exécution budgétaire relative aux factures de téléphone s'élève à **3,19 milliards FCFA** sur un budget prévisionnel de **6,95 milliards FCFA**, soit un taux de **45,90%** contre 41,56% à la même période en 2024.

**Les annexes 11, 12 et 13** donnent les situations des consommations d'eau, d'électricité et de téléphone.

#### **III.5.4. Actions de rationalisation des dépenses en eau, électricité et de téléphone**

Au 30 septembre 2025, trois (03) missions de contrôle inopiné sur l'utilisation des abonnements d'eau, d'électricité et de téléphone des commerces privés installés au sein ou à proximité des services et des universités publics ainsi que l'état de fonctionnement des compteurs d'eau et d'électricité de l'Etat dans sept régions<sup>5</sup> ont été faites dans le cadre des actions de rationalisation des dépenses en EET.

Ces missions ont permis de visiter 901 services administratifs, de constater 76 cas d'utilisation frauduleuse d'eau et/ou d'électricité de l'administration par des commerces privés, d'identifier et de localiser 1 154 compteurs d'électricité et 966 compteurs d'eau, dont respectivement 17 et 49 compteurs d'électricité et d'eau à résilier.

Aussi, les propositions d'ajustements des puissances électriques souscrites de l'administration permettraient de dégager une économie potentielle annuelle attendue de 0,43 milliard FCFA.

#### **III.5.5. Au titre des difficultés rencontrées et des perspectives**

Les difficultés rencontrées dans l'analyse des dépenses de consommation d'eau, d'électricité et de téléphone demeurent essentiellement la transmission tardive des factures par les opérateurs.

En perspective, au titre du quatrième trimestre 2025, il est envisagé la poursuite des contrôles inopinés dans les régions et le renforcement de capacités au profit des acteurs de la gestion des services d'eau, d'électricité et de téléphone des ministères et institutions. Cette action contribuera à la mise en œuvre des orientations pour une meilleure exécution du budget de l'Etat.

<sup>5</sup> Régions du Kadiogo, de l'Oubri, du Nazino, du Nakambé, du Djôrô, du Guiriko, de Tannounyan.

#### IV. ANALYSE DES INDICATEURS DE BONNE GOUVERNANCE DES MARCHES PUBLICS

La bonne gouvernance en matière de marchés publics est appréciée à travers deux indicateurs (**IP18 et IP19**). L'indicateur IP18 apprécie le pourcentage des marchés publics conclus dans le délai de validité des offres et l'indicateur IP19 apprécie le pourcentage des marchés publics conclus suivant le type de procédure.

La situation des indicateurs se présente comme suit :

##### IV.1. DU RESPECT DE L'INDICATEUR « IP18 »

Pour l'indicateur **IP18**, il peut être noté qu'à fin septembre 2025, sur un total de **513 marchés** (dont 484 financés sur ressources propres et 29 sur fonds extérieurs) approuvés et concernés par le délai de traitement, **504 marchés** ont été conclus dans le délai de validité des offres, soit un taux de **98,25%** pour une cible supérieure à **90%** selon la matrice du cadre de résultats 2025-2027 du PTA du MEF.

Lesdits marchés approuvés et concernés par le délai de validité des offres se décomposent comme suit par source de financement :

- **476** marchés financés sur ressources propres ont été conclus dans le délai de validité des offres, soit un taux de **98,35%** ;
- **28** marchés sur fonds extérieurs ont été conclus dans le délai de validité des offres, soit un taux de **96,55%**.

***Il ressort donc un respect de l'indicateur IP 18 à fin septembre 2025.***

##### IV.2. DU RESPECT DE L'INDICATEUR « IP19 »

Le détail des marchés approuvés à fin septembre 2025 suivant le type de procédure se présente comme suit :

- **Appel à concurrence ouverte**

**312 marchés** passés par appel à concurrence ouverte ont été approuvés à fin septembre 2025 pour un montant de **23,14 milliards FCFA**.

Le **taux des appels à concurrence ouverte** à fin septembre 2025 est de **21,62%** selon la valeur et **60,82%** selon le nombre pour une norme d'au moins **85%** dans les deux cas.

- **Procédures exceptionnelles** (Entente Directe et Appel à concurrence restreinte) :

**201 marchés** passés par les procédures exceptionnelles ont été approuvés à fin septembre 2025 pour un montant total de **83,89 milliards FCFA**. Ces marchés représentent des taux de **78,38%** selon la valeur et **39,18%** selon le nombre pour une cible prévisionnelle inférieure à **15 %** dans les deux cas.

***Il est noté un non-respect de l'indicateur IP 19 en valeur et en nombre.***

Cela pourrait s'expliquer par le nombre et le montant élevés des marchés conclus par la procédure d'entente directe dans le cadre des projets spécifiques de la transition.

## V. SITUATION DES REMISES DE PENALITES DE RETARD ET DE PAIEMENT D'INTERETS MORATOIRES.

A la date du 30 septembre 2025, il a été accordé des remises de pénalités de retard à hauteur **513,02 millions FCFA** pour **25 requêtes**. A la même date en 2024, on avait enregistré 37 requêtes ayant bénéficié de remise pour un montant 350,81 millions FCFA.

Ces remises de pénalités de retard s'expliquent essentiellement par des cas de force majeure intervenus dans l'exécution des prestations relatives aux marchés, par des manquements des autorités contractantes dans le suivi de l'exécution des contrats ou par des pénalités de retard indûment calculées.

Pour ce qui concerne les intérêts moratoires, au 30 septembre 2025, il a été émis **02 avis favorables** pour le paiement d'intérêts moratoires correspondant à un montant de **4,40 millions FCFA**. A la même date en 2024, 05 avis favorables avaient été émis pour le paiement d'intérêts moratoires d'un montant de 14,56 millions FCFA.

Les recours au paiement d'intérêts moratoires sont motivés essentiellement par :

- ✓ le retard de paiement des factures définitives, des avances de démarrage et/ou des acomptes ;
- ✓ les changements institutionnels ne permettant pas le traitement diligent des factures en instances de paiement.

## VI. SITUATION D'EXECUTION DU PLAN DE DEBLOCAGE DE FONDS

L'analyse de la situation d'exécution du Plan de déblocage de fonds (PDF) des ministères et des institutions au 30 septembre 2025 est faite sur la base des objectifs de la période sous revue, par nature de dépenses d'une part et par programme d'autre part.

### VI.1. SITUATION D'EXECUTION PAR NATURE DE DEPENSES

Le montant total prévu au titre des déblocages dans le cadre du budget de l'État, exercice 2025, s'élève à **1 255,40 milliards FCFA**. À la date du 30 septembre 2025, le niveau global des déblocages effectués est de **1 119,47 milliards FCFA**, sur des prévisions périodiques de **1 114,60 milliards FCFA**, soit un taux d'exécution périodique de **89,17%**. Ce taux est au-dessus de l'objectif attendu au 30 septembre, avec un écart de 0,39 point de pourcentage.

Par nature de dépenses, on note :

- 92,70% pour les dépenses de personnel ;
- 93,54% pour les acquisitions de biens et services ;
- 90,49% pour les transferts courants ;
- 81,90% pour les dépenses d'investissement exécutées par l'État.

Le tableau suivant fournit le détail de la mise en œuvre du PDF au 30 septembre 2025

Tableau 10 : Situation d'exécution du PDF, par grandes natures de dépenses, à fin septembre 2025 (en milliers FCFA)

NATURE DE DEPENSES	Prévisions			Montant débloqué au 30/09/2025	Taux d'exécution annuel	Reste à débloquent au 31 décembre 2025
	Déblocage annuel	Déblocage au 30/09/2025	Taux de référence au 30/09/2025			
	A	b	c=b/a			
Dépenses de personnel	311 281 398	231 106 940	74,24	288 564 399	92,70	22 716 999
Dépenses d'acquisition de biens et services	237 009 662	230 080 047	97,08	221 704 968	93,54	15 304 694
Dépenses de transferts courants	353 750 362	344 308 216	97,33	320 101 534	90,49	33 648 828
Investissements exécutés par l'Etat	353 000 814	309 109 522	87,57	289 096 475	81,90	63 904 340
<b>Total général</b>	<b>1 255 042 236</b>	<b>1 114 604 724</b>	<b>88,81</b>	<b>1 119 467 375</b>	<b>89,20</b>	<b>135 574 861</b>

**Source :** DG-CMEF

## VI.2. SITUATION D'EXECUTION DU PDF PAR MINISTERE ET INSTITUTION

L'analyse de la situation, au regard des prévisions arrêtées à fin septembre 2025, révèle un taux d'exécution global de 89,20% pour l'ensemble des ministères et institutions. Sur un total de trente-six (36) structures examinées :

- ✓ 29 ministères et institutions affichent un taux de déblocage inférieur à leur seuil de référence ;
- ✓ 07 autres ont atteint leur taux de référence par rapport aux prévisions périodiques.

Le niveau d'exécution du PDF par ministère/institution est peu satisfaisant étant donné que 80,56% des structures ont des taux d'exécution en deçà des taux de référence. Il s'avère donc nécessaire de renforcer le suivi et l'accompagnement desdites structures pour améliorer le niveau d'exécution de leur PDF.

La situation d'exécution du PDF au 30 septembre 2025 est consignée dans **l'annexe 15**.

## VI.3. SITUATION D'EXECUTION DU PDF PAR PROGRAMME

La présente situation porte sur cent vingt-quatre (124) programmes budgétaires relevant des ministères et institutions. À la date du 30 septembre 2025, l'exécution du plan de déblocage de fonds, sur la base des prévisions périodiques, se présente comme suit :

- ✓ 87 programmes n'ont pas atteint les objectifs de déblocage fixés à fin septembre ;
- ✓ 37 programmes ont respecté les prévisions en exécutant l'intégralité des déblocages attendus à cette date.

Ces résultats traduisent une mise en œuvre contrastée du plan de déblocage de fonds. Si 29,84% des programmes ont atteint leurs objectifs au septembre 2025, une majorité significative reste en retrait, ce qui pourrait compromettre l'exécution efficace des activités prévues. Il apparaît dès lors nécessaire de renforcer le pilotage et le suivi de l'exécution budgétaire au niveau programmatique, afin d'assurer une meilleure réactivité et une utilisation optimale des ressources allouées.

Le détail de la situation de déblocage par programmes est consigné dans **l'annexe 16**.

#### VI.4. DIFFICULTES RENCONTREES DANS LA MISE EN ŒUVRE DES PLANS DE DEBLOCAGE DES FONDS

Au titre des difficultés rencontrées, il ressort entre autres :

- la justification tardive des précédents déblocages qui conditionne l'exécution des lignes concernées au titre de l'exercice 2025 ;
- le non-respect de la nomenclature budgétaire qui engendre des réaménagements fréquents.

#### VII. EVOLUTION DU DELAI DE PAIEMENT DE LA DEPENSE PUBLIQUE

Le délai de paiement s'entend de la période qui va de la délivrance par le gestionnaire de crédits du reçu de demande de liquidation au règlement de la dépense par le comptable public. C'est un indicateur qui témoigne de la bonne performance administrative et économique d'un pays. Réduire davantage ce délai constitue une préoccupation constante de notre administration.

De ce fait, il a été décidé de la création des Directions de la solde et de l'ordonnancement auprès de tous les ministères et institutions afin de réduire les délais de paiement, de mieux accompagner l'exécution du budget de l'Etat en mode programme et partant, de faciliter l'application du principe d'ordonnancement multiple.

Le référentiel des délais de paiement en matière d'exécution des dépenses publiques a été actualisé et les délais de paiement sont suivis auprès desdits ministères et institutions. Les délais sont également calculés sur les dépenses exécutées sous la forme de crédits délégués au niveau déconcentré.

Par ailleurs, les dossiers qui font l'objet de suivi, ne concernent que ceux de la procédure normale d'exécution des dépenses publiques.

##### VII.1. DELAI DE PAIEMENT AU NIVEAU CENTRAL

Du 1<sup>er</sup> janvier au 30 septembre 2025, **1 976 mandats** de l'année 2025 ont été payés pour un montant de **41,56 milliards FCFA**.

Le délai moyen de paiement de ces dossiers est de **46 jours** pour une norme référentielle de 47 jours.

##### VII.2. DELAI DE PAIEMENT AU NIVEAU DECONCENTRE

A fin septembre 2025, **4 847** mandats de l'année 2025 ont été payés sur les crédits délégués pour un montant de **7,84 milliards FCFA**.

Le délai moyen de paiement de ces dossiers est de **65 jours** pour une norme référentielle de 47 jours.

Dans l'ensemble, on note un respect des délais de paiement au 30 septembre 2025 au niveau central et un non-respect desdits délais au niveau déconcentré.

Dans le cadre de l'amélioration des délais de paiement, il est prévu la poursuite des réformes budgétaires et comptables engagées et le processus de digitalisation des procédures à travers la stabilisation des outils.

## VIII. GESTION DE LA TRESORERIE DE L'ETAT

La gestion de la trésorerie de l'Etat a pour objectif principal de permettre à l'Etat et ses démembrements d'honorer tous les engagements financiers échus à bonne date.

La présente partie donne un aperçu de la situation de la trésorerie sur les encaissements, les décaissements, les instances de paiement ainsi que des difficultés.

### VIII.1. SITUATION DES ENCAISSEMENTS

Au 30 septembre 2025, au total **3 611,41 milliards FCFA** ont été encaissés sur des comptes de disponibilités des comptes directs du Trésor, contre 2 897,99 milliards FCFA au 30 septembre 2024, soit une progression de 24,62%.

Sur la période du 1<sup>er</sup> janvier au 30 septembre 2025, l'Etat a émis dix-huit (18) titres publics pour un montant net de **766,86 milliards FCFA**, représentant 21,23% des encaissements de la période sous revue. Cela montre l'importance des titres publics dans le financement de la trésorerie de l'Etat. Toutefois, l'accent doit être mis sur la mobilisation des ressources internes pour mieux financer cette trésorerie.

Au titre des financements extérieurs notamment les "appuis budgétaires", il a été enregistré des décaissements de **64,16 milliards FCFA** de la part de la Banque Mondiale et du fonds OPEP au titre des remboursements de paiements effectués dans des secteurs déterminés dans le cadre du Projet de protection du capital humain (PPCH).

### VIII.2. SITUATION DES DECAISSEMENTS

Au 30 septembre 2025, le montant total des décaissements effectués par le Trésor Public se chiffre à **3 726,16 milliards FCFA**. A la même période en 2024, les décaissements se situaient à 2 901,31 milliards FCFA, soit un taux de progression annuel de 28,43%.

### VIII.3. SOLDE DES OPERATIONS D'ENCAISSEMENTS ET DE DECAISSEMENTS

Sur la période sous revue, en rapprochant les encaissements des décaissements, il se dégage un solde débiteur de **114,76 milliards FCFA**. Ce solde est entièrement couvert par les disponibilités de début de période.

### VIII.4. EVOLUTION DES INSTANCES DE PAIEMENT

Les dépenses en instance de paiement au niveau des principaux postes comptables au 30 septembre 2025, se chiffrent à **97,46 milliards FCFA**.

### VIII.5. PRINCIPALES DIFFICULTES

Les facteurs qui rendent la trésorerie de l'Etat inconfortable au 30 juin 2025 sont entre autres :

- le renchérissement du coût de la dette publique sur le marché financier sous régional ;
- les retards dans le nivellement des soldes des comptes en banques commerciales vers le compte unique du trésor.



**IX. ANALYSE DES PRINCIPAUX SOLDES ET INDICATEURS DE PERFORMANCES DE LA GESTION BUDGETAIRE**

Une analyse des principaux soldes et indicateurs issus de l'exécution du budget de l'Etat, exercice 2025 après trois trimestres, permettra d'apprécier la performance des mesures entreprises par les autorités en matière de gouvernance budgétaire et économique et de prendre des mesures anticipatives pour le dernier trimestre de 2025.

**IX.1. SOLDES BUDGETAIRES**

Au 30 juin 2025, l'exécution du budget général de l'Etat dégage une épargne budgétaire<sup>6</sup> **positive de 476,84 milliards FCFA**, traduisant une capacité de l'État à couvrir ses dépenses de fonctionnement avec ses ressources propres. Le solde budgétaire global<sup>7</sup> reste toutefois déficitaire à hauteur de **236,58 milliards FCFA** (hors recouvrement des recettes destinées au CAS « Remboursement crédits TVA » estimé à 106,01 milliards FCFA).

L'épargne budgétaire s'est améliorée par rapport au niveau constaté à fin juin 2025. En effet, les ressources propres du budget de l'Etat ont permis à cette date de faire face aux charges de fonctionnement de l'administration publique.

Comparativement à la même période en 2024, une nette amélioration est observée. A fin septembre 2024, l'épargne budgétaire affichait un excédent de 110,22 milliards FCFA et le solde global un déficit de 499,39 milliards FCFA. Cette évolution traduit une meilleure maîtrise des charges courantes et un renforcement de la mobilisation des ressources propres.

**Tableau 11 : Situation des soldes au septembre 2025 (en milliards FCFA)**

NATURE	2025		
	PREVISIONS LFI	PREVISIONS AJUSTEES	EXECUTION (Hors recettes destinées pour alimenter les crédits CAS)
	a	b	c
<b>RESSOURCES TOTALES (A)=B+C</b>	3 149,79	3 149,79	2 407,75
RECETTES ORDINAIRES (B)	2 961,99	2 961,99	2 309,27
RECETTE EXTRAORDINAIRE(C)	187,80	187,80	98,48
<b>DEPENSES TOTALES (D)=E+F</b>	3 612,27	3 638,75	2 644,33
DEPENSES ORDINAIRES(E)	2 402,95	2 398,83	1 832,43
DEPENSES EN CAPITAL(F)	1 209,32	1 239,92	811,90
<b>EPARGNE BUDGETAIRE(G)= B-E</b>	559,04	563,16	476,84
<b>Solde Budgétaire Global(H)=A-D</b>	-462,48	-488,96	-236,58

**Source :** DGB

<sup>6</sup> L'épargne budgétaire est la différence entre les ressources ordinaires et les dépenses ordinaires de l'Etat.

<sup>7</sup> Le solde budgétaire global est la différence entre les ressources totales et les charges totales de l'Etat.

## IX.2. AGREGATS DU TOFE

Les montants de quelques agrégats du TOFE, y compris FSP, ressortent comme suit :

- les **recettes propres de l'Etat** ont atteint un niveau de 2 462,77 milliards FCFA à fin septembre 2025 contre 2 116,52 milliards FCFA à la même période de 2024, soit une augmentation de 346,25 milliards FCFA (+16,36%). Cette performance est expliquée par la hausse des recettes fiscales de 250,65 milliards FCFA (+13,40%), les recettes non fiscales enregistrant une hausse de 95,60 milliards FCFA (+38,77%) ;
- le **déficit global base engagement** est ressorti à 310,75 milliards FCFA à fin septembre 2025 contre un déficit de 439,99 milliards FCFA à fin septembre 2024, soit une amélioration de 129,24 milliards de FCFA ;
- le **financement intérieur net de l'Etat** est ressorti à 332,92 milliards FCFA à fin septembre 2025, il se situait à 183,53 milliards de FCFA à fin septembre 2024.

## X. RECOMMANDATIONS

Les ministères et institutions sont invités au strict respect des délais de clôture conformément aux dispositions de la circulaire N° 2025-002895/MEF/CAB du 10 octobre 2025 portant clôture des opérations budgétaires, exercice 2026.

Aussi, au regard du niveau de l'exécution des dépenses et des dispositions de la circulaire ci-dessus cités, les ministères et institutions sont invités à observer une prudence dans l'engagement des dépenses, notamment celles liées aux investissements qui ne pourront pas être liquidées d'ici à la fin de l'exercice budgétaire afin d'éviter la constitution des dépenses non abouties qui pourraient impacter négativement la mise en œuvre des plans annuels de travail de l'exercice budgétaire 2026 et le respect des indicateurs de bonne gouvernance des marchés publics IP18 et IP19.

## CONCLUSION

Au 30 septembre 2025, la situation d'exécution du budget de l'État se révèle globalement satisfaisante, et ce, malgré un contexte socio-économique et sécuritaire particulièrement contraignant. Plusieurs constats significatifs peuvent être mis en exergue :

- un niveau de réalisation des recettes de 105,01% pour la période sous revue, correspondant à un niveau de recouvrement annuel de 76,76% ;
- un niveau d'exécution des dépenses de 72,67% ;
- un niveau d'épargne budgétaire s'élevant à 476,84 milliards de FCFA et un solde budgétaire global déficitaire de 236,58 milliards de FCFA ;
- des délais moyens de paiement de 46 jours et 65 jours respectivement pour le niveau central et le niveau déconcentré, pour une norme référentielle de 47 jours ;
- une augmentation notable du montant exécuté au titre des requêtes relatives aux remises de pénalités de retard, passant de 350,81 millions FCFA en 2024 à 513,02 millions FCFA en 2025 ;
- une diminution significative des paiements effectués au titre des intérêts moratoires, qui passent de 14,56 millions FCFA en 2024 à 4,40 millions FCFA en 2025.

## ANNEXES

**Annexe 1: Situation d'exécution des Crédits de paiement par ministère et institution hors financements extérieurs au 30 septembre 2025 (en FCFA)**

SECTION/CATEGORIE	CP_INIT	CP_AJUST*	ENGAGES VISES		ENGAGES COMPTABILISÉS		LIQUIDES		ORDONNANCES	
			Montant	Taux	Montant	Taux	Montant	Taux	Montant	Taux
	a	b	c	d=c/b	e	f=e/b	g	h=g/e	i	j=i/b
01-Présidence du Faso	43 332 602 000	43 332 602 000	34 367 116 836	79,31	34 342 478 316	79,25	33 341 789 428	76,94	33 341 789 428	76,94
02-Secrétariat Général du Gouvernement et du Conseil des Ministres	1 435 946 000	1 435 946 000	1 069 489 202	74,48	1 069 489 202	74,48	954 798 011	66,49	954 798 011	66,49
03-Primature	7 535 929 000	7 611 429 000	5 664 912 308	74,43	5 454 364 482	71,66	5 373 518 734	70,60	5 373 518 734	70,60
04-Parlement	10 000 000 000	10 000 000 000	5 000 000 000	50,00	5 000 000 000	50,00	5 000 000 000	50,00	5 000 000 000	50,00
06-Concil National de Sécurité d'Etat	21 676 349 000	21 676 349 000	21 676 349 000	100,00	21 676 349 000	100,00	21 676 349 000	100,00	21 676 349 000	100,00
09-Ministère de l'Administration Territoriale et de la Mobilité	60 235 484 000	60 235 484 000	30 152 269 720	50,06	29 232 145 281	48,53	27 487 598 383	45,63	27 484 412 413	45,63
10-Ministère de la Justice et des Droits Humains, Chargé des Relations avec les Institutions	38 193 954 000	38 193 954 000	28 065 445 447	73,48	28 010 999 121	73,34	26 152 301 884	68,47	26 152 301 884	68,47
11-Ministère de la Défense et des Anciens Combattants	518 422 019 000	518 422 019 000	383 140 936 174	73,91	383 140 936 174	73,91	383 140 936 174	73,91	383 140 936 174	73,91
12-Ministère des Affaires Etrangères, de la Coopération Régionale et des Burkinabé de l'Extérieur	34 815 784 000	34 815 784 000	26 947 088 033	77,40	26 917 981 033	77,32	25 473 564 163	73,17	25 295 435 831	72,66
13-Ministère de la Sécurité	129 294 223 000	129 294 223 000	94 962 222 069	73,45	94 265 923 279	72,91	88 936 891 013	68,79	88 936 891 013	68,79
14-Ministère de l'Economie et des Finances	477 516 861 000	477 516 861 000	347 257 778 487	72,72	346 626 690 628	72,59	343 735 978 477	71,98	343 735 978 477	71,98
17-Ministère de la Fonction Publique, du Travail et de la Protection Sociale	48 372 198 000	48 372 198 000	13 570 528 980	28,05	12 866 297 918	26,60	12 319 378 835	25,47	12 319 952 835	25,47
18-Ministère de la Communication, de la Culture des Arts et du Tourisme	28 502 804 000	28 502 804 000	25 073 620 874	87,97	24 731 799 604	86,77	24 165 451 943	84,78	24 165 451 943	84,78
20-Ministère des Sports, de la Jeunesse et de l'Emploi	22 859 840 000	22 859 840 000	16 980 151 741	74,28	16 148 428 560	70,64	13 275 000 125	58,07	13 275 000 125	58,07
21-Ministère de la Santé	316 420 106 000	316 420 106 000	248 556 132 975	78,55	245 886 147 759	77,71	238 105 036 366	75,25	238 099 820 190	75,25
22-Ministère de l'Action Humanitaire et de la Solidarité Nationale	30 871 071 000	30 871 071 000	21 313 542 677	69,04	21 270 153 054	68,90	19 848 463 503	64,29	19 848 463 503	64,29
23-Ministère de l'Enseignement de Base, de l'Alphabétisation et de la Promotion des Langues Nationales	457 675 819 000	457 675 819 000	314 249 266 739	68,66	313 708 318 601	68,54	281 108 702 699	61,42	281 108 702 699	61,42
24-Ministère de l'Enseignement Supérieur, de la Recherche et de l'Innovation	111 194 923 000	111 169 923 000	94 935 364 772	85,40	94 498 426 964	85,00	89 587 704 104	80,59	89 587 704 104	80,59
25-Ministère de l'Industrie, du Commerce et de l'Artisanat	31 295 607 000	31 295 607 000	29 584 250 993	94,53	29 412 549 493	93,98	29 318 209 307	93,68	29 318 209 307	93,68
26-Ministère de l'Energie, des Mines et des Carrières	7 936 693 000	7 936 693 000	3 940 256 225	49,65	3 940 256 225	49,65	3 865 247 398	48,70	3 865 247 398	48,70
27-Ministère Agricole, des Ressources Animales et Halieutiques	102 976 434 000	103 198 402 000	75 671 800 421	73,33	75 390 024 904	73,05	45 932 101 465	44,51	45 932 101 465	44,51
30-Ministère des Infrastructures et du Désenclavement	59 316 643 000	59 316 643 000	42 013 580 968	70,83	41 981 242 518	70,77	36 720 404 235	61,91	36 715 053 493	61,90
31-Ministère de la Transition digitale, des Postes et des Communications Electroniques	11 463 158 000	11 463 158 000	4 368 040 342	38,11	4 042 568 695	35,27	2 670 406 094	23,30	2 670 406 094	23,30
37-Ministère de l'Enseignement Secondaire, de la Formation Professionnelle et Technique	184 058 787 000	184 058 787 000	192 928 598 770	104,82	191 395 468 008	103,99	185 206 467 454	100,62	185 206 467 454	100,62
38-Ministère de l'Urbanisme et de l'Habitat	4 219 100 000	4 219 100 000	2 933 632 128	69,53	2 930 165 968	69,45	2 704 505 044	64,10	2 704 505 044	64,10
42-Ministère de l'Environnement, de l'Eau et de l'Assainissement	64 108 416 000	64 108 416 000	43 808 285 851	68,33	43 181 803 192	67,36	37 159 334 118	57,96	37 152 506 037	57,95
50-Grande Chancellerie des Ordres Burkinabé	931 747 000	931 747 000	914 056 219	98,10	914 056 219	98,10	904 056 219	97,03	904 056 219	97,03
51-Conseil Supérieur de la Communication	1 188 150 000	1 188 150 000	1 014 271 910	85,37	1 014 271 910	85,37	1 008 806 910	84,91	1 008 806 910	84,91
52-Autorité Supérieure de Contrôle d'Etat et de Lutte Contre la Corruption	1 820 800 000	1 820 800 000	1 096 307 561	60,21	1 096 307 561	60,21	1 022 716 620	56,17	1 022 716 620	56,17
54-Conseil Constitutionnel	900 093 000	900 093 000	678 018 240	75,33	675 811 240	75,08	639 971 556	71,10	639 971 556	71,10
55-Conseil d'Etat	998 780 000	998 780 000	797 682 677	79,87	797 682 677	79,87	797 682 677	79,87	797 682 677	79,87
56-Cour des Comptes	1 791 500 000	1 791 500 000	1 513 668 494	84,49	1 513 668 494	84,49	1 512 469 543	84,42	1 512 469 543	84,42
57-Cour de Cassation	1 646 690 000	1 646 690 000	1 160 480 844	70,47	1 160 309 744	70,46	1 160 179 797	70,46	1 160 179 797	70,46
58-Commission Electorale Nationale Indépendante	498 365 000	498 365 000	498 365 000	100,00	440 221 000	88,33	440 221 000	88,33	440 221 000	88,33
59-Commission de l'Informatique et des Libertés	498 999 000	498 999 000	480 297 496	96,25	480 297 496	96,25	480 297 496	96,25	480 297 496	96,25
61-Commission Nationale des Droits Humains	484 797 000	484 797 000	424 868 615	87,64	413 437 418	85,28	360 114 734	74,28	360 114 734	74,28
99-Dépenses Communes Interministérielles	364 982 109 000	386 307 802 268	300 778 597 013	77,86	299 850 838 281	77,62	297 266 470 958	76,95	297 266 470 958	76,95
Total général	3 199 472 780 000	3 221 070 941 268	2 417 587 275 801	75,06	2 405 477 910 019	74,68	2 288 853 125 467	71,06	2 288 654 990 166	71,05

Source : SI-N@folo, SIGASPE et SYGADE

**Annexe 2: Situation d'exécution des dépenses de personnel par ministère et institution 30 septembre 2025 (en FCFA)**

MINISTERES ET INSTITUTIONS	CP_INIT	CP_AJUST*	ENGAGES VISES		ENGAGES COMPTABILISÉS		LIQUIDES		ORDONNANCES	
			Montant	Taux	Montant	Taux	Montant	Taux	Montant	Taux
	a	b	c	d=c/b	e	f=g/b	g	h=g/e	i	j=l/b
01-Présidence du Faso	5 723 095 000	5 723 095 000	4 345 417 820	75,93	4 345 417 820	75,93	4 339 884 765	99,87	4 339 884 765	75,83
02-Secrétariat Général du Gouvernement et du Conseil des Ministres	709 577 000	709 577 000	571 831 331	80,59	571 831 331	80,59	569 545 662	99,60	569 545 662	80,27
03-Prématuration	2 048 868 000	2 048 868 000	1 210 974 936	59,10	1 210 974 936	59,10	1 210 297 207	99,94	1 210 297 207	59,07
09-Ministère de l'Administration Territoriale et de la Mobilité	32 089 352 000	32 089 352 000	18 194 609 495	56,70	18 194 609 495	56,70	18 161 404 342	99,82	18 158 218 372	56,59
10-Ministère de la Justice et des Droits Humains, Chargé des Relations avec les Institutions	28 106 017 000	28 106 017 000	21 113 887 440	75,12	21 113 887 440	75,12	21 109 257 562	99,98	21 109 257 562	75,11
11-Ministère de la Défense et des Anciens Combattants	321 009 832 000	321 009 832 000	240 720 135 026	74,99	240 720 135 026	74,99	240 720 135 026	100,00	240 720 135 026	74,99
12-Ministère des Affaires Etrangères, de la Coopération Régionale et des Burkinabé de l'Extérieur	12 000 000 000	12 000 000 000	8 638 349 608	71,99	8 638 349 608	71,99	8 615 892 673	99,74	8 608 459 341	71,74
13-Ministère de la Sécurité	97 957 150 000	97 957 150 000	67 904 801 543	69,32	67 904 801 543	69,32	67 885 723 817	99,97	67 885 723 817	69,30
14-Ministère de l'Economie et des Finances	44 860 029 000	44 860 029 000	26 557 949 938	59,20	26 557 949 938	59,20	26 530 908 796	99,90	26 530 908 796	59,14
17-Ministère de la Fonction Publique, du Travail et de la Protection Sociale	3 981 756 000	3 981 756 000	2 848 429 466	71,54	2 848 429 466	71,54	2 848 350 678	100,00	2 848 350 678	71,54
18-Ministère de la Communication, de la Culture des Arts et du Tourisme	5 709 508 000	5 709 508 000	3 350 469 285	58,68	3 350 469 285	58,68	3 350 088 083	99,99	3 350 088 083	58,68
20-Ministère des Sports, de la Jeunesse et de l'Emploi	5 727 600 000	5 727 600 000	3 570 451 874	62,34	3 570 451 874	62,34	3 570 451 874	100,00	3 570 451 874	62,34
21-Ministère de la Santé	106 515 249 000	106 515 249 000	68 143 183 525	63,98	68 143 183 525	63,98	68 098 318 759	99,93	68 097 602 580	63,93
22-Ministère de l'Action Humanitaire et de la Solidarité Nationale	10 204 428 000	10 204 428 000	5 298 683 783	51,93	5 298 683 783	51,93	5 295 006 271	99,93	5 295 006 271	51,89
23-Ministère de l'Enseignement de Base, de l'Alphabétisation et de la Promotion des Langues Nationales	385 462 948 000	385 462 948 000	253 203 267 526	65,69	253 198 404 716	65,69	252 689 781 606	99,80	252 689 781 606	65,55
24-Ministère de l'Enseignement Supérieur, de la Recherche et de l'Innovation	12 357 599 000	12 357 599 000	10 847 853 562	87,78	10 847 853 562	87,78	10 801 665 267	99,57	10 801 665 267	87,41
25-Ministère de l'Industrie, du Commerce et de l'Artisanat	2 617 446 000	2 617 446 000	1 807 827 742	69,07	1 807 827 742	69,07	1 807 827 742	100,00	1 807 827 742	69,07
26-Ministère de l'Energie, des Mines et des Carrières	2 090 015 000	2 090 015 000	1 523 311 272	72,89	1 523 311 272	72,89	1 517 472 911	99,62	1 517 472 911	72,61
27-Ministère Agriculture, des Ressources Animales et Halieutiques	21 527 444 000	21 527 444 000	13 825 386 040	64,22	13 825 386 040	64,22	13 777 048 461	99,65	13 777 048 461	64,00
30-Ministère des Infrastructures et du Désenclavement	2 967 513 000	2 967 513 000	2 404 838 034	81,04	2 404 838 034	81,04	2 404 736 398	100,00	2 404 736 398	81,04
31-Ministère de la Transition digitale, des Postes et des Communications Electroniques	2 341 286 000	2 341 286 000	1 464 073 309	62,53	1 464 073 309	62,53	1 464 073 309	100,00	1 464 073 309	62,53
37-Ministère de l'Enseignement Secondaire, de la Formation Professionnelle et Technique	130 484 300 000	130 484 300 000	145 388 976 511	111,42	145 377 966 598	111,41	145 365 380 151	99,99	145 365 380 151	111,40
38-Ministère de l'Urbanisme et de l'Habitat	2 737 559 000	2 737 559 000	1 915 712 407	69,98	1 915 712 407	69,98	1 904 044 145	99,39	1 904 044 145	69,55
42-Ministère de l'Environnement, de l'Eau et de l'Assainissement	20 240 365 000	20 240 365 000	16 131 891 057	79,70	16 131 891 057	79,70	16 089 610 613	99,74	16 087 782 532	79,48
50-Grande Chancellerie des Ordres Burkinabè	177 314 000	177 314 000	200 026 719	112,81	200 026 719	112,81	200 026 719	100,00	200 026 719	112,81
51-Conseil Supérieur de la Communication	435 233 000	435 233 000	346 998 577	79,73	346 998 577	79,73	346 998 577	100,00	346 998 577	79,73
52-Autorité Supérieure de Contrôle d'Etat et de Lutte Contre la Corruption	1 068 457 000	1 068 457 000	689 516 977	64,53	689 516 977	64,53	689 516 977	100,00	689 516 977	64,53
54-Conseil Constitutionnel	516 512 000	516 512 000	357 116 726	69,14	357 116 726	69,14	356 440 918	99,81	356 440 918	69,01
55-Conseil d'Etat	811 707 000	811 707 000	610 609 677	75,23	610 609 677	75,23	610 609 677	100,00	610 609 677	75,23
56-Cour des Comptes	1 227 965 000	1 227 965 000	1 011 978 484	82,41	1 011 978 484	82,41	1 011 838 624	99,99	1 011 838 624	82,40
57-Cour de Cassation	1 246 594 000	1 246 594 000	809 888 801	64,97	809 888 801	64,97	809 888 801	100,00	809 888 801	64,97
61-Commission Nationale des Droits Humains	123 664 000	123 664 000	138 562 568	112,05	138 562 568	112,05	138 562 568	100,00	138 562 568	112,05
99-Dépenses Communes Interministérielles	9 523 618 000	9 523 618 000	0	0,00	0	0,00	0		0	0,00
<b>Total général</b>	<b>1 274 600 000 000</b>	<b>1 274 600 000 000</b>	<b>925 147 011 059</b>	<b>72,58</b>	<b>925 131 138 336</b>	<b>72,58</b>	<b>924 290 788 979</b>	<b>99,91</b>	<b>924 277 625 417</b>	<b>72,52</b>

**Source : SIGASPE et SI-N@folo**

**Annexe 3: Situation d'exécution des dépenses d'acquisition des biens et services par ministère et institution au 30 septembre 2025 (en FCFA)**

MINISTERES ET INSTITUTIONS	CP_INIT	CP_AJUST*	ENGAGES VISES		ENGAGES COMPTABILISÉS		LIQUIDES		ORDONNANCES	
			Montant	Taux	Montant	Taux	Montant	Taux	Montant	Taux
	a	b	c	d=c/b	e	f=e/b	g	h=g/e	i	j=i/b
01-Présidence du Faso	7 879 768 000	7 658 069 000	7 176 740 016	93,71	7 152 101 496	93,39	6 206 945 663	86,78	6 206 945 663	81,05
02-Secrétariat Général du Gouvernement et du Conseil des Ministres	661 369 000	661 369 000	451 458 871	68,26	451 458 871	68,26	339 053 349	75,10	339 053 349	51,27
03-Primature	1 727 627 000	1 757 462 474	1 175 905 629	66,91	1 042 496 763	59,32	980 969 351	94,10	980 969 351	55,82
09-Ministère de l'Administration Territoriale et de la Mobilité	6 921 597 000	6 948 859 800	3 911 778 532	56,29	3 671 353 672	52,83	3 234 018 455	88,09	3 234 018 455	46,54
10-Ministère de la Justice et des Droits Humains, Chargé des Relations avec les Institutions	6 042 415 000	6 127 477 000	4 309 035 698	70,32	4 254 589 372	69,43	3 391 454 478	79,71	3 391 454 478	55,35
11-Ministère de la Défense et des Anciens Combattants	27 118 069 000	27 118 069 000	18 656 647 232	68,80	18 656 647 232	68,80	18 656 647 232	100,00	18 656 647 232	68,80
12-Ministère des Affaires Etrangères, de la Coopération Régionale et des Burkinabé de l'Extérieur	16 844 495 000	16 864 495 000	13 945 822 375	82,69	13 916 715 375	82,52	12 691 898 940	91,20	12 529 445 940	74,29
13-Ministère de la Sécurité	6 285 513 000	6 285 513 000	5 695 363 484	90,61	5 612 191 625	89,29	4 991 680 392	88,94	4 991 680 392	79,42
14-Ministère de l'Economie et des Finances	34 374 988 000	34 059 679 000	28 569 495 782	83,88	28 211 076 288	82,83	27 499 364 901	97,48	27 499 364 901	80,74
17-Ministère de la Fonction Publique, du Travail et de la Protection Sociale	5 836 290 000	5 820 574 803	3 738 454 817	64,23	3 691 123 855	63,42	3 168 514 157	85,84	3 169 088 157	54,45
18-Ministère de la Communication, de la Culture des Arts et du Tourisme	3 475 965 000	3 491 865 000	2 921 728 805	83,67	2 877 194 535	82,40	2 611 219 860	90,76	2 611 219 860	74,78
20-Ministère des Sports, de la Jeunesse et de l'Emploi	6 512 419 000	6 553 119 000	5 167 040 116	78,85	5 006 313 685	76,40	4 523 676 998	90,36	4 523 676 998	69,03
21-Ministère de la Santé	29 245 432 000	29 092 239 500	20 852 082 212	71,68	19 150 732 814	65,83	16 941 016 239	88,46	16 936 516 242	58,22
22-Ministère de l'Action Humanitaire et de la Solidarité Nationale	2 007 693 000	2 017 693 000	1 154 490 066	57,22	1 129 532 443	55,98	922 860 411	81,70	922 860 411	45,74
23-Ministère de l'Enseignement de Base, de l'Alphabétisation et de la Promotion des Langues Nationales	23 423 965 000	24 288 343 889	19 541 352 170	80,46	19 224 468 608	79,15	16 067 653 924	83,58	16 067 653 924	66,15
24-Ministère de l'Enseignement Supérieur, de la Recherche et de l'Innovation	5 423 218 000	5 423 218 000	2 153 387 298	39,71	2 105 415 482	38,82	1 574 859 184	74,80	1 574 859 184	29,04
25-Ministère de l'Industrie, du Commerce et de l'Artisanat	676 312 000	751 171 000	522 094 588	69,50	497 811 113	66,27	442 979 233	88,99	442 979 233	58,97
26-Ministère de l'Energie, des Mines et des Carrières	946 495 000	946 495 000	375 983 453	39,72	375 983 453	39,72	310 012 987	82,45	310 012 987	32,75
27-Ministère Agriculture, des Ressources Animales et Halieutiques	2 308 477 000	2 307 551 000	1 216 201 450	52,71	1 192 263 166	51,67	1 034 459 490	86,76	1 034 459 490	44,83
30-Ministère des Infrastructures et du Désenclavement	1 959 889 000	1 959 889 000	1 484 324 368	75,74	1 458 070 918	74,40	1 091 634 527	74,87	1 086 283 785	55,43
31-Ministère de la Transition digitale, des Postes et des Communications Electroniques	781 966 000	781 966 000	430 672 263	55,08	425 553 263	54,42	394 453 785	92,69	394 453 785	50,44
37-Ministère de l'Enseignement Secondaire, de la Formation Professionnelle et Technique	26 041 320 000	25 856 524 669	22 946 007 610	88,74	22 883 570 018	88,50	20 246 994 555	88,48	20 246 994 555	78,31
38-Ministère de l'Urbanisme et de l'Habitat	803 541 000	803 541 000	700 120 021	87,13	696 653 861	86,70	482 661 199	69,28	482 661 199	60,07
42-Ministère de l'Environnement, de l'Eau et de l'Assainissement	1 788 692 000	1 788 692 000	1 149 867 564	64,29	1 118 318 560	62,52	1 025 582 434	91,71	1 025 182 434	57,31
50-Grande Chancellerie des Ordres Burkinabè	754 433 000	754 433 000	714 029 500	94,64	714 029 500	94,64	704 029 500	98,60	704 029 500	93,32
51-Conseil Supérieur de la Communication	608 526 000	608 526 000	522 914 345	85,93	522 914 345	85,93	517 449 345	98,95	517 449 345	85,03
52-Autorité Supérieure de Contrôle d'Etat et de Lutte Contre la Corruption	603 985 000	603 985 000	406 790 584	67,35	406 790 584	67,35	333 199 643	81,91	333 199 643	55,17
54-Conseil Constitutionnel	383 581 000	383 581 000	320 901 514	83,66	318 694 514	83,08	283 530 638	88,97	283 530 638	73,92
55-Conseil d'Etat	187 073 000	187 073 000	187 073 000	100,00	187 073 000	100,00	187 073 000	100,00	187 073 000	100,00
56-Cour des Comptes	503 535 000	503 535 000	441 690 010	87,72	441 690 010	87,72	440 630 919	99,76	440 630 919	87,51
57-Cour de Cassation	275 096 000	275 096 000	225 592 043	82,00	225 420 943	81,94	225 290 996	99,94	225 290 996	81,90
58-Commission Electorale Nationale Indépendante	262 264 000	262 264 000	262 264 000	100,00	204 120 000	77,83	204 120 000	100,00	204 120 000	77,83
59-Commission de l'Informatique et des Libertés	419 512 000	419 512 000	419 512 000	100,00	419 512 000	100,00	419 512 000	100,00	419 512 000	100,00
61-Commission Nationale des Droits Humains	214 384 000	214 581 000	141 760 047	66,06	130 328 850	60,74	77 006 166	59,09	77 006 166	35,89
99-Dépenses Communes Interministérielles	16 989 181 000	16 989 181 000	10 769 127 956	63,39	10 613 628 934	62,47	9 524 613 291	89,74	9 524 613 291	56,06
<b>Total général</b>	<b>240 289 085 000</b>	<b>240 565 643 135</b>	<b>182 657 709 419</b>	<b>75,93</b>	<b>178 985 839 148</b>	<b>74,40</b>	<b>161 747 067 242</b>	<b>90,37</b>	<b>161 574 937 503</b>	<b>67,16</b>

Source : SI-N@folo



**Annexe 4: Situation d'exécution des dépenses de transferts courants par ministère et institution au 30 septembre 2025 (en FCFA)**

MINISTERES ET INSTITUTIONS	CP_INIT	CP_AJUST*	ENGAGES VISES		ENGAGES COMPTABILISÉS		LIQUIDES		ORDONNANCES	
			Montant	Taux	Montant	Taux	Montant	Taux	Montant	Taux
	a	b	c	d=c/b	e	f=e/b	g	h=g/e	i	j=i/b
01-Présidence du Faso	4 886 885 000	5 011 885 000	3 435 406 000	68,55	3 435 406 000	68,55	3 385 406 000	98,54	3 385 406 000	67,55
03-Primature	3 759 434 000	3 729 598 526	3 278 031 743	87,89	3 200 892 783	85,82	3 182 252 176	99,42	3 182 252 176	85,32
04-Parlement	8 000 000 000	8 000 000 000	4 000 000 000	50,00	4 000 000 000	50,00	4 000 000 000	100,00	4 000 000 000	50,00
06-Coneil National de Sécurité d'Etat	13 263 811 000	13 263 811 000	13 263 811 000	100,00	13 263 811 000	100,00	13 263 811 000	100,00	13 263 811 000	100,00
09-Ministère de l' Administration Territoriale et de la Mobilité	8 468 621 000	8 441 358 200	6 076 840 302	71,99	5 544 514 125	65,68	5 520 400 132	99,57	5 520 400 132	65,40
10-Ministère de la Justice et des Droits Humains, Chargé des Relations avec les Institutions	1 602 113 000	1 517 051 000	1 166 000 000	76,86	1 166 000 000	76,86	1 166 000 000	100,00	1 166 000 000	76,86
11-Ministère de la Défense et des Anciens Combattants	15 904 845 000	15 904 845 000	11 928 633 750	75,00	11 928 633 750	75,00	11 928 633 750	100,00	11 928 633 750	75,00
12-Ministère des Affaires Etrangères, de la Coopération Régionale et des Burkinabé de l'Extérieur	4 021 289 000	4 001 289 000	2 974 078 600	74,33	2 974 078 600	74,33	2 908 557 600	97,80	2 900 315 600	72,48
13-Ministère de la Sécurité	13 115 810 000	13 115 810 000	13 097 103 755	99,86	13 096 162 255	99,85	13 063 005 346	99,75	13 063 005 346	99,60
14-Ministère de l'Economie et des Finances	41 225 365 000	41 540 674 000	24 432 105 855	58,81	24 321 289 855	58,55	22 597 675 724	92,91	22 597 675 724	54,40
17-Ministère de la Fonction Publique, du Travail et de la Protection Sociale	7 298 744 000	7 298 744 000	6 286 680 500	86,13	6 286 680 500	86,13	6 286 136 000	99,99	6 286 136 000	86,13
18-Ministère de la Communication, de la Culture des Arts et du Tourisme	12 666 188 000	12 650 288 000	12 650 288 000	100,00	12 353 001 000	97,65	12 353 001 000	100,00	12 353 001 000	97,65
20-Ministère des Sports, de la Jeunesse et de l'Emploi	4 838 532 000	4 788 532 000	4 614 079 500	96,36	3 947 309 500	82,43	3 947 309 500	100,00	3 947 309 500	82,43
21-Ministère de la Santé	96 765 636 000	94 099 860 500	83 820 986 511	89,08	83 820 986 511	89,08	83 753 931 453	99,92	83 753 931 453	89,01
22-Ministère de l'Action Humanitaire et de la Solidarité Nationale	11 124 040 000	11 114 040 000	10 372 067 000	93,32	10 372 067 000	93,32	10 257 067 000	98,89	10 257 067 000	92,29
23-Ministère de l'Enseignement de Base, de l'Alphabétisation et de la Promotion des Langues Nationales	34 198 354 000	32 177 072 011	28 433 514 054	88,37	28 430 216 563	88,36	9 980 503 758	35,11	9 980 503 758	31,02
24-Ministère de l'Enseignement Supérieur, de la Recherche et de l'Innovation	80 172 423 000	80 172 423 000	75 007 790 000	93,56	75 007 790 000	93,56	75 007 790 000	100,00	75 007 790 000	93,56
25-Ministère de l'Industrie, du Commerce et de l'Artisanat	27 476 849 000	27 401 990 000	26 878 804 500	98,09	26 878 804 500	98,09	26 878 804 500	100,00	26 878 804 500	98,09
26-Ministère de l'Energie, des Mines et des Carrières	2 904 675 000	2 904 675 000	2 021 961 500	69,61	2 021 961 500	69,61	2 021 961 500	100,00	2 021 961 500	69,61
27-Ministère Agriculture, des Ressources Animales et Halieutiques	3 435 849 000	3 435 849 000	2 698 797 500	78,55	2 698 797 500	78,55	2 698 797 500	100,00	2 698 797 500	78,55
30-Ministère des Infrastructures et du Désenclavement	468 592 000	468 592 000	468 591 838	100,00	468 591 838	100,00	468 591 838	100,00	468 591 838	100,00
31-Ministère de la Transition digitale, des Postes et des Communications Electroniques	1 696 508 000	1 696 508 000	764 844 000	45,08	698 244 000	41,16	698 244 000	100,00	698 244 000	41,16
37-Ministère de l'Enseignement Secondaire, de la Formation Professionnelle et Technique	24 051 188 000	24 218 383 331	22 681 051 089	93,65	21 274 699 111	87,85	19 003 970 040	89,33	19 003 970 040	78,47
38-Ministère de l'Urbanisme et de l'Habitat	190 000 000	190 000 000	190 000 000	100,00	190 000 000	100,00	190 000 000	100,00	190 000 000	100,00
42-Ministère de l'Environnement, de l'Eau et de l'Assainissement	2 905 247 000	2 905 247 000	2 439 428 400	83,97	2 439 428 400	83,97	2 439 428 400	100,00	2 439 428 400	83,97
51-Conseil Supérieur de la Communication	135 524 000	135 524 000	135 524 000	100,00	135 524 000	100,00	135 524 000	100,00	135 524 000	100,00
57-Cour de Cassation	125 000 000	125 000 000	125 000 000	100,00	125 000 000	100,00	125 000 000	100,00	125 000 000	100,00
58-Commission Electorale Nationale Indépendante	236 101 000	236 101 000	236 101 000	100,00	236 101 000	100,00	236 101 000	100,00	236 101 000	100,00
59-Commission de l'Informatique et des Libertés	79 487 000	79 487 000	60 785 496	76,47	60 785 496	76,47	60 785 496	100,00	60 785 496	76,47
61-Commission Nationale des Droits Humains	146 749 000	146 552 000	144 546 000	98,63	144 546 000	98,63	144 546 000	100,00	144 546 000	98,63
99-Dépenses Communes Interministérielles	117 450 000 000	117 450 000 000	106 538 379 460	90,71	106 538 379 460	90,71	106 538 379 460	100,00	106 538 379 460	90,71
<b>Total général</b>	<b>542 613 859 000</b>	<b>538 221 189 568</b>	<b>470 221 231 353</b>	<b>87,37</b>	<b>467 059 702 247</b>	<b>86,78</b>	<b>444 241 614 173</b>	<b>95,11</b>	<b>444 233 372 173</b>	<b>82,54</b>

Source : SI-N@folo

**Annexe 5: Situation d'exécution des dépenses d'investissement exécuté par l'Etat, par ministère et institution au 30 septembre 2025 (en FCFA)**

MINISTERES ET INSTITUTIONS	AE_INIT	AE_AJUST	CP_INIT	CP_AJUST*	ENGAGES VISES		ENGAGES COMPTABILISÉS		LIQUIDES		ORDONNANCES	
					Montant	Taux	Montant	Taux	Montant	Taux	Montant	Taux
	a	b	c	d	e	f=e/d	g	h=g/d	i	j=i/g	k	l=k/d
01-Présidence du Faso	20 209 283 000	20 209 283 000	24 842 854 000	24 939 553 000	19 409 553 000	77,83	19 409 553 000	77,83	19 409 553 000	100,00	19 409 553 000	77,83
02-Secrétariat Général du Gouvernement et du Conseil des Ministres	65 000 000	65 000 000	65 000 000	65 000 000	46 199 000	71,08	46 199 000	71,08	46 199 000	100,00	46 199 000	71,08
03-Primature	0	75 500 000	0	75 500 000	0	0,00	0	0,00	0		0	0,00
04-Parlement	0	0	2 000 000 000	2 000 000 000	1 000 000 000	50,00	1 000 000 000	50,00	1 000 000 000	100,00	1 000 000 000	50,00
06-Concil National de Sécurité d'Etat	8 412 538 000	8 412 538 000	8 412 538 000	8 412 538 000	8 412 538 000	100,00	8 412 538 000	100,00	8 412 538 000	100,00	8 412 538 000	100,00
09-Ministère de l'Administration Territoriale et de la Mobilité	11 987 329 000	11 987 329 000	12 755 914 000	12 755 914 000	1 969 041 391	15,44	1 821 667 989	14,28	571 775 454	31,39	571 775 454	4,48
10-Ministère de la Justice et des Droits Humains, Chargé des Relations avec les Institutions	15 373 899 000	15 373 899 000	2 443 409 000	2 443 409 000	1 476 522 309	60,43	1 476 522 309	60,43	485 589 844	32,89	485 589 844	19,87
11-Ministère de la Défense et des Anciens Combattants	79 939 273 000	79 939 273 000	154 389 273 000	154 389 273 000	111 835 520 166	72,44	111 835 520 166	72,44	111 835 520 166	100,00	111 835 520 166	72,44
12-Ministère des Affaires Etrangères, de la Coopération Régionale et des Burkinabé de l'Extérieur	1 950 000 000	1 950 000 000	1 950 000 000	1 950 000 000	1 388 837 450	71,22	1 388 837 450	71,22	1 257 214 950	90,52	1 257 214 950	64,47
13-Ministère de la Sécurité	8 779 100 000	8 779 100 000	11 935 750 000	11 935 750 000	8 264 953 287	69,25	7 652 767 856	64,12	2 996 481 458	39,16	2 996 481 458	25,11
14-Ministère de l'Economie et des Finances	8 553 427 000	8 553 427 000	13 109 217 000	13 109 217 000	7 770 912 969	59,28	7 609 060 604	58,04	7 180 715 113	94,37	7 180 715 113	54,78
17-Ministère de la Fonction Publique, du Travail et de la Protection Sociale	1 125 000 000	1 125 000 000	31 255 408 000	31 271 123 197	696 964 197	2,23	40 064 097	0,13	16 378 000	40,88	16 378 000	0,05
18-Ministère de la Communication, de la Culture des Arts et du Tourisme	6 596 943 000	6 596 943 000	6 651 143 000	6 651 143 000	6 151 134 784	92,48	6 151 134 784	92,48	5 851 143 000	95,12	5 851 143 000	87,97
20-Ministère des Sports, de la Jeunesse et de l'Emploi	3 039 783 000	3 039 783 000	5 781 289 000	5 790 589 000	3 628 580 251	62,66	3 624 353 501	62,59	1 233 561 753	34,04	1 233 561 753	21,30
21-Ministère de la Santé	20 891 989 000	20 891 989 000	83 893 789 000	86 712 757 000	75 739 880 727	87,35	74 771 244 909	86,23	69 311 769 915	92,70	69 311 769 915	79,93
22-Ministère de l'Action Humanitaire et de la Solidarité Nationale	3 095 000 000	3 095 000 000	7 534 910 000	7 534 910 000	4 488 301 828	59,57	4 469 869 828	59,32	3 373 529 821	75,47	3 373 529 821	44,77
23-Ministère de l'Enseignement de Base, de l'Alphabétisation et de la Promotion des Langues Nationales	9 312 493 000	9 312 493 000	14 590 552 000	15 747 455 100	13 071 132 989	83,00	12 855 228 714	81,63	2 370 763 411	18,44	2 370 763 411	15,05
24-Ministère de l'Enseignement Supérieur, de la Recherche et de l'Innovation	10 843 649 000	10 818 649 000	13 241 683 000	13 216 683 000	6 926 333 912	52,41	6 537 367 920	49,46	2 203 389 653	33,70	2 203 389 653	16,67
25-Ministère de l'Industrie, du Commerce et de l'Artisanat	525 000 000	525 000 000	525 000 000	525 000 000	375 524 163	71,53	228 106 138	43,45	188 597 832	82,68	188 597 832	35,92
26-Ministère de l'Energie, des Mines et des Carrières	1 240 616 000	1 240 616 000	1 995 508 000	1 995 508 000	19 000 000	0,95	19 000 000	0,95	15 800 000	83,16	15 800 000	0,79
27-Ministère Agricuture, des Ressources Animales et Halieutiques	52 031 575 000	52 168 823 000	75 704 664 000	75 927 558 000	57 931 415 431	76,30	57 673 578 198	75,96	28 421 796 014	49,28	28 421 796 014	37,43
30-Ministère des Infrastructures et du Désenclavement	18 875 747 000	18 875 747 000	53 920 649 000	53 920 649 000	37 655 826 728	69,84	37 649 741 728	69,82	32 755 441 472	87,00	32 755 441 472	60,75
31-Ministère de la Transition digitale, des Postes et des Communications Electroniques	5 279 158 000	5 279 158 000	6 643 398 000	6 643 398 000	1 708 450 770	25,72	1 454 698 123	21,90	113 635 000	7,81	113 635 000	1,71
37-Ministère de l'Enseignement Secondaire, de la Formation Professionnelle et Technique	4 341 080 000	4 341 080 000	3 481 979 000	3 499 579 000	1 912 563 560	54,65	1 859 232 281	53,13	590 122 708	31,74	590 122 708	16,86
38-Ministère de l'Urbanisme et de l'Habitat	470 000 000	470 000 000	488 000 000	488 000 000	127 799 700	26,19	127 799 700	26,19	127 799 700	100,00	127 799 700	26,19
42-Ministère de l'Environnement, de l'Eau et de l'Assainissement	18 398 649 000	18 398 649 000	39 174 112 000	39 174 112 000	24 087 098 830	61,49	23 492 165 175	59,97	17 604 712 671	74,94	17 604 712 671	44,93
51-Conseil Supérieur de la Communication	8 867 000	8 867 000	8 867 000	8 867 000	8 834 988	99,64	8 834 988	99,64	8 834 988	100,00	8 834 988	99,64
52-Autorité Supérieure de Contrôle d'Etat et de Lutte Contre la Corruption	0	0	148 358 000	148 358 000	0	0,00	0	0,00	0		0	0,00
56-Cour des Comptes	60 000 000	60 000 000	60 000 000	60 000 000	60 000 000	100,00	60 000 000	100,00	60 000 000	100,00	60 000 000	100,00
99-Dépenses Communes Interministérielles	15 800 000 000	16 440 299 468	204 519 310 000	222 845 003 268	167 152 788 396	75,01	166 380 528 686	74,66	165 234 171 768	99,31	165 234 171 768	74,15
<b>Total général</b>	<b>327 205 398 000</b>	<b>328 033 445 468</b>	<b>781 522 574 000</b>	<b>804 236 846 565</b>	<b>563 315 708 826</b>	<b>70,04</b>	<b>558 055 615 144</b>	<b>69,39</b>	<b>482 677 034 691</b>	<b>86,49</b>	<b>482 672 434 691</b>	<b>60,02</b>

Source : SI-N@fola

**Annexe 6 : Situation d'exécution des Crédits de paiement par ministère et institution et par programme budgétaire, hors charges dette, dépenses de personnel, et financements extérieurs au 30 septembre 2025 (en FCFA)**

SECTION/PROGRAMME	CP_INIT	CP_AJUST*	ENGAGES VISES		ENGAGES COMPTABILISÉS		LIQUIDES		ORDONNANCES	
			Montant	Taux	Montant	Taux	Montant	Taux	Montant	Taux
	a	b	c	d=c/b	e	f=e/b	g	h=g/e	i	j=i/b
<b>01-Présidence du Faso</b>	37 609 507 000	37 609 507 000	30 021 699 016	79,82	29 997 060 496	79,76	29 001 904 663	96,68	29 001 904 663	77,11
001-Pilotage de l'action présidentielle	34 275 936 000	34 275 936 000	26 688 128 016	77,86	26 663 489 496	77,79	25 668 333 663	96,27	25 668 333 663	74,89
002-Lutte contre le VIH, le Sida et les IST	3 333 571 000	3 333 571 000	3 333 571 000	100,00	3 333 571 000	100,00	3 333 571 000	100,00	3 333 571 000	100,00
<b>02-Secrétariat Général du Gouvernement et du Conseil des Ministres</b>	726 369 000	726 369 000	497 657 871	68,51	497 657 871	68,51	385 252 349	77,41	385 252 349	53,04
004-Organisation du travail gouvernemental	726 369 000	726 369 000	497 657 871	68,51	497 657 871	68,51	385 252 349	77,41	385 252 349	53,04
<b>03-Primature</b>	5 487 061 000	5 562 561 000	4 453 937 372	80,07	4 243 389 546	76,28	4 163 221 527	98,11	4 163 221 527	74,84
005-Orientation de l'action gouvernementale	1 082 350 000	1 089 850 000	765 201 931	70,21	685 478 028	62,90	674 569 571	98,41	674 569 571	61,90
006-Pilotage et soutien aux services de la Primature	830 277 000	932 287 474	588 285 961	63,10	478 227 095	51,30	421 376 883	88,11	421 376 883	45,20
007-Supervision des secteurs stratégiques	645 314 000	611 303 526	594 458 312	97,24	576 358 759	94,28	564 370 589	97,92	564 370 589	92,32
008-Promotion du capital humain	2 929 120 000	2 929 120 000	2 505 991 168	85,55	2 503 325 664	85,46	2 502 904 484	99,98	2 502 904 484	85,45
<b>04-Parlement</b>	10 000 000 000	10 000 000 000	5 000 000 000	50,00	5 000 000 000	50,00	5 000 000 000	100,00	5 000 000 000	50,00
134-Fonction parlementaire	10 000 000 000	10 000 000 000	5 000 000 000	50,00	5 000 000 000	50,00	5 000 000 000	100,00	5 000 000 000	50,00
<b>06-Coneil National de Sécurité d'Etat</b>	21 676 349 000	21 676 349 000	21 676 349 000	100,00	21 676 349 000	100,00	21 676 349 000	100,00	21 676 349 000	100,00
165-Sécurité d'Etat	21 676 349 000	21 676 349 000	21 676 349 000	100,00	21 676 349 000	100,00	21 676 349 000	100,00	21 676 349 000	100,00
<b>09-Ministère de l'Administration Territoriale et de la Mobilité</b>	28 146 132 000	28 146 132 000	11 957 660 225	42,48	11 037 535 786	39,22	9 326 194 041	84,50	9 326 194 041	33,13
011-Administration du territoire	2 231 730 000	2 231 730 000	929 413 886	41,65	826 832 076	37,05	669 106 171	80,92	669 106 171	29,98
013-Protection civile	3 871 525 000	3 871 525 000	3 411 923 658	88,13	2 861 711 314	73,92	1 609 085 779	56,23	1 609 085 779	41,56
014-Décentralisation	5 282 176 000	5 282 176 000	4 216 647 759	79,83	4 214 708 759	79,79	4 195 738 354	99,55	4 195 738 354	79,43
015-Etat civil et identification des personnes	70 542 000	70 542 000	23 516 090	33,34	21 706 090	30,77	16 446 950	75,77	16 446 950	23,32
016-Pilotage et soutien aux services du Ministère	4 936 064 000	4 936 064 000	2 378 173 545	48,18	2 182 534 650	44,22	1 927 219 729	88,30	1 927 219 729	39,04
098-Transports et météorologie	10 385 706 000	10 385 706 000	125 994 328	1,21	125 494 328	1,21	122 418 398	97,55	122 418 398	1,18
099-Mobilité et sécurité routière	980 678 000	980 678 000	801 125 758	81,69	740 622 118	75,52	726 207 209	98,05	726 207 209	74,05
157-Affaires religieuses, coutumières et traditionnelles	387 711 000	387 711 000	70 865 201	18,28	63 926 451	16,49	59 971 451	93,81	59 971 451	15,47
<b>10-Ministère de la Justice et des Droits Humains, Chargé des Relations avec les Institutions</b>	10 087 937 000	10 087 937 000	6 951 558 007	68,91	6 897 111 681	68,37	5 043 044 322	73,12	5 043 044 322	49,99
017-Administration judiciaire	4 672 839 000	4 672 839 000	2 959 183 150	63,33	2 925 314 890	62,60	1 868 342 191	63,87	1 868 342 191	39,98
018-Administration pénitentiaire	3 741 360 000	3 741 360 000	2 940 380 480	78,59	2 928 945 374	78,29	2 466 522 803	84,21	2 466 522 803	65,93
019-Droits humains	316 945 000	316 945 000	174 764 380	55,14	169 844 380	53,59	117 679 740	69,29	117 679 740	37,13
020-Citoyenneté et paix	404 491 000	404 491 000	157 748 408	39,00	153 525 448	37,96	84 251 462	54,88	84 251 462	20,83
021-Pilotage et soutien aux services du Ministère	859 802 000	859 802 000	653 883 589	76,05	653 883 589	76,05	444 198 126	67,93	444 198 126	51,66
124-Relations avec les Institutions	92 500 000	92 500 000	65 598 000	70,92	65 598 000	70,92	62 050 000	94,59	62 050 000	67,08
<b>11-Ministère de la Défense et des Anciens Combattants</b>	197 412 187 000	197 412 187 000	142 420 801 148	72,14	142 420 801 148	72,14	142 420 801 148	100,00	142 420 801 148	72,14
022-Défense	118 566 250 000	118 566 250 000	88 341 354 166	74,51	88 341 354 166	74,51	88 341 354 166	100,00	88 341 354 166	74,51
023-Préparation et emploi des forces	46 739 159 000	46 739 159 000	34 021 035 916	72,79	34 021 035 916	72,79	34 021 035 916	100,00	34 021 035 916	72,79
024-Equipement des forces	2 964 122 000	3 233 739 000	2 204 470 918	68,17	2 204 470 918	68,17	2 204 470 918	100,00	2 204 470 918	68,17
025-Appui à la sécurité publique et à la protection civile	3 401 057 000	3 401 057 000	2 550 792 750	75,00	2 550 792 750	75,00	2 550 792 750	100,00	2 550 792 750	75,00
026-Renforcement du lien Armée-Nation	1 475 992 000	1 475 992 000	1 106 994 000	75,00	1 106 994 000	75,00	1 106 994 000	100,00	1 106 994 000	75,00
027-Pilotage et soutien aux services du Ministère	24 265 607 000	23 995 990 000	14 196 153 398	59,16	14 196 153 398	59,16	14 196 153 398	100,00	14 196 153 398	59,16
<b>12-Ministère des Affaires Etrangères, de la Coopération Régionale et des Burkinabé de l'Extérieur</b>	22 815 784 000	22 815 784 000	18 308 738 425	80,25	18 279 631 425	80,12	16 857 671 490	92,22	16 886 976 490	73,14
028-Coopération bilatérale	7 892 800 000	8 322 800 000	6 974 296 600	83,80	6 974 296 600	83,80	6 898 329 000	98,91	6 735 876 000	80,93
029-Coopération multilatérale	5 594 439 000	5 194 439 000	4 393 987 000	84,59	4 393 987 000	84,59	4 053 408 900	92,25	4 053 408 900	78,03
030-Pilotage et soutien aux services du Ministère	5 392 868 000	5 392 868 000	3 727 352 987	69,12	3 715 752 987	68,90	3 164 617 985	85,17	3 156 375 985	58,53
137-Intégration Africaine	467 400 000	467 400 000	388 132 605	83,04	385 300 605	82,43	141 972 198	36,85	141 972 198	30,37
158-Diaspora et migration internationale	3 042 657 000	3 012 657 000	2 537 573 021	84,23	2 522 898 021	83,74	2 476 881 021	98,18	2 476 881 021	82,22
159-Protection internationale et consulaire	425 620 000	425 620 000	287 396 212	67,52	287 396 212	67,52	122 462 386	42,61	122 462 386	28,77

SECTION/PROGRAMME	CP_INIT	CP_AJUST*	ENGAGES VISES		ENGAGES COMPTABILISÉS		LIQUIDES		ORDONNANCES	
			Montant	Taux	Montant	Taux	Montant	Taux	Montant	Taux
	a	b	c	d=c/b	e	f=e/b	g	h=g/e	i	j=i/b
<b>13-Ministère de la Sécurité</b>	<b>31 337 073 000</b>	<b>31 337 073 000</b>	<b>27 057 420 526</b>	<b>86,34</b>	<b>26 361 121 736</b>	<b>84,12</b>	<b>21 051 167 196</b>	<b>79,86</b>	<b>21 051 167 196</b>	<b>67,18</b>
010-Sureté de l'Etat	8 893 858 000	8 893 858 000	8 779 528 658	98,71	8 551 518 884	96,15	8 394 488 000	98,16	8 394 488 000	94,39
012-Sécurité intérieure	21 147 160 000	21 147 160 000	17 172 188 640	81,20	16 761 904 373	79,26	11 776 119 076	70,26	11 776 119 076	55,69
139-Pilotage et soutien aux services du Ministère	1 296 055 000	1 296 055 000	1 105 703 228	85,31	1 047 698 479	80,84	880 560 120	84,05	880 560 120	67,94
<b>14-Ministère de l'Economie et des Finances</b>	<b>88 709 570 000</b>	<b>88 709 570 000</b>	<b>60 772 514 606</b>	<b>68,51</b>	<b>60 141 426 747</b>	<b>67,80</b>	<b>57 277 755 738</b>	<b>95,24</b>	<b>57 277 755 738</b>	<b>64,57</b>
032-Pilotage de l'Economie et du développement	36 675 738 000	37 100 610 737	22 906 341 954	61,74	22 853 191 954	61,60	22 298 252 366	97,57	22 298 252 366	60,10
033-Mobilisation des ressources	11 112 165 000	11 112 165 000	6 197 769 232	55,77	6 197 769 232	55,77	5 417 475 905	87,41	5 417 475 905	48,75
034-Gestion budgétaire, tenue des comptes publics, exercice de la tutelle et supervision des systèmes financiers	3 222 051 000	3 300 051 000	1 372 451 401	41,59	1 251 413 435	37,92	1 086 114 794	86,79	1 086 114 794	32,91
036-Contrôle, audit et sauvegarde des intérêts de l'Etat	2 510 799 000	2 510 799 000	1 678 106 247	66,84	1 677 106 247	66,80	1 456 938 860	86,87	1 456 938 860	58,03
038-Pilotage et soutien aux services du Ministère	35 188 817 000	34 685 944 263	28 617 845 772	82,51	28 161 945 879	81,19	27 018 973 813	95,94	27 018 973 813	77,90
<b>17-Ministère de la Fonction Publique, du Travail et de la Protection Sociale</b>	<b>44 390 442 000</b>	<b>44 390 442 000</b>	<b>10 722 099 514</b>	<b>24,15</b>	<b>10 017 868 452</b>	<b>22,57</b>	<b>9 471 028 157</b>	<b>94,54</b>	<b>9 471 028 157</b>	<b>21,34</b>
042-Ressources humaines de l'administration publique	7 974 686 000	7 974 686 000	6 015 373 907	75,43	5 331 190 127	66,85	5 018 381 990	94,13	5 018 955 990	62,94
043-Réforme de l'administration	225 000 000	225 000 000	186 836 500	83,04	186 836 500	83,04	186 292 000	99,71	186 292 000	82,80
044-Travail décent	35 097 909 000	35 097 909 000	3 944 045 451	11,24	3 927 046 169	11,19	3 863 133 378	98,37	3 863 133 378	11,01
045-Pilotage et soutien aux services du Ministère	1 092 847 000	1 092 847 000	575 843 656	52,69	572 795 656	52,41	403 220 789	70,40	403 220 789	36,90
<b>18-Ministère de la Communication, de la Culture des Arts et du Tourisme</b>	<b>22 793 296 000</b>	<b>22 793 296 000</b>	<b>21 723 151 589</b>	<b>95,31</b>	<b>21 381 330 319</b>	<b>93,81</b>	<b>20 815 363 860</b>	<b>97,35</b>	<b>20 815 363 860</b>	<b>91,32</b>
039-Culture	4 292 132 000	4 292 132 000	3 777 204 380	88,00	3 655 410 410	85,17	3 651 605 510	99,90	3 651 605 510	85,08
040-Tourisme	3 193 354 000	3 193 354 000	3 175 450 870	99,44	3 049 955 870	95,51	2 747 404 186	90,08	2 747 404 186	86,04
046-Communication	10 285 459 000	10 285 459 000	10 254 247 561	99,70	10 252 002 261	99,67	10 242 543 261	99,91	10 242 543 261	99,58
047-Pilotage et soutien aux services du Ministère	5 022 351 000	5 022 351 000	4 516 248 778	89,92	4 423 961 778	88,09	4 173 810 903	94,35	4 173 810 903	83,10
<b>20-Ministère des Sports, de la Jeunesse et de l'Emploi</b>	<b>17 132 240 000</b>	<b>17 132 240 000</b>	<b>13 409 699 867</b>	<b>78,27</b>	<b>12 577 976 686</b>	<b>73,42</b>	<b>9 704 548 251</b>	<b>77,16</b>	<b>9 704 548 251</b>	<b>56,64</b>
052-Sport et loisirs	11 892 686 000	11 892 686 000	9 407 969 473	79,11	9 160 234 473	77,02	6 728 794 159	73,46	6 728 794 159	56,58
054-Pilotage et soutien aux services du Ministère	1 593 727 000	1 593 727 000	1 099 383 519	68,98	1 007 473 088	63,21	729 826 777	72,44	729 826 777	45,79
101-Jeunesse et éducation permanente	1 132 215 000	1 132 215 000	860 929 280	76,04	845 705 680	74,69	687 536 620	81,30	687 536 620	60,72
103-Promotion de l'emploi	2 513 612 000	2 513 612 000	2 041 417 595	81,21	1 564 563 445	62,24	1 558 390 695	99,61	1 558 390 695	62,00
<b>21-Ministère de la Santé</b>	<b>209 904 857 000</b>	<b>209 904 857 000</b>	<b>180 412 949 450</b>	<b>85,95</b>	<b>177 742 964 234</b>	<b>84,68</b>	<b>170 006 717 607</b>	<b>95,65</b>	<b>170 006 717 607</b>	<b>80,99</b>
055-Offre de soin	74 377 095 000	74 377 095 000	65 880 323 321	88,58	64 976 274 786	87,36	60 854 800 893	93,66	60 854 800 893	81,82
056-Santé publique	96 760 189 000	96 760 189 000	88 082 129 824	91,03	87 576 868 882	90,51	85 277 176 421	97,37	85 276 176 424	88,13
057-Pilotage et soutien aux services du Ministère	15 220 687 000	15 220 687 000	9 592 070 685	63,02	9 520 597 617	62,55	8 529 380 248	89,59	8 525 880 248	56,02
146-Accès aux produits de santé	23 546 886 000	23 546 886 000	16 858 425 620	71,60	15 669 222 949	66,54	15 345 360 045	97,93	15 345 360 045	65,17
<b>22-Ministère de l'Action Humanitaire et de la Solidarité Nationale</b>	<b>20 666 643 000</b>	<b>20 666 643 000</b>	<b>16 014 858 894</b>	<b>77,49</b>	<b>15 971 469 271</b>	<b>77,28</b>	<b>14 553 457 232</b>	<b>91,12</b>	<b>14 553 457 232</b>	<b>70,42</b>
048-Femme et du genre	799 509 000	799 509 000	550 764 294	68,89	544 551 894	68,11	406 919 241	74,73	406 919 241	50,90
049-Enfance et famille	4 960 120 000	4 960 120 000	2 794 809 966	56,35	2 785 779 588	56,16	2 684 621 141	96,37	2 684 621 141	54,12
050-Solidarité nationale, gestion des catastrophes et des crises humanitaires	13 450 662 000	13 450 662 000	11 699 461 979	86,98	11 671 315 134	86,77	10 535 431 553	90,27	10 535 431 553	78,33
051-Pilotage et soutien aux services du Ministère	1 456 352 000	1 456 352 000	969 822 655	66,59	969 822 655	66,59	926 485 297	95,53	926 485 297	63,62
<b>23-Ministère de l'Enseignement de Base, de l'Alphabétisation et de la Promotion des Langues Nationales</b>	<b>72 212 871 000</b>	<b>72 212 871 000</b>	<b>61 045 999 213</b>	<b>84,54</b>	<b>60 509 913 885</b>	<b>83,79</b>	<b>28 418 921 093</b>	<b>46,97</b>	<b>28 418 921 093</b>	<b>39,35</b>
058-Accès à l'éducation formelle	11 960 011 000	11 960 011 000	8 406 899 471	70,29	8 235 869 562	68,86	3 397 021 398	41,25	3 397 021 398	28,40
059-Qualité de l'éducation formelle	16 491 152 000	16 491 152 000	14 745 366 577	89,41	14 621 982 455	88,67	12 273 693 696	83,94	12 273 693 696	74,43
060-Education non formelle et promotion des langues nationales	3 146 000 000	3 146 000 000	2 867 218 439	91,14	2 863 920 948	91,03	2 441 284 536	85,24	2 441 284 536	77,60
061-Pilotage et soutien aux services du Ministère	3 841 985 000	3 841 985 000	2 812 003 854	73,19	2 789 208 984	72,60	2 061 255 826	73,90	2 061 255 826	53,65
160-Evaluation et certification dans l'éducation formelle et non formelle	8 916 883 000	8 916 883 000	7 809 317 040	87,58	7 768 635 981	87,12	7 556 444 342	97,27	7 556 444 342	84,74
161-Fourniture de services sociaux dans l'éducation	27 856 840 000	27 856 840 000	24 405 193 832	87,61	24 230 295 955	86,98	689 221 295	2,84	689 221 295	2,47
<b>24-Ministère de l'Enseignement Supérieur, de la Recherche et de l'Innovation</b>	<b>98 837 324 000</b>	<b>98 812 324 000</b>	<b>84 087 511 210</b>	<b>85,10</b>	<b>83 650 573 402</b>	<b>84,66</b>	<b>78 786 038 837</b>	<b>94,18</b>	<b>78 786 038 837</b>	<b>79,73</b>
062-Enseignement supérieur	44 415 268 000	44 390 268 000	39 461 978 390	88,90	39 276 242 606	88,48	35 214 027 350	89,66	35 214 027 350	79,33
063-Fourniture des services sociaux aux étudiants	35 352 179 000	35 352 179 000	30 930 084 000	87,49	30 918 720 600	87,46	30 896 504 000	99,93	30 896 504 000	87,40
064-Recherche scientifique et technologique	9 998 883 000	9 998 883 000	9 178 747 000	91,80	9 178 747 000	91,80	9 173 747 000	99,95	9 173 747 000	91,75
065-Pilotage et soutien aux services du Ministère	8 249 175 000	8 249 175 000	4 191 390 582	50,81	4 093 767 488	49,63	3 409 992 034	83,30	3 409 992 034	41,34
066-Valorisation des résultats de la recherche et de l'innovation	821 819 000	821 819 000	325 311 238	39,58	183 095 708	22,28	91 768 453	50,12	91 768 453	11,17

SECTION/PROGRAMME	CP_INIT	CP_AJUST*	ENGAGES VISES		ENGAGES COMPTABILISÉS		LIQUIDES		ORDONNANCES	
			Montant	Taux	Montant	Taux	Montant	Taux	Montant	Taux
	a	b	c	d=c/b	e	f=e/b	g	h=g/e	i	j=i/b
<b>25-Ministère de l'Industrie, du Commerce et de l'Artisanat</b>	<b>28 678 161 000</b>	<b>28 678 161 000</b>	<b>27 776 423 251</b>	<b>96,86</b>	<b>27 604 721 751</b>	<b>96,26</b>	<b>27 510 381 565</b>	<b>99,66</b>	<b>27 510 381 565</b>	<b>95,93</b>
067-Industrie	481 185 000	481 185 000	321 046 643	66,72	198 127 618	41,17	189 929 595	95,86	189 929 595	39,47
068-Commerce	25 729 801 000	25 729 801 000	25 694 967 100	99,86	25 689 414 600	99,84	25 683 858 600	99,98	25 683 858 600	99,82
069-Artisanat	721 887 000	721 887 000	561 028 020	77,72	540 253 020	74,84	506 228 034	93,70	506 228 034	70,13
070-Secteur privé	1 032 917 000	1 032 917 000	706 195 014	68,37	704 509 694	68,21	700 048 044	99,37	700 048 044	67,77
071-Pilotage et soutien aux services du Ministère	712 371 000	712 371 000	493 186 474	69,23	472 416 819	66,32	430 317 292	91,09	430 317 292	60,41
<b>26-Ministère de l'Energie, des Mines et des Carrières</b>	<b>5 846 678 000</b>	<b>5 846 678 000</b>	<b>2 416 944 953</b>	<b>41,34</b>	<b>2 416 944 953</b>	<b>41,34</b>	<b>2 347 774 487</b>	<b>97,14</b>	<b>2 347 774 487</b>	<b>40,16</b>
072-Mines	1 369 309 000	1 369 309 000	1 090 559 568	79,64	1 090 559 568	79,64	1 057 882 165	97,00	1 057 882 165	77,26
073-Energie	3 698 349 000	3 698 349 000	756 228 250	20,45	756 228 250	20,45	736 034 750	97,33	736 034 750	19,90
074-Pilotage et soutien aux services du Ministère	345 296 000	345 296 000	184 474 135	53,42	184 474 135	53,42	169 774 522	92,03	169 774 522	49,17
138-Carrières	433 724 000	433 724 000	385 683 000	88,92	385 683 000	88,92	384 083 050	99,59	384 083 050	88,55
<b>27-Ministère Agriculture, des Ressources Animales et Halieutiques</b>	<b>81 448 990 000</b>	<b>81 670 958 000</b>	<b>61 846 414 381</b>	<b>75,73</b>	<b>61 564 638 864</b>	<b>75,38</b>	<b>32 155 053 004</b>	<b>52,23</b>	<b>32 155 053 004</b>	<b>39,37</b>
075-Aménagements hydro-agricoles et irrigations	26 101 303 000	26 323 271 000	20 739 261 640	78,79	20 706 003 807	78,66	7 068 112 274	34,14	7 068 112 274	26,85
076-Prévention et gestion des crises alimentaires et nutritionnelles	9 087 362 000	9 087 362 000	4 626 503 192	50,91	4 626 503 192	50,91	2 201 129 961	47,58	2 201 129 961	24,22
077-Economie agricole	4 430 276 000	4 430 276 000	3 776 803 136	85,25	3 737 020 985	84,35	3 587 697 500	96,00	3 587 697 500	80,98
078-Développement durable des productions agricoles	23 404 500 000	23 404 500 000	21 079 597 587	90,07	21 079 597 587	90,07	13 023 845 436	61,78	13 023 845 436	55,65
079-Sécurisations foncières, formation professionnelle agricole et organisation du monde rural	2 760 000 000	2 760 000 000	1 965 496 498	71,21	1 845 553 998	66,87	1 129 129 367	61,18	1 129 129 367	40,91
080-Pilotage et soutien aux services du Ministère	6 681 528 000	6 703 028 000	3 569 850 320	53,26	3 529 828 636	52,66	2 766 664 354	78,38	2 766 664 354	41,27
081-Sécurisation et gestion durable des ressources pastorales	1 663 466 000	1 641 966 000	1 179 796 747	71,85	1 179 796 747	71,85	302 565 525	25,65	302 565 525	18,43
082-Productivité et compétitivité des productions animales	3 765 632 000	3 765 632 000	2 095 553 020	55,65	2 095 553 020	55,65	559 308 870	26,69	559 308 870	14,85
083-Santé animale et santé publique vétérinaire	2 569 210 000	2 569 210 000	1 985 405 853	77,28	1 937 634 504	75,42	1 176 755 874	60,73	1 176 755 874	45,80
084-Développement des productions halieutiques et aquacoles	985 713 000	985 713 000	828 146 388	84,01	827 146 388	83,91	339 843 843	41,09	339 843 843	34,48
<b>30-Ministère des Infrastructures et du Désenclavement</b>	<b>56 349 130 000</b>	<b>56 349 130 000</b>	<b>39 608 742 934</b>	<b>70,29</b>	<b>39 576 404 484</b>	<b>70,23</b>	<b>34 315 667 837</b>	<b>86,71</b>	<b>34 310 317 095</b>	<b>60,89</b>
091-Sauvegarde du patrimoine routier, ferroviaire, aéroportuaire, maritime et cartographique	14 525 244 000	14 525 244 000	4 588 888 403	31,59	4 564 629 053	31,43	910 147 317	19,94	908 647 317	6,26
092-Développement du réseau routier classé, de voirie urbaine et des infrastructures ferroviaires, aéroportuaires, maritimes et cartographiques	33 826 927 000	33 826 927 000	32 904 372 938	97,27	32 904 372 938	97,27	31 798 991 938	96,64	31 798 991 938	94,00
093-Développement de réseau de pistes rurales	5 889 673 000	5 889 673 000	398 358 526	6,76	398 358 526	6,76	183 200 270	45,99	183 200 270	3,11
094-Pilotage et soutien aux services du Ministère	2 107 286 000	2 107 286 000	1 717 123 067	81,49	1 709 043 967	81,10	1 423 328 312	83,28	1 419 477 570	67,36
<b>31-Ministère de la Transition digitale, des Postes et des Communications Electroniques</b>	<b>9 121 872 000</b>	<b>9 121 872 000</b>	<b>2 903 967 033</b>	<b>31,84</b>	<b>2 578 495 386</b>	<b>28,27</b>	<b>1 206 332 785</b>	<b>46,78</b>	<b>1 206 332 785</b>	<b>13,22</b>
095-Développement d'infrastructures de communications électroniques	1 338 152 000	1 338 152 000	1 047 912 050	78,31	794 159 403	59,35	95 343 000	12,01	95 343 000	7,12
096-Appui au sous-secteur postal	606 170 000	606 170 000	3 930 000	0,65	3 930 000	0,65	3 480 000	88,55	3 480 000	0,57
097-Pilotage et soutien aux services du Ministère	850 827 000	850 827 000	469 296 983	55,16	397 577 983	46,73	365 485 785	91,93	365 485 785	42,96
136-Transformation et écosystème numérique	6 326 723 000	6 326 723 000	1 382 828 000	21,86	1 382 828 000	21,86	742 024 000	53,66	742 024 000	11,73
<b>37-Ministère de l'Enseignement Secondaire, de la Formation Professionnelle et Technique</b>	<b>53 574 487 000</b>	<b>53 574 487 000</b>	<b>47 539 622 259</b>	<b>88,74</b>	<b>46 017 501 410</b>	<b>85,89</b>	<b>39 841 087 303</b>	<b>86,58</b>	<b>39 841 087 303</b>	<b>74,37</b>
102-Enseignement et formation techniques et professionnels	9 449 320 000	9 449 320 000	8 389 919 614	88,79	7 262 583 931	76,86	5 851 962 516	80,58	5 851 962 516	61,93
104-Pilotage et soutien aux services du Ministère	2 566 679 000	2 566 679 000	1 735 790 860	67,63	1 726 705 088	67,27	1 264 283 350	73,22	1 264 283 350	49,26
163-Enseignement secondaire général	33 947 738 000	33 947 738 000	30 816 018 065	90,77	30 430 318 671	89,64	27 614 189 376	90,75	27 614 189 376	81,34
164-Orientation, pratiques d'activités parascolaires et périscolaires et continuité éducative	7 610 750 000	7 610 750 000	6 597 893 720	86,69	6 597 893 720	86,69	5 110 652 061	77,46	5 110 652 061	67,15
<b>38-Ministère de l'Urbanisme et de l'Habitat</b>	<b>1 481 541 000</b>	<b>1 481 541 000</b>	<b>1 017 919 721</b>	<b>68,71</b>	<b>1 014 453 561</b>	<b>68,47</b>	<b>800 460 899</b>	<b>78,91</b>	<b>800 460 899</b>	<b>54,03</b>
105-Urbanisme et topographie	847 620 000	847 620 000	470 696 304	55,53	469 048 494	55,34	415 596 484	88,60	415 596 484	49,03
106-Architecture et construction	437 367 000	437 367 000	379 511 726	86,77	377 693 376	86,36	278 123 134	73,64	278 123 134	63,59
108-Pilotage et soutien aux services du Ministère	196 554 000	196 554 000	167 711 691	85,33	167 711 691	85,33	106 741 281	63,65	106 741 281	54,31

SECTION/PROGRAMME	CP_INIT	CP_AJUST*	ENGAGES VISES		ENGAGES COMPTABILISÉS		LIQUIDES		ORDONNANCES	
			Montant	Taux	Montant	Taux	Montant	Taux	Montant	Taux
	a	b	c	d=c/b	e	f=e/b	g	h=g/e	i	j=i/b
<b>42-Ministère de l'Environnement, de l'Eau et de l'Assainissement</b>	<b>43 868 051 000</b>	<b>43 868 051 000</b>	<b>27 676 394 794</b>	<b>63,09</b>	<b>27 049 912 135</b>	<b>61,66</b>	<b>21 069 723 505</b>	<b>77,89</b>	<b>21 064 723 505</b>	<b>48,02</b>
086-Ressources forestières et fauniques	5 333 200 000	5 333 200 000	4 225 731 617	79,23	4 221 401 467	79,15	3 504 221 313	83,01	3 504 221 313	65,71
087-Assainissement de l'environnement	3 082 419 000	3 082 419 000	1 826 423 003	59,25	1 779 502 268	57,73	1 280 815 729	71,98	1 280 415 729	41,54
088-Gouvernance environnementale et changement climatique	1 746 506 000	1 746 506 000	619 274 857	35,46	605 650 003	34,68	474 819 240	78,40	474 819 240	27,19
109-Aménagements hydrauliques	9 285 340 000	9 285 340 000	5 363 219 560	57,76	5 244 509 349	56,48	4 933 406 105	94,07	4 933 406 105	53,13
110-Gestion intégrée des ressources en eau	2 577 066 000	2 577 066 000	1 771 675 567	68,75	1 691 987 167	65,66	1 263 090 487	74,65	1 263 090 487	49,01
111-Approvisionnement en eau potable	16 376 013 000	16 376 013 000	9 516 078 137	58,11	9 215 726 243	56,28	5 427 573 047	58,89	5 422 973 047	33,12
113-Pilotage et soutien aux services du Ministère	5 467 507 000	5 467 507 000	4 353 992 053	79,63	4 291 135 638	78,48	4 185 797 584	97,55	4 185 797 584	76,56
<b>50-Grande Chancellerie des Ordres Burkinabè</b>	<b>754 433 000</b>	<b>754 433 000</b>	<b>714 029 500</b>	<b>94,64</b>	<b>714 029 500</b>	<b>94,64</b>	<b>704 029 500</b>	<b>98,60</b>	<b>704 029 500</b>	<b>93,32</b>
114-Ordres burkinabè	754 433 000	754 433 000	714 029 500	94,64	714 029 500	94,64	704 029 500	98,60	704 029 500	93,32
<b>51-Conseil Supérieur de la Communication</b>	<b>752 917 000</b>	<b>752 917 000</b>	<b>667 273 333</b>	<b>88,63</b>	<b>667 273 333</b>	<b>88,63</b>	<b>661 808 333</b>	<b>99,18</b>	<b>661 808 333</b>	<b>87,90</b>
115-Régulation du secteur de la communication	752 917 000	752 917 000	667 273 333	88,63	667 273 333	88,63	661 808 333	99,18	661 808 333	87,90
<b>52-Autorité Supérieure de Contrôle d'Etat et de Lutte Contre la Corruption</b>	<b>752 343 000</b>	<b>752 343 000</b>	<b>406 790 584</b>	<b>54,07</b>	<b>406 790 584</b>	<b>54,07</b>	<b>333 199 643</b>	<b>81,91</b>	<b>333 199 643</b>	<b>44,29</b>
116-Contrôle d'Etat et lutte contre la corruption	752 343 000	752 343 000	406 790 584	54,07	406 790 584	54,07	333 199 643	81,91	333 199 643	44,29
<b>54-Conseil Constitutionnel</b>	<b>383 581 000</b>	<b>383 581 000</b>	<b>320 901 514</b>	<b>83,66</b>	<b>318 694 514</b>	<b>83,08</b>	<b>283 530 638</b>	<b>88,97</b>	<b>283 530 638</b>	<b>73,92</b>
117-Coordination des actions du Conseil constitutionnel	383 581 000	383 581 000	320 901 514	83,66	318 694 514	83,08	283 530 638	88,97	283 530 638	73,92
<b>55-Conseil d'Etat</b>	<b>187 073 000</b>	<b>187 073 000</b>	<b>187 073 000</b>	<b>100,00</b>	<b>187 073 000</b>	<b>100,00</b>	<b>187 073 000</b>	<b>100,00</b>	<b>187 073 000</b>	<b>100,00</b>
118-Juridiction supérieure de l'ordre administratif	187 073 000	187 073 000	187 073 000	100,00	187 073 000	100,00	187 073 000	100,00	187 073 000	100,00
<b>56-Cour des Comptes</b>	<b>563 535 000</b>	<b>563 535 000</b>	<b>501 690 010</b>	<b>89,03</b>	<b>501 690 010</b>	<b>89,03</b>	<b>500 630 919</b>	<b>99,79</b>	<b>500 630 919</b>	<b>88,84</b>
119-Contrôle juridictionnel et contrôle de la gestion des finances publiques	563 535 000	563 535 000	501 690 010	89,03	501 690 010	89,03	500 630 919	99,79	500 630 919	88,84
<b>57-Cour de Cassation</b>	<b>400 096 000</b>	<b>400 096 000</b>	<b>350 592 043</b>	<b>87,63</b>	<b>350 420 943</b>	<b>87,58</b>	<b>350 290 996</b>	<b>99,96</b>	<b>350 290 996</b>	<b>87,55</b>
120-Juridiction supérieure de l'ordre judiciaire	400 096 000	400 096 000	350 592 043	87,63	350 420 943	87,58	350 290 996	99,96	350 290 996	87,55
<b>58-Commission Electorale Nationale Indépendante</b>	<b>498 365 000</b>	<b>498 365 000</b>	<b>498 365 000</b>	<b>100,00</b>	<b>440 221 000</b>	<b>88,33</b>	<b>440 221 000</b>	<b>100,00</b>	<b>440 221 000</b>	<b>88,33</b>
121-Elections	498 365 000	498 365 000	498 365 000	100,00	440 221 000	88,33	440 221 000	100,00	440 221 000	88,33
<b>59-Commission de l'Informatique et des Libertés</b>	<b>498 999 000</b>	<b>498 999 000</b>	<b>480 297 496</b>	<b>96,25</b>	<b>480 297 496</b>	<b>96,25</b>	<b>480 297 496</b>	<b>100,00</b>	<b>480 297 496</b>	<b>96,25</b>
122-Protection des personnes à l'égard du traitement des données à caractère personnel	498 999 000	498 999 000	480 297 496	96,25	480 297 496	96,25	480 297 496	100,00	480 297 496	96,25
<b>61-Commission Nationale des Droits Humains</b>	<b>361 133 000</b>	<b>361 133 000</b>	<b>286 306 047</b>	<b>79,28</b>	<b>274 874 850</b>	<b>76,11</b>	<b>221 552 166</b>	<b>80,60</b>	<b>221 552 166</b>	<b>61,35</b>
147-Défense des droits humains	361 133 000	361 133 000	286 306 047	79,28	274 874 850	76,11	221 552 166	80,60	221 552 166	61,35
<b>99-Dépenses Communes Interministérielles</b>	<b>355 458 491 000</b>	<b>376 784 184 268</b>	<b>300 778 597 013</b>	<b>79,83</b>	<b>299 850 838 281</b>	<b>79,58</b>	<b>297 266 470 958</b>	<b>99,14</b>	<b>297 266 470 958</b>	<b>78,90</b>
133-Dépenses communes interministérielles	355 458 491 000	376 784 184 268	300 778 597 013	79,83	299 850 838 281	79,58	297 266 470 958	99,14	297 266 470 958	78,90
<b>Total général</b>	<b>1 580 925 518 000</b>	<b>1 602 523 679 268</b>	<b>1 232 512 950 799</b>	<b>76,91</b>	<b>1 220 419 457 740</b>	<b>76,16</b>	<b>1 104 635 022 545</b>	<b>90,51</b>	<b>1 104 450 050 806</b>	<b>68,92</b>

Source : SI-N@folo



## Annexe 7: Situation d'exécution des autorisations d'engagement par ministères et institutions et par programmes budgétaires, hors financements extérieurs au 30 septembre 2025 (en FCFA)

SECTIONS/PROGRAMMES	AE INITIAL	AE AJUSTEES	ENGAGES VISES		ENGAGES COMPTABILISES	
			Montant	Taux	Montant	Taux
	a	b	c	d=c/b	e	f=e/b
<b>01-Présidence du Faso</b>	<b>20 209 283 000</b>	<b>20 209 283 000</b>	<b>12 991 444 000</b>	<b>64,28</b>	<b>12 991 444 000</b>	<b>64,28</b>
001-Pilotage de l'action présidentielle	20 209 283 000	20 209 283 000	12 991 444 000	64,28	12 991 444 000	64,28
<b>02-Secrétariat Général du Gouvernement et du Conseil des Ministres</b>	<b>65 000 000</b>	<b>65 000 000</b>	<b>46 199 000</b>	<b>71,08</b>	<b>46 199 000</b>	<b>71,08</b>
004-Organisation du travail gouvernemental	65 000 000	65 000 000	46 199 000	71,08	46 199 000	71,08
<b>03-Primature</b>	<b>0</b>	<b>75 500 000</b>	<b>0</b>	<b>0,00</b>	<b>0</b>	<b>0,00</b>
005-Orientation de l'action gouvernementale	0	69 500 000	0	0,00	0	0,00
006-Pilotage et soutien aux services de la Primature	0	6 000 000	0	0,00	0	0,00
<b>06-Conseil National de Sécurité d'Etat</b>	<b>8 412 538 000</b>	<b>8 412 538 000</b>	<b>8 412 538 000</b>	<b>100,00</b>	<b>8 412 538 000</b>	<b>100,00</b>
165-Sécurité d'Etat	8 412 538 000	8 412 538 000	8 412 538 000	100,00	8 412 538 000	100,00
<b>09-Ministère de l'Administration Territoriale et de la Mobilité</b>	<b>11 987 329 000</b>	<b>11 987 329 000</b>	<b>1 957 126 391</b>	<b>16,33</b>	<b>1 811 857 989</b>	<b>15,11</b>
011-Administration du territoire	187 550 000	187 550 000	0	0,00	0	0,00
013-Protection civile	1 900 000 000	1 900 000 000	1 869 094 806	98,37	1 797 639 289	94,61
015-Etat civil et identification des personnes	41 810 000	41 810 000	0	0,00	0	0,00
016-Pilotage et soutien aux services du Ministère	115 030 000	115 030 000	23 037 445	20,03	4 230 000	3,68
098-Transports et météorologie	9 582 939 000	9 582 939 000	0	0,00	0	0,00
099-Mobilité et sécurité routière	160 000 000	160 000 000	64 994 140	40,62	9 988 700	6,24
<b>10-Ministère de la Justice et des Droits Humains, Chargé des Relations avec les Institutions</b>	<b>15 373 899 000</b>	<b>15 373 899 000</b>	<b>912 137 980</b>	<b>5,93</b>	<b>912 137 980</b>	<b>5,93</b>
017-Administration judiciaire	15 373 899 000	15 373 899 000	912 137 980	5,93	912 137 980	5,93
<b>11-Ministère de la Défense et des Anciens Combattants</b>	<b>79 939 273 000</b>	<b>79 939 273 000</b>	<b>57 614 686 834</b>	<b>72,07</b>	<b>57 614 686 834</b>	<b>72,07</b>
022-Défense	56 510 000 000	56 510 000 000	42 382 500 000	75,00	42 382 500 000	75,00
023-Préparation et emploi des forces	10 212 484 000	10 212 484 000	7 659 363 000	75,00	7 659 363 000	75,00
024-Equipement des forces	2 841 383 000	3 111 000 000	2 112 416 668	67,90	2 112 416 668	67,90
025-Apui à la sécurité publique et à la protection civile	200 000 000	200 000 000	150 000 000	75,00	150 000 000	75,00
026-Renforcement du lien Armée-Nation	19 150 000	19 150 000	14 362 500	75,00	14 362 500	75,00
027-Pilotage et soutien aux services du Ministère	10 156 256 000	9 886 639 000	5 296 044 666	53,57	5 296 044 666	53,57
<b>12-Ministère des Affaires Etrangères, de la Coopération Régionale et des Burkinabé de l'Extérieur</b>	<b>1 950 000 000</b>	<b>1 950 000 000</b>	<b>236 845 450</b>	<b>12,15</b>	<b>236 845 450</b>	<b>12,15</b>
028-Coopération bilatérale	315 000 000	745 000 000	120 000 000	16,11	120 000 000	16,11
029-Coopération multilatérale	1 060 000 000	660 000 000	0	0,00	0	0,00
030-Pilotage et soutien aux services du Ministère	213 000 000	213 000 000	41 649 950	19,55	41 649 950	19,55
137-Intégration Africaine	112 000 000	112 000 000	75 195 500	67,14	75 195 500	67,14
158-Diaspora et migration internationale	250 000 000	220 000 000	0	0,00	0	0,00
<b>13-Ministère de la Sécurité</b>	<b>8 779 100 000</b>	<b>8 779 100 000</b>	<b>5 723 730 518</b>	<b>65,20</b>	<b>5 125 845 343</b>	<b>58,39</b>
010-Sûreté de l'Etat	500 000 000	500 000 000	385 670 658	77,13	157 660 884	31,53
012-Sécurité intérieure	8 254 100 000	8 254 100 000	5 334 209 860	64,62	4 964 334 459	60,14
139-Pilotage et soutien aux services du Ministère	25 000 000	25 000 000	3 850 000	15,40	3 850 000	15,40
<b>14-Ministère de l'Economie et des Finances</b>	<b>8 553 427 000</b>	<b>8 553 427 000</b>	<b>3 651 800 194</b>	<b>42,69</b>	<b>3 489 947 829</b>	<b>40,80</b>
032-Pilotage de l'Economie et du développement	2 662 000 000	2 662 000 000	2 162 000 000	81,22	2 162 000 000	81,22
033-Mobilisation des ressources	4 048 140 000	4 048 140 000	1 000 000 000	24,70	1 000 000 000	24,70
038-Pilotage et soutien aux services du Ministère	1 843 287 000	1 843 287 000	489 800 194	26,57	327 947 829	17,79
<b>17-Ministère de la Fonction Publique, du Travail et de la Protection Sociale</b>	<b>1 125 000 000</b>	<b>1 125 000 000</b>	<b>681 249 000</b>	<b>60,56</b>	<b>24 348 900</b>	<b>2,16</b>
042-Ressources humaines de l'administration publique	1 125 000 000	1 125 000 000	681 249 000	60,56	24 348 900	2,16
<b>18-Ministère de la Communication, de la Culture des Arts et du Tourisme</b>	<b>6 596 943 000</b>	<b>6 596 943 000</b>	<b>5 596 943 000</b>	<b>84,84</b>	<b>5 596 943 000</b>	<b>84,84</b>
039-Culture	500 000 000	500 000 000	0	0,00	0	0,00
040-Tourisme	2 096 943 000	2 096 943 000	1 596 943 000	76,16	1 596 943 000	76,16
046-Communication	4 000 000 000	4 000 000 000	4 000 000 000	100,00	4 000 000 000	100,00
<b>20-Ministère des Sports, de la Jeunesse et de l'Emploi</b>	<b>3 039 783 000</b>	<b>3 039 783 000</b>	<b>209 321 797</b>	<b>6,89</b>	<b>209 321 797</b>	<b>6,89</b>
052-Sport et loisirs	2 861 762 000	2 861 762 000	41 300 797	1,44	41 300 797	1,44
054-Pilotage et soutien aux services du Ministère	10 000 000	10 000 000	0	0,00	0	0,00
103-Promotion de l'emploi	168 021 000	168 021 000	168 021 000	100,00	168 021 000	100,00
<b>21-Ministère de la Santé</b>	<b>20 891 989 000</b>	<b>20 891 989 000</b>	<b>8 371 511 538</b>	<b>40,07</b>	<b>7 465 773 180</b>	<b>35,74</b>
055-Offre de soin	18 050 000 000	18 050 000 000	8 105 153 220	44,90	7 264 464 745	40,25
056-Santé publique	2 692 989 000	2 692 989 000	201 299 048	7,47	176 765 515	6,56
057-Pilotage et soutien aux services du Ministère	149 000 000	149 000 000	65 059 270	43,66	24 542 920	16,47
<b>22-Ministère de l'Action Humanitaire et de la Solidarité Nationale</b>	<b>3 095 000 000</b>	<b>3 095 000 000</b>	<b>783 929 174</b>	<b>25,33</b>	<b>773 969 174</b>	<b>25,01</b>
049-Enfance et famille	1 500 000 000	1 500 000 000	0	0,00	0	0,00
050-Solidarité nationale, gestion des catastrophes et des crises humanitaires	1 595 000 000	1 595 000 000	783 929 174	49,15	773 969 174	48,52
<b>23-Ministère de l'Enseignement de Base, de l'Alphabétisation et de la Promotion des Langues Nationales</b>	<b>9 312 493 000</b>	<b>9 312 493 000</b>	<b>5 963 766 388</b>	<b>64,04</b>	<b>5 747 805 633</b>	<b>61,72</b>
058-Accès à l'éducation formelle	6 732 250 000	6 732 250 000	4 716 200 910	70,05	4 580 013 734	68,03
059-Qualité de l'éducation formelle	672 000 000	672 000 000	337 618 228	50,24	291 603 124	43,39
060-Education non formelle et promotion des langues nationales	191 000 000	191 000 000	103 604 570	54,24	103 604 570	54,24
061-Pilotage et soutien aux services du Ministère	1 507 758 000	1 507 758 000	652 232 485	43,26	637 473 985	42,28
160-Evaluation et certification dans l'éducation formelle et non formelle	159 488 000	159 488 000	136 475 095	85,57	117 475 120	73,66
161-Fourniture de services sociaux dans l'éducation	50 000 000	50 000 000	17 635 100	35,27	17 635 100	35,27

SECTIONS/PROGRAMMES	AE INITIAL	AE AJUSTEES	ENGAGES VISES		ENGAGES COMPTABILISÉS	
			Montant	Taux	Montant	Taux
	a	b	c	d=c/b	e	f=e/b
<b>24-Ministère de l'Enseignement Supérieur, de la Recherche et de l'Innovation</b>	<b>10 843 649 000</b>	<b>10 818 649 000</b>	<b>2 474 908 511</b>	<b>22,88</b>	<b>2 152 401 019</b>	<b>19,90</b>
062-Enseignement supérieur	6 865 876 000	6 840 876 000	1 208 725 203	17,67	1 035 989 419	15,14
063-Fourniture des services sociaux aux étudiants	335 775 000	335 775 000	0	0,00	0	0,00
064-Recherche scientifique et technologique	2 138 306 000	2 138 306 000	1 067 820 000	49,94	1 067 820 000	49,94
065-Pilotage et soutien aux services du Ministère	670 442 000	670 442 000	122 606 278	18,29	48 591 600	7,25
066-Valorisation des résultats de la recherche et de l'innovation	833 250 000	833 250 000	75 757 030	9,09	0	0,00
<b>25-Ministère de l'Industrie, du Commerce et de l'Artisanat</b>	<b>525 000 000</b>	<b>525 000 000</b>	<b>218 681 578</b>	<b>41,65</b>	<b>71 263 553</b>	<b>13,57</b>
067-Industrie	250 000 000	250 000 000	148 432 598	59,37	25 513 573	10,21
068-Commerce	25 000 000	25 000 000	3 724 000	14,90	0	0,00
069-Artisanat	250 000 000	250 000 000	66 524 980	26,61	45 749 980	18,30
<b>26-Ministère de l'Energie, des Mines et des Carrières</b>	<b>1 240 616 000</b>	<b>1 240 616 000</b>	<b>0</b>	<b>0,00</b>	<b>0</b>	<b>0,00</b>
073-Energie	1 240 616 000	1 240 616 000	0	0,00	0	0,00
<b>27-Ministère Agriculture, des Ressources Animales et Halieutiques</b>	<b>52 031 575 000</b>	<b>52 168 823 000</b>	<b>43 370 524 456</b>	<b>83,13</b>	<b>43 210 034 607</b>	<b>82,83</b>
075-Aménagements hydro-agricoles et irrigations	22 402 558 000	22 539 806 000	18 795 823 692	83,39	18 795 823 692	83,39
076-Prévention et gestion des crises alimentaires et nutritionnelles	3 524 453 000	3 524 453 000	2 575 554 240	73,08	2 575 554 240	73,08
077-Economie agricole	2 722 204 000	2 722 204 000	2 522 302 000	92,66	2 522 302 000	92,66
078-Développement durable des productions agricoles	16 682 663 000	16 682 663 000	15 138 340 428	90,74	15 138 340 428	90,74
079-Sécurisations foncières, formation professionnelle agricole et organisation du monde rural	877 740 000	877 740 000	587 681 987	66,95	467 739 487	53,29
080-Pilotage et soutien aux services du Ministère	924 100 000	924 100 000	490 221 960	53,05	490 221 960	53,05
081-Sécurisation et gestion durable des ressources pastorales	1 155 100 000	1 155 100 000	1 067 998 361	92,46	1 067 998 361	92,46
082-Productivité et compétitivité des productions animales	1 817 753 000	1 817 753 000	687 974 312	37,85	687 974 312	37,85
083-Santé animale et santé publique vétérinaire	1 148 000 000	1 148 000 000	837 424 328	72,95	796 876 979	69,41
084-Développement des productions halieutiques et aquacoles	777 004 000	777 004 000	667 203 148	85,87	667 203 148	85,87
<b>30-Ministère des Infrastructures et du Désenclavement</b>	<b>18 875 747 000</b>	<b>18 875 747 000</b>	<b>3 919 643 109</b>	<b>20,77</b>	<b>3 913 558 109</b>	<b>20,73</b>
091-Sauvegarde du patrimoine routier, ferroviaire, aéroportuaire, maritime et cartographique	12 022 089 000	12 022 089 000	3 481 965 509	28,96	3 481 965 509	28,96
092-Développement du réseau routier classé, de voirie urbaine et des infrastructures ferroviaires, aéroportuaires, maritimes et cartographiques	800 759 000	800 759 000	20 000 000	2,50	20 000 000	2,50
093-Développement de réseau de pistes rurales	5 723 399 000	5 723 399 000	111 592 600	1,95	111 592 600	1,95
094-Pilotage et soutien aux services du Ministère	329 500 000	329 500 000	306 085 000	92,89	300 000 000	91,05
<b>31-Ministère de la Transition digitale, des Postes et des Communications Electroniques</b>	<b>5 279 158 000</b>	<b>5 279 158 000</b>	<b>956 015 770</b>	<b>18,11</b>	<b>702 263 123</b>	<b>13,30</b>
095-Developpement d'infrastructures de communications électroniques	1 000 000 000	1 000 000 000	950 819 050	95,08	697 066 403	69,71
097-Pilotage et soutien aux services du Ministère	15 225 000	15 225 000	5 196 720	34,13	5 196 720	34,13
136-Transformation et écosystème numérique	4 263 933 000	4 263 933 000	0	0,00	0	0,00
<b>37-Ministère de l'Enseignement Secondaire, de la Formation Professionnelle et Technique</b>	<b>4 341 080 000</b>	<b>4 341 080 000</b>	<b>1 836 528 675</b>	<b>42,31</b>	<b>1 783 197 396</b>	<b>41,08</b>
102-Enseignement et formation techniques et professionnels	2 773 773 000	2 773 773 000	927 172 944	33,43	927 172 944	33,43
104-Pilotage et soutien aux services du Ministère	513 057 000	513 057 000	170 452 720	33,22	166 352 720	32,42
163-Enseignement secondaire général	1 051 250 000	1 051 250 000	735 903 011	70,00	686 671 732	65,32
164-Orientation, pratiques d'activités parascolaires et périscolaires et continuité éducative	3 000 000	3 000 000	3 000 000	100,00	3 000 000	100,00
<b>38-Ministère de l'Urbanisme et de l'Habitat</b>	<b>470 000 000</b>	<b>470 000 000</b>	<b>0</b>	<b>0,00</b>	<b>0</b>	<b>0,00</b>
105-Urbanisme et topographie	470 000 000	470 000 000	0	0,00	0	0,00
<b>42-Ministère de l'Environnement, de l'Eau et de l'Assainissement</b>	<b>18 398 649 000</b>	<b>18 398 649 000</b>	<b>6 976 440 245</b>	<b>37,92</b>	<b>6 785 044 856</b>	<b>36,88</b>
086-Ressources forestières et fauniques	2 458 364 000	2 458 364 000	1 689 135 718	68,71	1 689 135 718	68,71
087-Assainissement de l'environnement	1 363 150 000	1 363 150 000	431 800 545	31,68	425 301 031	31,20
088-Gouvernance environnementale et changement climatique	1 112 000 000	1 112 000 000	108 891 518	9,79	108 891 518	9,79
109-Aménagements hydrauliques	1 487 248 000	1 487 248 000	0	0,00	0	0,00
110-Gestion intégrée des ressources en eau	936 185 000	936 185 000	393 945 038	42,08	353 440 338	37,75
111-Approvisionnement en eau potable	10 817 538 000	10 817 538 000	4 293 585 571	39,69	4 203 693 251	38,86
113-Pilotage et soutien aux services du Ministère	224 164 000	224 164 000	59 081 855	26,36	4 583 000	2,04
<b>51-Conseil Supérieur de la Communication</b>	<b>8 867 000</b>	<b>8 867 000</b>	<b>8 834 988</b>	<b>99,64</b>	<b>8 834 988</b>	<b>99,64</b>
115-Régulation du secteur de la communication	8 867 000	8 867 000	8 834 988	99,64	8 834 988	99,64
<b>56-Cour des Comptes</b>	<b>60 000 000</b>	<b>60 000 000</b>	<b>60 000 000</b>	<b>100,00</b>	<b>60 000 000</b>	<b>100,00</b>
119-Contrôle juridictionnel et contrôle de la gestion des finances publiques	60 000 000	60 000 000	60 000 000	100,00	60 000 000	100,00
<b>99-Dépenses Communes Interministérielles</b>	<b>30 800 000 000</b>	<b>34 440 299 468</b>	<b>124 797 986</b>	<b>0,36</b>	<b>0</b>	<b>0,00</b>
133-Dépenses communes interministérielles	30 800 000 000	34 440 299 468	124 797 986	0,36	0	0,00
<b>Total général</b>	<b>342 205 398 000</b>	<b>346 033 445 468</b>	<b>173 099 604 582</b>	<b>50,02</b>	<b>169 146 261 760</b>	<b>48,88</b>

Source : SI-N@fola

**Annexe 8: Situation d'exécution des CP des crédits délégués par ministère et institution et par nature de dépenses au 30 septembre 2025 (en FCFA)**

SECTION/NATURE DE DEPENSES	CP_INIT	CP_AJUST*	ENGAGES VISES		ENGAGES COMPTABILISÉS		LIQUIDES		ORDONNANCES	
			Montant	Taux	Montant	Taux	Montant	Taux	Montant	Taux
	a	b	c	d=c/b	e	f=e/b	g	h=g/e	i	j=i/b
<b>09-Ministère de l' Administration Territoriale et de la Mobilité</b>	<b>806 000 000</b>	<b>806 000 000</b>	<b>695 675 131</b>	<b>86,31</b>	<b>655 395 771</b>	<b>81,31</b>	<b>506 388 765</b>	<b>77,26</b>	<b>506 388 765</b>	<b>62,83</b>
3-Dépenses d'acquisition de biens et services	806 000 000	806 000 000	695 675 131	86,31	655 395 771	81,31	506 388 765	77,26	506 388 765	62,83
<b>10-Ministère de la Justice et des Droits Humains, Chargé des Relations avec les Institutions</b>	<b>1 416 783 000</b>	<b>1 419 833 000</b>	<b>1 242 677 313</b>	<b>87,52</b>	<b>1 188 230 987</b>	<b>83,69</b>	<b>1 015 675 742</b>	<b>85,48</b>	<b>1 015 675 742</b>	<b>71,53</b>
3-Dépenses d'acquisition de biens et services	1 416 783 000	1 419 833 000	1 242 677 313	87,52	1 188 230 987	83,69	1 015 675 742	85,48	1 015 675 742	71,53
<b>13-Ministère de la Sécurité</b>	<b>574 975 000</b>	<b>574 975 000</b>	<b>550 276 435</b>	<b>95,70</b>	<b>544 150 985</b>	<b>94,64</b>	<b>488 876 636</b>	<b>89,84</b>	<b>488 876 636</b>	<b>85,03</b>
3-Dépenses d'acquisition de biens et services	574 975 000	574 975 000	550 276 435	95,70	544 150 985	94,64	488 876 636	89,84	488 876 636	85,03
<b>14-Ministère de l'Economie et des Finances</b>	<b>904 034 000</b>	<b>1 343 034 000</b>	<b>1 193 898 943</b>	<b>88,90</b>	<b>1 168 785 068</b>	<b>87,03</b>	<b>1 020 852 438</b>	<b>87,34</b>	<b>1 020 852 438</b>	<b>76,01</b>
3-Dépenses d'acquisition de biens et services	904 034 000	904 034 000	820 658 301	90,78	795 544 426	88,00	708 109 604	89,01	708 109 604	78,33
4-Dépenses de transferts courants	0	439 000 000	373 240 642	85,02	373 240 642	85,02	312 742 834	83,79	312 742 834	71,24
<b>17-Ministère de la Fonction Publique, du Travail et de la Protection Sociale</b>	<b>340 000 000</b>	<b>340 000 000</b>	<b>245 080 277</b>	<b>72,08</b>	<b>228 450 555</b>	<b>67,19</b>	<b>177 651 018</b>	<b>77,76</b>	<b>178 225 018</b>	<b>52,42</b>
3-Dépenses d'acquisition de biens et services	340 000 000	340 000 000	245 080 277	72,08	228 450 555	67,19	177 651 018	77,76	178 225 018	52,42
<b>18-Ministère de la Communication, de la Culture des Arts et du Tourisme</b>	<b>312 601 000</b>	<b>312 601 000</b>	<b>225 345 815</b>	<b>72,09</b>	<b>221 311 545</b>	<b>70,80</b>	<b>201 070 295</b>	<b>90,85</b>	<b>201 070 295</b>	<b>64,32</b>
3-Dépenses d'acquisition de biens et services	312 601 000	312 601 000	225 345 815	72,09	221 311 545	70,80	201 070 295	90,85	201 070 295	64,32
<b>20-Ministère des Sports, de la Jeunesse et de l'Emploi</b>	<b>286 114 000</b>	<b>286 114 000</b>	<b>218 255 673</b>	<b>76,28</b>	<b>209 247 373</b>	<b>73,13</b>	<b>159 310 607</b>	<b>76,14</b>	<b>159 310 607</b>	<b>55,68</b>
3-Dépenses d'acquisition de biens et services	256 114 000	256 114 000	193 257 047	75,46	184 248 747	71,94	144 311 981	78,32	144 311 981	56,35
5-Investissements exécutés par l'Etat	30 000 000	30 000 000	24 998 626	83,33	24 998 626	83,33	14 998 626	60,00	14 998 626	50,00
<b>21-Ministère de la Santé</b>	<b>8 717 971 000</b>	<b>7 601 088 835</b>	<b>5 696 499 292</b>	<b>74,94</b>	<b>5 170 153 632</b>	<b>68,02</b>	<b>2 451 310 427</b>	<b>47,41</b>	<b>2 446 810 430</b>	<b>32,19</b>
3-Dépenses d'acquisition de biens et services	4 631 655 000	4 664 762 500	3 374 485 915	72,34	2 874 729 188	61,63	1 710 063 464	59,49	1 705 563 467	36,56
5-Investissements exécutés par l'Etat	4 086 316 000	2 936 326 335	2 322 013 377	79,08	2 295 424 444	78,17	741 246 963	32,29	741 246 963	25,24
<b>22-Ministère de l'Action Humanitaire et de la Solidarité Nationale</b>	<b>500 001 000</b>	<b>500 001 000</b>	<b>441 818 026</b>	<b>88,36</b>	<b>416 860 403</b>	<b>83,37</b>	<b>325 477 076</b>	<b>78,08</b>	<b>325 477 076</b>	<b>65,10</b>
3-Dépenses d'acquisition de biens et services	500 001 000	500 001 000	441 818 026	88,36	416 860 403	83,37	325 477 076	78,08	325 477 076	65,10
<b>23-Ministère de l'Enseignement de Base, de l'Alphabétisation et de la Promotion des Langues Nationales</b>	<b>14 808 297 000</b>	<b>18 783 157 309</b>	<b>16 351 908 983</b>	<b>87,06</b>	<b>16 042 775 354</b>	<b>85,41</b>	<b>15 212 901 372</b>	<b>94,83</b>	<b>15 212 901 372</b>	<b>80,99</b>
3-Dépenses d'acquisition de biens et services	12 689 595 000	16 079 595 298	14 218 923 358	88,43	13 992 804 319	87,02	13 410 729 514	95,84	13 410 729 514	83,40
4-Dépenses de transferts courants	1 409 217 000	1 837 177 011	1 620 399 552	88,20	1 617 102 061	88,02	1 473 803 758	91,14	1 473 803 758	80,22
5-Investissements exécutés par l'Etat	709 485 000	866 385 000	512 586 073	59,16	432 868 974	49,96	328 368 100	75,86	328 368 100	37,90
<b>24-Ministère de l'Enseignement Supérieur, de la Recherche et de l'Innovation</b>	<b>106 460 000</b>	<b>108 460 000</b>	<b>95 620 912</b>	<b>88,16</b>	<b>92 958 720</b>	<b>85,71</b>	<b>84 138 198</b>	<b>90,51</b>	<b>84 138 198</b>	<b>77,58</b>
3-Dépenses d'acquisition de biens et services	106 460 000	108 460 000	95 620 912	88,16	92 958 720	85,71	84 138 198	90,51	84 138 198	77,58
<b>25-Ministère de l'Industrie, du Commerce et de l'Artisanat</b>	<b>74 611 000</b>	<b>74 611 000</b>	<b>61 951 023</b>	<b>83,03</b>	<b>57 716 863</b>	<b>77,36</b>	<b>50 181 884</b>	<b>86,94</b>	<b>50 181 884</b>	<b>67,26</b>
3-Dépenses d'acquisition de biens et services	74 611 000	74 611 000	61 951 023	83,03	57 716 863	77,36	50 181 884	86,94	50 181 884	67,26
<b>26-Ministère de l'Energie, des Mines et des Carrières</b>	<b>125 000 000</b>	<b>125 000 000</b>	<b>0</b>	<b>0,00</b>	<b>0</b>	<b>0,00</b>	<b>0</b>	<b>-</b>	<b>0</b>	<b>0,00</b>
3-Dépenses d'acquisition de biens et services	125 000 000	125 000 000	0	0,00	0	0,00	0	-	0	0,00
<b>27-Ministère Agriculture, des Ressources Animales et Halieutiques</b>	<b>371 824 000</b>	<b>371 824 000</b>	<b>292 746 211</b>	<b>78,73</b>	<b>286 036 131</b>	<b>76,93</b>	<b>192 691 663</b>	<b>67,37</b>	<b>192 691 663</b>	<b>51,82</b>
3-Dépenses d'acquisition de biens et services	371 824 000	371 824 000	292 746 211	78,73	286 036 131	76,93	192 691 663	67,37	192 691 663	51,82
<b>30-Ministère des Infrastructures et du Désenclavement</b>	<b>319 490 000</b>	<b>319 490 000</b>	<b>236 445 154</b>	<b>74,01</b>	<b>222 185 804</b>	<b>69,54</b>	<b>152 096 417</b>	<b>68,45</b>	<b>150 596 417</b>	<b>47,14</b>
3-Dépenses d'acquisition de biens et services	318 390 000	318 390 000	235 445 254	73,95	221 185 904	69,47	152 096 417	68,76	150 596 417	47,30
5-Investissements exécutés par l'Etat	1 100 000	1 100 000	999 900	90,90	999 900	90,90	0	0,00	0	0,00
<b>37-Ministère de l'Enseignement Secondaire, de la Formation Professionnelle et Technique</b>	<b>20 183 408 000</b>	<b>27 936 263 000</b>	<b>25 602 639 104</b>	<b>91,65</b>	<b>24 083 039 303</b>	<b>86,21</b>	<b>22 822 709 029</b>	<b>94,77</b>	<b>22 822 709 029</b>	<b>81,70</b>
3-Dépenses d'acquisition de biens et services	18 035 725 000	19 066 121 800	17 658 008 665	92,61	17 598 092 121	92,30	17 166 886 091	97,55	17 166 886 091	90,04
4-Dépenses de transferts courants	1 548 683 000	8 276 141 200	7 486 975 203	90,46	6 080 623 225	73,47	5 368 485 750	88,29	5 368 485 750	64,87
5-Investissements exécutés par l'Etat	599 000 000	594 000 000	457 655 236	77,05	404 323 957	68,07	287 337 188	71,07	287 337 188	48,37
<b>38-Ministère de l'Urbanisme et de l'Habitat</b>	<b>167 144 000</b>	<b>167 144 000</b>	<b>142 316 779</b>	<b>85,15</b>	<b>138 850 619</b>	<b>83,07</b>	<b>110 241 703</b>	<b>79,40</b>	<b>110 241 703</b>	<b>65,96</b>
3-Dépenses d'acquisition de biens et services	167 144 000	167 144 000	142 316 779	85,15	138 850 619	83,07	110 241 703	79,40	110 241 703	65,96
<b>42-Ministère de l'Environnement, de l'Eau et de l'Assainissement</b>	<b>12 526 357 000</b>	<b>12 526 357 000</b>	<b>9 402 321 466</b>	<b>75,06</b>	<b>9 300 499 816</b>	<b>74,25</b>	<b>5 861 560 574</b>	<b>63,02</b>	<b>5 856 560 574</b>	<b>46,75</b>
3-Dépenses d'acquisition de biens et services	191 243 000	191 243 000	152 432 208	79,71	149 001 558	77,91	119 896 562	80,47	119 496 562	62,48
5-Investissements exécutés par l'Etat	12 335 114 000	12 335 114 000	9 249 889 258	74,99	9 151 498 258	74,19	5 741 664 012	62,74	5 737 064 012	46,51
<b>51-Conseil Supérieur de la Communication</b>	<b>18 000 000</b>	<b>17 699 100</b>	<b>17 513 999</b>	<b>98,95</b>	<b>17 513 999</b>	<b>98,95</b>	<b>12 048 999</b>	<b>68,80</b>	<b>12 048 999</b>	<b>68,08</b>
3-Dépenses d'acquisition de biens et services	18 000 000	17 699 100	17 513 999	98,95	17 513 999	98,95	12 048 999	68,80	12 048 999	68,08
<b>Total général</b>	<b>62 559 070 000</b>	<b>73 613 652 244</b>	<b>62 712 990 536</b>	<b>85,19</b>	<b>60 044 162 928</b>	<b>81,57</b>	<b>50 845 182 843</b>	<b>84,68</b>	<b>50 834 756 846</b>	<b>69,06</b>

Source : SI-N@folo

**Annexe 9: Situation d'exécution des CP des crédits délégués par région et nature de dépenses au 30 septembre 2025 (en FCFA)**

REGION/NATURE DE DEPENSES	CP_INIT	CP_AJUST*	ENGAGES VISES		ENGAGES COMPTABILISES		LIQUIDES		ORDONNANCES	
			Montant	Taux	Montant	Taux	Montant	Taux	Montant	Taux
	a	b	c	d=c/b	e	f=e/b	g	h=g/e	i	j=i/b
<b>01-Boucle du Mouhoun</b>	<b>8 748 520 000</b>	<b>8 450 620 126</b>	<b>6 778 267 102</b>	<b>80,21</b>	<b>6 586 244 283</b>	<b>77,94</b>	<b>4 548 472 705</b>	<b>69,06</b>	<b>4 548 472 705</b>	<b>53,82</b>
3-Dépenses d'acquisition de biens et services	3 967 919 000	4 246 056 099	3 516 655 696	82,82	3 403 978 153	80,17	3 129 493 068	91,94	3 129 493 068	73,70
4-Dépenses de transferts courants	267 865 000	824 417 692	544 371 558	66,03	541 188 788	65,64	537 266 388	99,28	537 266 388	65,17
5-Investissements exécutés par l'Etat	4 512 736 000	3 380 146 335	2 717 239 848	80,39	2 641 077 342	78,14	881 713 249	33,38	881 713 249	26,09
<b>02-Cascades</b>	<b>2 446 816 000</b>	<b>3 096 047 482</b>	<b>2 639 604 547</b>	<b>85,26</b>	<b>2 624 486 947</b>	<b>84,77</b>	<b>2 274 589 351</b>	<b>86,67</b>	<b>2 275 163 351</b>	<b>73,49</b>
3-Dépenses d'acquisition de biens et services	1 858 634 000	2 182 903 516	1 910 509 296	87,52	1 895 391 696	86,83	1 809 727 764	95,48	1 810 301 764	82,93
4-Dépenses de transferts courants	112 114 000	426 075 966	402 633 441	94,50	402 633 441	94,50	367 126 774	91,18	367 126 774	86,16
5-Investissements exécutés par l'Etat	476 068 000	487 068 000	326 461 810	67,03	326 461 810	67,03	97 734 813	29,94	97 734 813	20,07
<b>03-Centre</b>	<b>6 834 487 000</b>	<b>9 430 261 854</b>	<b>9 065 632 892</b>	<b>96,13</b>	<b>7 944 592 323</b>	<b>84,25</b>	<b>7 408 456 950</b>	<b>93,25</b>	<b>7 403 856 950</b>	<b>78,51</b>
3-Dépenses d'acquisition de biens et services	5 819 976 000	6 550 253 977	6 300 385 218	96,19	6 135 010 039	93,66	5 949 901 058	96,98	5 949 901 058	90,83
4-Dépenses de transferts courants	355 548 000	2 210 044 877	2 153 130 920	97,42	1 211 687 850	54,83	1 211 687 850	100,00	1 211 687 850	54,83
5-Investissements exécutés par l'Etat	658 963 000	669 963 000	612 116 754	91,37	597 894 434	89,24	246 868 042	41,29	242 268 042	36,16
<b>04-Centre-Est</b>	<b>3 847 613 000</b>	<b>4 657 158 215</b>	<b>3 753 720 453</b>	<b>80,60</b>	<b>3 657 216 410</b>	<b>78,53</b>	<b>3 208 207 353</b>	<b>87,72</b>	<b>3 208 207 353</b>	<b>68,89</b>
3-Dépenses d'acquisition de biens et services	3 119 725 000	3 448 192 355	2 894 803 312	83,95	2 802 530 269	81,28	2 544 799 889	90,80	2 544 799 889	73,80
4-Dépenses de transferts courants	180 948 000	651 025 860	474 372 460	72,87	474 372 460	72,87	466 104 610	98,26	466 104 610	71,60
5-Investissements exécutés par l'Etat	546 940 000	557 940 000	384 544 681	68,92	380 313 681	68,16	197 302 854	51,88	197 302 854	35,36
<b>05-Centre-Nord</b>	<b>3 222 506 000</b>	<b>3 911 837 824</b>	<b>3 291 387 569</b>	<b>84,14</b>	<b>3 207 943 606</b>	<b>82,01</b>	<b>2 501 307 762</b>	<b>77,97</b>	<b>2 501 307 762</b>	<b>63,94</b>
3-Dépenses d'acquisition de biens et services	2 489 060 000	2 738 738 779	2 330 819 160	85,11	2 291 743 578	83,68	1 920 928 901	83,82	1 920 928 901	70,14
4-Dépenses de transferts courants	184 721 000	613 374 045	594 417 047	96,91	558 946 266	91,13	427 311 975	76,45	427 311 975	69,67
5-Investissements exécutés par l'Etat	548 725 000	559 725 000	366 151 362	65,42	357 253 762	63,83	153 066 886	42,85	153 066 886	27,35
<b>06-Centre-Ouest</b>	<b>5 369 067 000</b>	<b>6 644 665 977</b>	<b>5 947 218 188</b>	<b>89,50</b>	<b>5 898 465 439</b>	<b>88,77</b>	<b>5 010 284 434</b>	<b>84,94</b>	<b>5 008 784 434</b>	<b>75,38</b>
3-Dépenses d'acquisition de biens et services	4 401 591 000	4 892 203 998	4 426 083 839	90,47	4 382 591 570	89,58	4 119 354 907	93,99	4 117 854 907	84,17
4-Dépenses de transferts courants	250 446 000	1 021 931 979	1 019 117 472	99,72	1 019 117 472	99,72	705 878 434	69,26	705 878 434	69,07
5-Investissements exécutés par l'Etat	717 030 000	730 530 000	502 016 877	68,72	496 756 397	68,00	185 051 093	37,25	185 051 093	25,33
<b>07-Centre-Sud</b>	<b>3 239 007 000</b>	<b>3 848 942 673</b>	<b>3 267 581 475</b>	<b>84,90</b>	<b>3 111 441 304</b>	<b>80,84</b>	<b>2 729 275 637</b>	<b>87,72</b>	<b>2 729 275 637</b>	<b>70,91</b>
3-Dépenses d'acquisition de biens et services	2 543 310 000	2 807 622 351	2 338 619 121	83,30	2 253 389 560	80,26	2 084 995 018	92,53	2 084 995 018	74,26
4-Dépenses de transferts courants	132 819 000	467 442 322	449 531 135	96,17	381 160 525	81,54	377 447 140	99,03	377 447 140	80,75
5-Investissements exécutés par l'Etat	562 878 000	573 878 000	479 431 219	83,54	476 891 219	83,10	266 833 479	55,95	266 833 479	46,50
<b>08-Est</b>	<b>3 830 815 000</b>	<b>4 452 524 137</b>	<b>3 360 800 075</b>	<b>75,48</b>	<b>3 215 060 071</b>	<b>72,21</b>	<b>2 706 279 356</b>	<b>84,18</b>	<b>2 704 879 359</b>	<b>60,75</b>
3-Dépenses d'acquisition de biens et services	2 803 153 000	2 965 899 222	2 385 860 920	80,44	2 294 063 247	77,35	2 126 758 938	92,71	2 125 358 941	71,66
4-Dépenses de transferts courants	221 414 000	667 376 915	347 229 222	52,03	347 229 222	52,03	338 352 334	97,44	338 352 334	50,70
5-Investissements exécutés par l'Etat	806 248 000	819 248 000	627 709 933	76,62	573 767 602	70,04	241 168 084	42,03	241 168 084	29,44
<b>09-Hauts-Bassins</b>	<b>11 968 990 000</b>	<b>13 633 509 274</b>	<b>11 196 420 321</b>	<b>82,12</b>	<b>10 693 044 896</b>	<b>78,43</b>	<b>9 909 872 715</b>	<b>92,68</b>	<b>9 909 872 715</b>	<b>72,69</b>
3-Dépenses d'acquisition de biens et services	5 108 419 000	5 509 015 226	5 048 726 450	91,64	4 929 283 202	89,48	4 639 565 736	94,12	4 639 565 736	84,22
4-Dépenses de transferts courants	260 352 000	1 515 275 048	1 481 188 633	97,75	1 124 353 686	74,20	1 071 353 686	95,29	1 071 353 686	70,70
5-Investissements exécutés par l'Etat	6 600 219 000	6 609 219 000	4 666 505 238	70,61	4 639 408 008	70,20	4 198 953 293	90,51	4 198 953 293	63,53
<b>10-Nord</b>	<b>4 786 274 000</b>	<b>5 550 008 949</b>	<b>4 842 839 789</b>	<b>87,26</b>	<b>4 747 029 995</b>	<b>85,53</b>	<b>3 949 934 764</b>	<b>83,21</b>	<b>3 949 934 764</b>	<b>71,17</b>
3-Dépenses d'acquisition de biens et services	3 543 461 000	4 040 005 265	3 477 202 136	86,07	3 391 033 017	83,94	3 099 272 964	91,40	3 099 272 964	76,71
4-Dépenses de transferts courants	606 999 000	863 189 684	858 755 266	99,49	858 755 266	99,49	647 160 360	75,36	647 160 360	74,97
5-Investissements exécutés par l'Etat	635 814 000	646 814 000	506 882 387	78,37	497 241 712	76,88	203 501 440	40,93	203 501 440	31,46
<b>11-Plateau Central</b>	<b>3 100 739 000</b>	<b>3 753 423 609</b>	<b>3 333 084 182</b>	<b>88,80</b>	<b>3 300 448 967</b>	<b>87,93</b>	<b>2 737 948 468</b>	<b>82,96</b>	<b>2 737 948 468</b>	<b>72,95</b>
3-Dépenses d'acquisition de biens et services	2 429 315 000	2 733 476 684	2 426 672 218	88,78	2 401 705 503	87,86	2 205 737 182	91,84	2 205 737 182	80,69
4-Dépenses de transferts courants	145 496 000	483 018 925	451 872 404	93,55	451 872 404	93,55	362 540 594	80,23	362 540 594	75,06
5-Investissements exécutés par l'Etat	525 928 000	536 928 000	454 539 560	84,66	446 871 060	83,23	169 670 692	37,97	169 670 692	31,60
<b>12-Sahel</b>	<b>2 057 207 000</b>	<b>2 351 376 650</b>	<b>1 978 829 881</b>	<b>84,16</b>	<b>1 889 333 350</b>	<b>80,35</b>	<b>1 171 242 140</b>	<b>61,99</b>	<b>1 167 742 140</b>	<b>49,66</b>
3-Dépenses d'acquisition de biens et services	1 396 158 000	1 523 769 011	1 316 910 556	86,42	1 259 743 566	82,67	909 933 947	72,23	906 433 947	59,49
4-Dépenses de transferts courants	93 008 000	248 566 639	231 217 290	93,02	226 869 999	91,27	179 043 849	78,92	179 043 849	72,03
5-Investissements exécutés par l'Etat	568 041 000	579 041 000	430 702 035	74,38	402 719 785	69,55	82 264 344	20,43	82 264 344	14,21
<b>13-Sud-Ouest</b>	<b>3 107 029 000</b>	<b>3 833 275 474</b>	<b>3 257 604 062</b>	<b>84,98</b>	<b>3 168 855 337</b>	<b>82,67</b>	<b>2 689 311 208</b>	<b>84,87</b>	<b>2 689 311 208</b>	<b>70,16</b>
3-Dépenses d'acquisition de biens et services	2 359 434 000	2 660 272 215	2 290 984 747	86,12	2 222 619 441	83,55	2 036 066 240	91,61	2 036 066 240	76,54
4-Dépenses de transferts courants	146 170 000	560 578 259	472 778 549	84,34	472 778 549	84,34	463 758 348	98,09	463 758 348	82,73
5-Investissements exécutés par l'Etat	601 425 000	612 425 000	493 840 766	80,64	473 457 347	77,31	189 486 620	40,02	189 486 620	30,94
<b>Total général</b>	<b>62 559 070 000</b>	<b>73 613 652 244</b>	<b>62 712 990 536</b>	<b>85,19</b>	<b>60 044 162 928</b>	<b>81,57</b>	<b>50 845 182 843</b>	<b>84,68</b>	<b>50 834 756 846</b>	<b>69,06</b>

Source : SI-N@folo

**Annexe 10 : Situation d'exécution des Crédits de paiement des dépenses sociales au 30 septembre 2025 (en FCFA)**

MINISTERES ET INSTITUTIONS	AE_INIT	AE_AJUST	CP_INIT	CP_AJUST*	ENGAGES VISES		ENGAGES COMPTABILISÉS		LIQUIDES		ORDONNANCES	
					Montant	Taux	Montant	Taux	Montant	Taux	Montant	Taux
	a	b	c	d	e	f=e/d	g	h=g/d	i	j=i/g	k	l=k/d
01-Présidence du Faso	0	0	3 462 671 000	3 462 671 000	3 433 571 000	99,16	3 433 571 000	99,16	3 433 571 000	100,00	3 433 571 000	99,16
03-Primature	0	0	78 920 000	63 258 176	58 967 771	93,22	51 368 534	81,20	47 488 774	92,45	47 488 774	75,07
09-Ministère de l'Administration Territoriale et de la Mobilité	301 810 000	301 810 000	1 692 884 000	1 692 884 000	1 453 305 848	85,85	1 391 492 208	82,20	1 371 818 159	98,59	1 371 818 159	81,03
10-Ministère de la Justice et des Droits Humains, Chargé des Relations avec les Institutions	3 800 000 000	3 700 000 000	2 702 575 000	2 812 117 471	2 109 814 520	75,03	2 094 792 314	74,49	1 319 869 439	63,01	1 319 869 439	46,94
11-Ministère de la Défense et des Anciens Combattants	30 000 000	30 000 000	85 111 000	85 111 000	62 416 582	73,34	62 416 582	73,34	62 416 582	100,00	62 416 582	73,34
14-Ministère de l'Economie et des Finances	20 000 000	20 000 000	1 545 655 000	1 609 527 737	1 609 527 737	100,00	1 609 527 737	100,00	1 121 392 000	69,67	1 121 392 000	69,67
17-Ministère de la Fonction Publique, du Travail et de la Protection Sociale	0	0	35 097 909 000	35 097 909 000	3 944 045 451	11,24	3 927 046 169	11,19	3 863 133 378	98,37	3 863 133 378	11,01
20-Ministère des Sports, de la Jeunesse et de l'Emploi	168 021 000	168 021 000	3 645 827 000	3 645 827 000	2 902 346 875	79,61	2 410 269 125	66,11	2 245 927 315	93,18	2 245 927 315	61,60
21-Ministère de la Santé	20 742 989 000	20 742 989 000	194 739 170 000	194 739 170 000	170 860 878 765	87,74	168 262 366 617	86,40	161 516 337 359	95,99	161 516 337 362	82,94
22-Ministère de l'Action Humanitaire et de la Solidarité Nationale	3 095 000 000	3 095 000 000	19 229 294 000	19 229 294 000	15 045 036 239	78,24	15 001 646 616	78,01	13 626 971 935	90,84	13 626 971 935	70,87
23-Ministère de l'Enseignement de Base, de l'Alphabétisation et de la Promotion des Langues Nationales	7 804 735 000	7 804 735 000	68 370 886 000	68 370 886 000	58 233 995 359	85,17	57 720 704 901	84,42	26 357 665 267	45,66	26 357 665 267	38,55
24-Ministère de l'Enseignement Supérieur, de la Recherche et de l'Innovation	7 201 651 000	7 176 651 000	79 767 447 000	79 742 447 000	70 392 062 390	88,27	70 194 963 206	88,03	66 110 531 350	94,18	66 110 531 350	82,91
25-Ministère de l'Industrie, du Commerce et de l'Artisanat	275 000 000	275 000 000	1 119 507 000	1 119 507 000	849 349 120	75,87	823 021 620	73,52	785 725 931	95,47	785 725 931	70,18
26-Ministère de l'Energie, des Mines et des Carrières	1 240 616 000	1 240 616 000	2 982 267 000	2 982 267 000	707 079 500	23,71	707 079 500	23,71	701 479 500	99,21	701 479 500	23,52
27-Ministère Agriculture, des Ressources Animales et Halieutiques	51 107 475 000	51 244 723 000	74 767 462 000	74 967 930 000	58 276 564 061	77,74	58 034 810 228	77,41	29 388 388 650	50,64	29 388 388 650	39,20
30-Ministère des Infrastructures et du Désenclavement	13 707 953 000	13 707 953 000	13 509 080 000	13 541 750 000	4 159 996 782	30,72	4 135 737 432	30,54	466 080 587	11,27	464 580 587	3,43
37-Ministère de l'Enseignement Secondaire, de la Formation Professionnelle et Technique	3 828 023 000	3 828 023 000	51 007 808 000	51 007 808 000	45 803 831 399	89,80	44 290 796 322	86,83	38 576 803 953	87,10	38 576 803 953	75,63
42-Ministère de l'Environnement, de l'Eau et de l'Assainissement	18 174 485 000	18 174 485 000	38 400 544 000	38 400 544 000	23 322 402 741	60,73	22 758 776 497	59,27	16 883 925 921	74,19	16 878 925 921	43,95
<b>Total général</b>	<b>131 497 758 000</b>	<b>131 510 006 000</b>	<b>592 205 017 000</b>	<b>592 570 908 384</b>	<b>463 225 192 140</b>	<b>78,17</b>	<b>456 910 386 608</b>	<b>77,11</b>	<b>367 880 527 100</b>	<b>80,51</b>	<b>367 873 027 103</b>	<b>62,08</b>

Source : SI-N@folo

**Annexe 11 : Situation des consommations d'eau au 30 septembre 2024 et 2025 (en FCFA)**

N°SECTION	MINISTERES ET INSTITUTIONS	TOTAL	TOTAL	VARIATION 2024-2025	
		A fin juillet 2024	A fin juillet 2025	Absolue (en FCFA)	Relative (en %)
1	Présidence du Faso	867 860 918	700 221 977	-167 638 941	-19,32%
2	Sécrétariat Général du Gouvernement et du Conseil des Ministres	4 228 382	3 389 402	-838 980	-19,84%
3	Primature	16 525 311	29 173 118	12 647 807	76,54%
4	Assemblée Législative de Transition	19 604 348	7 831 654	-11 772 694	-60,05%
5	Conseil Economique et Social	10 763 953	10 648 420	-115 533	-1,07%
9	Ministère de l'Administration Territoriale et de la Mobilité	288 328 883	129 896 845	-158 432 038	-54,95%
10	Ministère de la Justice et des Droits Humains, Chargé des Relations avec les Institutions, Garde des Sceaux	338 337 326	342 717 504	4 380 178	1,29%
11	Ministère de la Défense Nationale et des Anciens Combattants	1 354 080 183	1 396 999 762	42 919 579	3,17%
12	Ministère des Affaires Etrangères, de la Coopération Régionale et des Burkinabè de l'Extérieur	4 230 565	4 518 765	288 200	6,81%
13	Ministère de la Sécurité	-	114 501 587	-	-
14	Ministère de l'Economie et des Finances	197 059 287	180 933 042	-16 126 245	-8,18%
17	Ministère de la Fonction Publique, du Travail et de la Protection Sociale	6 707 656	17 082 232	10 374 576	154,67%
18	Ministère de la Communication, de la Culture, des Arts et du Tourisme	102 435 602	80 455 098	-21 980 504	-21,46%
20	Ministère des Sports, de la Jeunesse et de l'Emploi	18 989 117	43 635 861	24 646 744	129,79%
21	Ministère de la Santé	877 499 312	902 671 147	25 171 835	2,87%
22	Ministère de l'Action Humanitaire et de la Solidarité Nationale	52 167 785	68 075 450	15 907 665	30,49%
23	Ministère de l'Enseignement de Base, de l'Alphabétisation et de la Promotion des Langues Nationales	105 602 572	117 703 787	12 101 215	11,46%
24	Ministère de l'Enseignement Supérieur, de la Recherche Scientifique et de l'Innovation	142 334 288	368 026 317	225 692 029	158,56%
25	Ministère de l'Industrie, du Commerce et de l'Artisanat	28 241 950	23 300 994	-4 940 956	-17,50%
26	Ministère de l'Energie, des Mines et des Carrières	4 181 937	5 042 141	860 204	20,57%
27	Ministère de l'Agriculture des Ressources Animales et Halieutiques	77 954 119	87 061 003	9 106 884	11,68%
30	Ministère des Infrastructures	30 894 933	65 626 024	34 731 091	112,42%
31	Ministère de la Transition Digitale, des Postes et des Communications Electroniques	3 272 646	8 393 943	5 121 297	156,49%
37	Ministère de l'Enseignement Secondaire, de la Formation Professionnelle et Technique	-	177 843 155	-	-
38	Ministère de l'Urbanisme et de l'Habitat	4 924 139	4 647 467	-276 672	-5,62%
42	Ministère de l'Environnement, de l'Eau et de l'Assainissement	199 424 341	159 858 297	-39 566 044	-19,84%
50	Grande Chancellerie	190 421	370 960	180 539	94,81%
51	Conseil Supérieur de la Communication	4 025 893	2 387 424	-1 638 469	-40,70%
52	Autorité Supérieure du Contrôle d'Etat et de la Lutte contre la Corruption	2 302 616	3 540	-2 299 076	-99,85%
54	Conseil Constitutionnel	668 025	936 181	268 156	40,14%
55	Conseil d'Etat	-	-	-	-
56	Cour des Comptes	2 470 349	2 904 864	434 515	17,59%
57	Cour de Cassation	2 988 496	1 663 652	-1 324 844	-44,33%
58	Commission Electorale Nationale Indépendante (CENI)	3 836 769	2 844 240	-992 529	-25,87%
59	Commission Informatique et des Libertés	1 533 556	1 542 848	9 292	0,61%
60	Médiateur du Faso	3 901 107	5 167 078	1 265 971	32,45%
	Commission Nationale des Droits Humains	-	-	-	-
99	Dépenses Communes Interministérielles (HOTELS ADMINISTRATIFS)	21 812 349	35 102 899	13 290 550	60,93%
<b>TOTAL</b>		<b>4 799 379 134</b>	<b>5 103 178 678</b>	<b>11 454 802</b>	<b>6,33%</b>

Source : DGAIE



**Annexe 12 : Situation des consommations d'électricité au 30 septembre 2024 et 2025 (en FCFA)**

N°SECTION	MINISTERES ET INSTITUTIONS	TOTAL	TOTAL	VARIATION 2024-2025	
		A fin août 2024	A fin août 2025	Absolue (en FCFA)	Relative (en %)
01	Présidence du Faso	489 578 499	555 050 256	65 471 757	13,37%
02	Sécritariat Général du Gouvernement et du Conseil des Ministres	22 150 127	23 222 936	1 072 809	4,84%
03	Primature	104 198 421	114 381 729	10 183 308	9,77%
04	Assemblée Législative de Transition	102 530 450	108 617 413	6 086 963	5,94%
05	Conseil Economique et Social	12 639 131	22 450 189	9 811 058	77,62%
09	Ministère de l'Administration Territoriale et de la Mobilité	1 474 299 501	1 494 757 772	20 458 271	1,39%
10	Ministère de la Justice et des Droits Humains, Chargé des Relations avec les Institutions, Garde des Sceaux	490 559 993	498 418 835	7 858 842	1,60%
11	Ministère de la Défense Nationale et des Anciens Combattants	2 403 906 991	2 685 332 605	281 425 614	11,71%
12	Ministère des Affaires Etrangères, de la Coopération Régionale et des burkinabe de l'Extérieur	74 055 949	74 869 983	814 034	1,10%
13	Ministère de la Sécurité	-	-	-	-
14	Ministère de l'Economie et des Finances	1 823 948 679	1 773 144 778	-50 803 901	-2,79%
17	Ministère de la Fonction Publique, du Travail et de la Protection Sociale	93 159 649	69 636 697	-23 522 952	-25,25%
18	Ministère de la Communication, de la Culture, des Arts et du Tourisme	511 923 739	486 064 185	-25 859 554	-5,05%
20	Ministère des Sports, de la Jeunesse et de l'Emploi	130 309 411	136 072 675	5 763 264	4,42%
21	Ministère de la Santé	4 179 764 709	4 549 403 034	369 638 325	8,84%
22	Ministère de l'Action Humanitaire et de la Solidarité Nationale	182 692 841	198 811 130	16 118 289	8,82%
23	Ministère de l'Enseignement de Base, de l'Alphabétisation et de la Promotion des Langues Nationales	694 655 317	855 096 948	160 441 631	23,10%
24	Ministère de l'Enseignement Supérieur, de la Recherche Scientifique et de l'Innovation	600 326 477	1 183 300 903	582 974 426	97,11%
25	Ministère de l'Industrie, du Commerce et de l'Artisanat	56 013 418	55 163 992	-849 426	-1,52%
26	Ministère de l'Energie, des Mines et des Carrières	56 778 641	59 334 062	2 555 421	4,50%
27	Ministère de l'Agriculture des Ressources Animales et Halieutiques	738 828 507	773 603 790	34 775 283	4,71%
30	Ministère des Infrastructures	367 268 161	380 211 769	12 943 608	3,52%
31	Ministère de la Transition Digitale, des Postes et des Communications Electroniques	206 651 087	141 123 511	-65 527 576	-31,71%
37	Ministère de l'Enseignement Secondaire, de la Formation Professionnelle et Technique	0	429 869 708	429 869 708	-
38	Ministère de l'Urbanisme et de l'Habitat	33 350 791	27 922 778	-5 428 013	-16,28%
42	Ministère de l'Environnement, de l'Eau et de l'Assainissement	274 025 747	276 223 013	2 197 266	0,80%
50	Grande Chancellerie	10 358 700	13 417 640	3 058 940	29,53%
51	Conseil Supérieur de la Communication	23 731 916	23 302 242	-429 674	-1,81%
52	Autorité Supérieure du Contrôle d'Etat et de la Lutte contre la Corruption	53 546 841	35 153 931	-18 392 910	-34,35%
54	Conseil Constitutionnel	12 954 493	13 688 900	734 407	5,67%
55	Conseil d'Etat	-	-	-	-
56	Cour des Comptes	21 774 445	20 227 336	-1 547 109	-7,11%
57	Cour de Cassation	23 899 289	24 897 982	998 693	4,18%
58	Commission Electorale Nationale Indépendante (CENI)	-	-	-	-
59	Commission Informatique et des Libertés	12 295 408	12 395 621	100 213	0,82%
60	Médiateur du Faso	12 771 373	10 366 918	-2 404 455	-18,83%
61	Commission Nationale des Droits Humains	0	11 257 875	11 257 875	-
99	Dépenses Communes Interministérielles (HOTELS ADMINISTRATIFS)	247 773 475	247 647 541	-125 934	-0,05%
<b>TOTAL</b>		<b>15 542 722 176</b>	<b>17 384 440 677</b>	<b>1 841 718 501</b>	<b>11,85%</b>

Source : DGAIE

**Annexe 13 : Situation des consommations de téléphone au 30 septembre 2024 et 2025 (en FCFA)**

N°SECTION	MINISTERES ET INSTITUTIONS	TOTAL	TOTAL	VARIATION 2024-2025	
		A fin juillet 2024	A fin juillet 2025	Absolue (en FCFA)	Relative (en %)
1	Présidence du Faso	427 015 439	452 559 644	25 544 205	5,98%
2	Sécrétariat Général du Gouvernement et du Conseil des Ministres	1 051 010	1 016 769	-34 241	-3,26%
3	Primature	36 175 900	33 935 078	-2 240 822	-6,19%
4	Assemblée Législative de Transition	54 705 218	54 339 457	-365 761	-0,67%
5	Conseil Economique et Social	1 239 102	0	-1 239 102	-
9	Ministère de l'Administration Territoriale et de la Mobilité	249 702 381	15 341 035	-234 361 346	-93,86%
10	Ministère de la Justice et des Droits Humains, Chargé des Relations avec les Institutions, Garde des Sceaux	38 238 349	43 720 143	5 481 794	14,34%
11	Ministère de la Défense Nationale et des Anciens Combattants	519 617 315	671 270 997	151 653 681	29,19%
12	Ministère des Affaires Etrangères, de la Coopération Régionale et des Burkinabes de l'Extérieur	71 344 953	22 371 229	-48 973 724	-68,64%
13	Ministère de la Sécurité	0	264 552 952	264 552 952	-
14	Ministère de l'Economie et des Finances	605 346 712	600 737 173	-4 609 539	-0,76%
17	Ministère de la Fonction Publique, du Travail et de la Protection Sociale	94 351 711	29 141 367	-65 210 344	-69,11%
18	Ministère de la Communication, de la Culture, des Arts et du Tourisme	25 703 880	23 978 382	-1 725 498	-6,71%
20	Ministère des Sports, de la Jeunesse et de l'Emploi	3 376 686	2 807 702	-568 984	-16,85%
21	Ministère de la Santé	72 357 227	103 144 206	30 786 979	42,55%
22	Ministère de l'Action Humanitaire et de la Solidarité Nationale	14 756 226	14 278 288	-477 938	-3,24%
23	Ministère de l'Enseignement de Base, de l'Alphabétisation et de la Promotion des Langues Nationales	20 246 552	15 805 648	-4 440 904	-21,93%
24	Ministère de l'Enseignement Supérieur, de la Recherche Scientifique et de l'Innovation	12 154 671	10 191 323	-1 963 348	-16,15%
25	Ministère de l'Industrie, du Commerce et de l'Artisanat	5 853 333	5 134 133	-719 200	-12,29%
26	Ministère de l'Energie, des Mines et des Carrières	41 464 865	27 483 438	-13 981 427	-33,72%
27	Ministère de l'Agriculture des Ressources Animales et Halieutiques	74 226 660	68 244 804	-5 981 856	-8,06%
30	Ministère des Infrastructures	27 742 086	26 559 666	-1 182 420	-4,26%
31	Ministère de la Transition Digitale, des Postes et des Communications Electroniques	161 008 985	159 792 252	-1 216 733	-0,76%
37	Ministère de l'Enseignement Secondaire, de la Formation Professionnelle et Technique	-	-	-	-
38	Ministère de l'Urbanisme et de l'Habitat	916 518	804 174	-112 344	-12,26%
42	Ministère de l'Environnement, de l'Eau et de l'Assainissement	23 716 007	21 671 258	-2 044 749	-8,62%
50	Grande Chancellerie	1 002 473	1 017 140	14 667	1,46%
51	Conseil Supérieur de la Communication	10 107 988	8 633 609	-1 474 379	-14,59%
52	Autorité Supérieure du Contrôle d'Etat et de la Lutte contre la Corruption	6 561 829	12 783 747	6 221 918	94,82%
54	Conseil Constitutionnel	424 353	453 223	28 870	6,80%
55	Conseil d'Etat	352 643	313 170	-39 473	-11,19%
56	Cour des Comptes	224 907	547 475	322 568	143,42%
57	Cour de Cassation	-	-	-	-
58	Commission Electorale Nationale Indépendante (CENI)	15 153 174	13 520 270	-1 632 904	-10,78%
59	Commission Informatique et des Libertés	2 260 128	2 339 932	79 804	3,53%
60	Médiateur du Faso	4 909 947	575 561	-4 334 386	-88,28%
61	Commission Nationale des Droits Humains	1 208 668	1 197 917	-10 751	-0,89%
99	Dépenses Communes Interministérielles (HOTELS ADMINISTRATIFS)	476 827 591	507 050 342	30 222 751	6,34%
<b>TOTAL</b>		<b>3 101 345 487</b>	<b>3 217 313 504</b>	<b>115 968 016</b>	<b>3,74%</b>

Source : DGAIE

## Annexe 14 : Situation de mobilisation des ressources du Fonds de Soutien Patriotique au 30 septembre 2025 (en FCFA)

N°	MODES DE CONTRIBUTION	TOTAL ENCAISSEMENT ANTERIEURS AU 30 JUIN 2025 (3)	ENCAISSEMENT DE LA PERIODE DU 30 JUIN AU 30 SEPT 2025			TOTAL ENCAISSEMENT AU 30 SEPT 2025 (7 = 3+4+5+6)	PART CONTRIBUTIVE
			COMPTE TRESOR 443590001597 (4)	ORANGE MONEY (5)	MOOV MONEY (6)		
	<b>RECouvreMENT DGI</b>	<b>73 649 381 446</b>	<b>24 653 860 839</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>98 303 242 285</b>	<b>68,93%</b>
1	<b>PRELEVEMENTS (taxes)</b>	<b>59 287 313 772</b>	<b>17 456 756 233</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>76 744 070 005</b>	<b>53,82%</b>
	Prélèvement BRAKINA/SODIBO	29 951 517 850	15 932 542 700			45 884 060 550	32,18%
	Prélèvement LIBS BRASSERIE	2 726 776 600	127 329 606			2 854 106 206	2,00%
	Prélèvement DAFANI	523 629 588	209 664 000			733 293 588	0,51%
	Prélèvement MABUCIG	1 871 809 277	740 332 500			2 612 141 777	1,83%
	Prélèvement TWELLUM Industries	355 060 016	101 842 000			456 902 016	0,32%
	Prélèvement AFRIDIA Industries	11 928 300	0			11 928 300	0,01%
	Prélèvement Africa Food and Drink Industry	862 600 438	0			862 600 438	0,60%
	Cessions de terrains hors lotissement	0	0			0	0,00%
	Contribution spéciale sur les bénéfices des entreprises	22 983 991 703	345 045 427			23 329 037 130	16,36%
	<b>RETENUES OBLIGATOIRES 1% SUR SALAIRE</b>	<b>4 261 179 410</b>	<b>1 532 097 129</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>5 793 276 539</b>	<b>4,06%</b>
	SALAIRES TRAVAILLEURS DU PRIVE	4 261 179 410	1 532 097 129			5 793 276 539	4,06%
	<b>TELEPHONE/TV</b>	<b>10 100 888 264</b>	<b>5 665 007 477</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>15 765 895 741</b>	<b>11,06%</b>
	Prélèvement TELMOB	2 051 049 565	1 177 410 666			3 228 460 231	2,26%
	Prélèvement TELECEL	581 146 214	240 017 181			821 163 395	0,58%
	Prélèvement ORANGE	6 630 903 649	3 725 974 676			10 356 878 325	7,26%
	Prélèvement CANAL +	837 788 836	521 604 954			1 359 393 790	0,95%
	<b>RECouvreMENT DGD</b>	<b>8 124 837 202</b>	<b>5 883 470 917</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>14 008 308 119</b>	<b>9,82%</b>
2	Prélèvement produits importés DOUANE	8 124 837 202	5 883 470 917			14 008 308 119	9,82%
	<b>RECouvreMENT DGTCP</b>	<b>19 998 515 517</b>	<b>10 289 438 568</b>	<b>3 042 604</b>	<b>982 325</b>	<b>30 291 979 014</b>	<b>21,24%</b>
3	<b>CESSIONS VOLONTAIRES</b>	<b>764 051 115</b>	<b>376 054 390</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>1 140 105 505</b>	<b>0,80%</b>
	SYGASPE	6 672 540	521 672			7 194 212	0,01%
	EPE-SE-SEM et assimilés	0	0			0	0,00%
	DACA	757 378 575	375 532 718			1 132 911 293	0,79%
	COLLECTIVITES TERRITORIALES	0	0			0	0,00%
	ALT	0	0			0	0,00%
	<b>RETENUES OBLIGATOIRES</b>	<b>18 157 997 062</b>	<b>9 598 125 954</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>27 756 123 016</b>	<b>19,46%</b>
	SALAIRES SYGASPE	2 100 571 806	1 629 034 737			3 729 606 543	2,62%
	SALAIRES EPE-SE-SEM et assimilés	4 595 561 761	1 983 172 636	0		6 578 734 397	4,61%
	SALAIRES COLLECTIVITES TERRITORIALES	1 618 393 738	1 337 253 009	0		2 955 646 747	2,07%
	SALAIRES ALT	15 764 400	6 478 053	0		22 242 453	0,02%
	SALAIRES Autres	0	0			0	0,00%
	RETENUES SUR PRIMES DE MOTIVATIONS	9 827 705 357	4 642 187 519	0		14 469 892 876	10,15%
	<b>AFFECTATIONS DE RESSOURCES SPECIFIQUES</b>	<b>116 945 347</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>116 945 347</b>	<b>0,08%</b>
	Fonds Miniers de Développement (FMD)	0	0	0	0	0	0,00%
	LONAB	116 945 347	0	0	0	116 945 347	0,08%
	Fonds d'Accès au Service Universel (FASU)	0	0	0	0	0	0,00%
	<b>CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES</b>	<b>959 521 993</b>	<b>315 258 224</b>	<b>3 042 604</b>	<b>982 325</b>	<b>1 278 805 146</b>	<b>0,90%</b>
	PERSONNES MORALES	289 339 250	249 417 753			538 757 003	0,38%
	PERSONNES PHYSIQUES	263 560 651	51 183 291			314 743 942	0,22%
	REVERSEMENT ORANGE MONEY	10 142 923	3 640 604			13 783 527	0,01%
	REVERSEMENT FASO AZERKA	456 181	5 083 158			5 539 339	0,00%
	AUTRES CONTRIBUTIONS	168 572 280	2 763 217			171 335 497	0,12%
	ORANGE MONEY	12 781 342	0	3 042 604		15 823 946	0,01%
	MOOV MONEY	1 877 876	0		982 325	2 860 201	0,00%
	CONTRIBUTION DE LA DIASPORA	212 791 490	3 170 201			215 961 691	0,15%
	<b>AUTRES SOURCES DE RECouvreMENT</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0,00%</b>
4	<b>DONS ET LEGS</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0,00%</b>
	<b>DONS FINANCIERS</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0,00%</b>
	<b>DONS EN NATURE</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0,00%</b>
	<b>TOUTES AUTRES RESSOURCES AUTORISEES</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0,00%</b>
<b>TOTAL DES CONTRIBUTIONS</b>		<b>101 772 734 165</b>	<b>40 826 770 324</b>	<b>3 042 604</b>	<b>982 325</b>	<b>142 603 529 418</b>	<b>100,00%</b>

Source : DGTCP

**Annexe 15 : Situation de la mise en œuvre des plans de déblocage de fonds par ministères et institutions et par nature de dépenses au 30 septembre 2025 (en FCFA)**

Section / Nature	Prévisions			Montant déblocué au 30/09/2025	Taux d'exécution annuel	reste à débloquer au 31 décembre 2025
	déblocage annuel	déblocage au 30/09/2025	Taux de référence au 30/09/2025			
	a	b	c=b/a	d	e=d/a	f=a-d
<b>section 01 Présidence</b>	<b>34 742 603</b>	<b>34 742 603</b>	<b>100,00%</b>	<b>25 540 874</b>	<b>73,51%</b>	<b>9 201 729</b>
Dépense de personnel	0	0	0,00%	0	0,00%	0
Dépense d'acquisition de biens et de service	3 486 915	3 486 915	100,00%	2 843 915	81,56%	643 000
Dépenses de transferts courants	3 888 885	3 888 885	100,00%	3 287 406	84,53%	601 479
Investissement exécutés	27 366 803	27 366 803	100,00%	19 409 553	70,92%	7 957 250
<b>section 02 SGG-CM</b>	<b>236 982</b>	<b>167 592</b>	<b>70,72%</b>	<b>112 425</b>	<b>47,44%</b>	<b>124 557</b>
Dépense de personnel	0	0	0,00%	0	0,00%	0
Dépense d'acquisition de biens et de service	236 982	167 592	70,72%	112 425	47,44%	124 557
Dépenses de transferts courants	0	0	0,00%	0	0,00%	0
Investissement exécutés	0	0	0,00%	0	0,00%	0
<b>section 03 Primature</b>	<b>4 242 229</b>	<b>3 820 174</b>	<b>90,05%</b>	<b>3 416 018</b>	<b>80,52%</b>	<b>826 210</b>
Dépense de personnel	0	0	0,00%	0	0,00%	0
Dépense d'acquisition de biens et de service	390 000	390 000	100,00%	390 000	100,00%	0
Dépenses de transferts courants	3 852 229	3 430 174	89,04%	3 026 018	78,55%	826 210
Investissement exécutés	0	0	0,00%	0	0,00%	0
<b>section 04 Parlement</b>	<b>11 000 000</b>	<b>11 000 000</b>	<b>100,00%</b>	<b>5 000 000</b>	<b>45,45%</b>	<b>6 000 000</b>
Dépense de personnel	0	0	0,00%	0	0,00%	0
Dépense d'acquisition de biens et de service	0	0	0,00%	0	0,00%	0
Dépenses de transferts courants	8 000 000	8 000 000	100,00%	4 000 000	50,00%	4 000 000
Investissement exécutés	3 000 000	3 000 000	100,00%	1 000 000	33,33%	2 000 000
<b>section 06 Conseil National de Sécurité d'Etat</b>	<b>21 676 349</b>	<b>21 676 349</b>	<b>100,00%</b>	<b>21 676 349</b>	<b>100,00%</b>	<b>0</b>
Dépense de personnel	0	0	0,00%	0	0,00%	0
Dépense d'acquisition de biens et de service	0	0	0,00%	0	0,00%	0
Dépenses de transferts courants	13 263 811	13 263 811	100,00%	13 263 811	100,00%	0
Investissement exécutés	8 412 538	8 412 538	100,00%	8 412 538	100,00%	0
<b>section 09 MATDS</b>	<b>8 100 916</b>	<b>8 100 916</b>	<b>100,00%</b>	<b>5 778 651</b>	<b>71,33%</b>	<b>2 322 265</b>
Dépense de personnel	0	0	0,00%	0	0,00%	0
Dépense d'acquisition de biens et de service	362 801	362 801	100,00%	230 974	63,66%	131 827
Dépenses de transferts courants	6 888 115	6 888 115	100,00%	5 447 677	79,09%	1 440 438
Investissement exécutés	850 000	850 000	100,00%	100 000	11,76%	750 000
<b>Section 10 MJDHPC</b>	<b>3 173 085</b>	<b>3 079 149</b>	<b>97,04%</b>	<b>1 994 050</b>	<b>62,84%</b>	<b>1 179 035</b>
Dépense de personnel	0	0	0,00%	0	0,00%	0
Dépense d'acquisition de biens et de service	1 624 830	1 530 894	94,22%	828 050	50,96%	796 780
Dépenses de transferts courants	1 548 255	1 548 255	100,00%	1 166 000	75,31%	382 255
Investissement exécutés	0	0	0,00%	0	0,00%	0
<b>Section 11 Déf. N. et A. C.</b>	<b>586 414 760</b>	<b>453 069 532</b>	<b>77,26%</b>	<b>526 907 993</b>	<b>89,85%</b>	<b>59 506 767</b>
Dépense de personnel	261 988 226	181 813 768	69,40%	240 523 374	91,81%	21 464 852
Dépense d'acquisition de biens et de service	164 460 509	157 814 320	95,96%	162 620 465	98,88%	1 840 044
Dépenses de transferts courants	12 742 961	8 766 749	68,80%	11 928 634	93,61%	814 327
Investissement exécutés	147 223 065	104 674 695	71,10%	111 835 520	75,96%	35 387 545
<b>Section 12 MAECRBE</b>	<b>16 640 543</b>	<b>16 640 543</b>	<b>100,00%</b>	<b>15 908 061</b>	<b>95,60%</b>	<b>732 483</b>
Dépense de personnel	0	0	0,00%	0	0,00%	0
Dépense d'acquisition de biens et de service	12 164 413	12 164 413	100,00%	11 799 011	97,00%	365 402
Dépenses de transferts courants	3 204 138	3 204 138	100,00%	2 908 558	90,78%	295 581
Investissement exécutés	1 271 992	1 271 992	100,00%	1 200 492	94,38%	71 500
<b>Section 13 Ministère de la Sécurité</b>	<b>16 540 235</b>	<b>16 540 235</b>	<b>100,00%</b>	<b>16 072 235</b>	<b>97,17%</b>	<b>468 000</b>
Dépense de personnel	0	0	0,00%	0	0,00%	0
Dépense d'acquisition de biens et de service	1 213 286	1 213 286	100,00%	769 686	63,44%	443 600
Dépenses de transferts courants	12 970 399	12 970 399	100,00%	12 967 399	99,98%	3 000
Investissement exécutés	2 356 550	2 356 550	100,00%	2 335 150	99,09%	21 400
<b>Section 14 MEFP</b>	<b>61 753 095</b>	<b>60 284 325</b>	<b>97,62%</b>	<b>48 572 490</b>	<b>78,66%</b>	<b>13 180 605</b>
Dépense de personnel	0	0	0,00%	0	0,00%	0
Dépense d'acquisition de biens et de service	31 196 212	31 139 112	99,82%	22 616 835	72,50%	8 579 377
Dépenses de transferts courants	23 265 496	22 353 825	96,08%	19 164 268	82,37%	4 101 228
Investissement exécutés	7 291 387	6 791 387	93,14%	6 791 387	93,14%	500 000
<b>Section 17 MFPTPDS</b>	<b>8 231 044</b>	<b>8 231 044</b>	<b>100,00%</b>	<b>7 329 544</b>	<b>89,05%</b>	<b>901 500</b>
Dépense de personnel	0	0	0,00%	0	0,00%	0
Dépense d'acquisition de biens et de service	1 050 000	1 050 000	100,00%	1 050 000	100,00%	0
Dépenses de transferts courants	7 181 044	7 181 044	100,00%	6 279 544	87,45%	901 500
Investissement exécutés	0	0	0,00%	0	0,00%	0

Section / Nature	Prévisions			Montant débloqué au 30/09/2025	Taux d'exécution annuel	reste à débloquent au 31 décembre 2025
	débloqué annuel	débloqué au 30/09/2025	Taux de référence au 30/09/2025			
	a	b	c=b/a	d	e=d/a	f=a-d
<b>Section 18 MCCAT</b>	<b>20 421 932</b>	<b>20 244 645</b>	<b>99,13%</b>	<b>19 939 145</b>	<b>97,64%</b>	<b>482 787</b>
Dépense de personnel	0	0	0,00%	0	0,00%	0
Dépense d'acquisition de biens et de service	1 770 501	1 765 501	99,72%	1 735 001	97,99%	35 500
Dépenses de transferts courants	12 800 288	12 628 001	98,65%	12 353 001	96,51%	447 287
Investissement exécutés	5 851 143	5 851 143	100,00%	5 851 143	100,00%	0
<b>Section 20 MSJE</b>	<b>9 651 914</b>	<b>9 651 914</b>	<b>100,00%</b>	<b>7 998 648</b>	<b>82,87%</b>	<b>1 653 266</b>
Dépense de personnel	0	0	0,00%	0	0,00%	0
Dépense d'acquisition de biens et de service	4 564 753	4 564 753	100,00%	3 738 257	81,89%	826 496
Dépenses de transferts courants	4 774 080	4 774 080	100,00%	3 947 310	82,68%	826 770
Investissement exécutés	313 081	313 081	100,00%	313 081	100,00%	0
<b>Section 21 MSHP</b>	<b>230 480 197</b>	<b>227 393 529</b>	<b>98,66%</b>	<b>208 554 847</b>	<b>90,49%</b>	<b>21 925 349</b>
Dépense de personnel	49 293 172	49 293 172	100,00%	48 041 025	97,46%	1 252 148
Dépense d'acquisition de biens et de service	8 262 983	8 252 983	99,88%	8 252 983	99,88%	10 000
Dépenses de transferts courants	96 844 971	93 768 303	96,82%	81 128 931	83,77%	15 716 040
Investissement exécutés	76 079 070	76 079 070	100,00%	71 131 908	93,50%	4 947 162
<b>Section 22 MSNAH</b>	<b>15 223 627</b>	<b>15 216 627</b>	<b>99,95%</b>	<b>13 400 276</b>	<b>88,02%</b>	<b>1 823 351</b>
Dépense de personnel	0	0	0,00%	0	0,00%	0
Dépense d'acquisition de biens et de service	464 476	464 476	100,00%	199 341	42,92%	265 135
Dépenses de transferts courants	11 114 040	11 107 040	99,94%	10 257 067	92,29%	856 973
Investissement exécutés	3 645 111	3 645 111	100,00%	2 943 868	80,76%	701 243
<b>Section 23 MENAPLN</b>	<b>13 251 885</b>	<b>13 245 885</b>	<b>99,95%</b>	<b>9 066 805</b>	<b>68,42%</b>	<b>4 185 080</b>
Dépense de personnel	0	0	0,00%	0	0,00%	0
Dépense d'acquisition de biens et de service	618 735	618 735	100,00%	319 800	51,69%	298 935
Dépenses de transferts courants	12 060 150	12 054 150	99,95%	8 506 700	70,54%	3 553 450
Investissement exécutés	573 000	573 000	100,00%	240 305	41,94%	332 695
<b>Section 24 MESRSI</b>	<b>58 186 918</b>	<b>57 536 918</b>	<b>98,88%</b>	<b>72 266 380</b>	<b>124,20%</b>	<b>-14 079 462</b>
Dépense de personnel	0	0	0,00%	0	0,00%	0
Dépense d'acquisition de biens et de service	0	0	0,00%	0	0,00%	0
Dépenses de transferts courants	56 417 468	55 767 468	98,85%	70 957 790	125,77%	-14 540 322
Investissement exécutés	1 769 450	1 769 450	100,00%	1 308 590	73,95%	460 860
<b>Section 25 MDICAPME</b>	<b>37 500 787</b>	<b>37 425 787</b>	<b>99,80%</b>	<b>26 862 719</b>	<b>71,63%</b>	<b>10 638 069</b>
Dépense de personnel	0	0	0,00%	0	0,00%	0
Dépense d'acquisition de biens et de service	3 000	3 000	100,00%	0	0,00%	3 000
Dépenses de transferts courants	37 497 787	37 422 787	99,80%	26 862 719	71,64%	10 635 069
Investissement exécutés	0	0	0,00%	0	0,00%	0
<b>Section 26 MMC</b>	<b>2 766 675</b>	<b>2 766 675</b>	<b>100,00%</b>	<b>2 021 962</b>	<b>73,08%</b>	<b>744 714</b>
Dépense de personnel	0	0	0,00%	0	0,00%	0
Dépense d'acquisition de biens et de service	2 000	2 000	100,00%	0	0,00%	2 000
Dépenses de transferts courants	2 764 675	2 764 675	100,00%	2 021 962	73,14%	742 714
Investissement exécutés	0	0	0,00%	0	0,00%	0
<b>Section 27 MARAH</b>	<b>23 453 981</b>	<b>23 453 981</b>	<b>100,00%</b>	<b>17 035 582</b>	<b>72,63%</b>	<b>6 418 399</b>
Dépense de personnel	0	0	0,00%	0	0,00%	0
Dépense d'acquisition de biens et de service	25 000	25 000	100,00%	25 000	100,00%	0
Dépenses de transferts courants	3 393 597	3 393 597	100,00%	2 698 798	79,53%	694 800
Investissement exécutés	20 035 384	20 035 384	100,00%	14 311 785	71,43%	5 723 599
<b>Section 30 MID</b>	<b>34 795 751</b>	<b>34 795 751</b>	<b>100,00%</b>	<b>33 107 622</b>	<b>95,15%</b>	<b>1 688 129</b>
Dépense de personnel	0	0	0,00%	0	0,00%	0
Dépense d'acquisition de biens et de service	52 280	52 280	100,00%	7 280	13,93%	45 000
Dépenses de transferts courants	583 834	583 834	100,00%	468 592	80,26%	115 242
Investissement exécutés	34 159 637	34 159 637	100,00%	32 631 750	95,53%	1 527 887
<b>Section 31 MTDPC</b>	<b>2 726 043</b>	<b>1 876 089</b>	<b>68,82%</b>	<b>812 084</b>	<b>29,79%</b>	<b>1 913 959</b>
Dépense de personnel	0	0	0,00%	0	0,00%	0
Dépense d'acquisition de biens et de service	49 205	1 205	2,45%	205	0,42%	49 000
Dépenses de transferts courants	1 172 198	1 026 944	87,61%	698 244	59,57%	473 954
Investissement exécutés	1 504 640	847 940	56,36%	113 635	7,55%	1 391 005
<b>Section 37 MESFPT</b>	<b>15 767 182</b>	<b>15 767 182</b>	<b>100,00%</b>	<b>14 476 715</b>	<b>91,82%</b>	<b>1 290 467</b>
Dépense de personnel	0	0	0,00%	0	0,00%	0
Dépense d'acquisition de biens et de service	1 478 460	1 478 460	100,00%	1 046 993	70,82%	431 467
Dépenses de transferts courants	13 738 722	13 738 722	100,00%	13 429 722	97,75%	309 000
Investissement exécutés	550 000	550 000	100,00%	0	0,00%	550 000

Section / Nature	Prévisions			Montant débloqué au 30/09/2025	Taux d'exécution annuel	reste à débloquer au 31 décembre 2025
	déblocage annuel	déblocage au 30/09/2025	Taux de référence au 30/09/2025			
	a	b	c=b/a	d	e=d/a	f=a-d
<b>Section 38 MUAFH</b>	<b>226 000</b>	<b>226 000</b>	<b>100,00%</b>	<b>226 000</b>	<b>100,00%</b>	<b>0</b>
Dépense de personnel	0	0	0,00%	0	0,00%	0
Dépense d'acquisition de biens et de service	36 000	36 000	100,00%	36 000	100,00%	0
Dépenses de transferts courants	190 000	190 000	100,00%	190 000	100,00%	0
Investissement exécutés	0	0	0,00%	0	0,00%	0
<b>Section 42 MEEA</b>	<b>13 830 209</b>	<b>13 643 986</b>	<b>98,65%</b>	<b>11 749 870</b>	<b>84,96%</b>	<b>2 080 339</b>
Dépense de personnel	0	0	0,00%	0	0,00%	0
Dépense d'acquisition de biens et de service	250 983	250 983	100,00%	204 672	81,55%	46 311
Dépenses de transferts courants	2 891 263	2 891 263	100,00%	2 439 428	84,37%	451 835
Investissement exécutés	10 687 963	10 501 740	98,26%	9 105 769	85,20%	1 582 193
<b>Section 50 Grande Chancellerie</b>	<b>802 433</b>	<b>802 433</b>	<b>100,00%</b>	<b>704 030</b>	<b>87,74%</b>	<b>98 404</b>
Dépense de personnel	0	0	0,00%	0	0,00%	0
Dépense d'acquisition de biens et de service	802 433	802 433	100,00%	704 030	87,74%	98 404
Dépenses de transferts courants	0	0	0,00%	0	0,00%	0
Investissement exécutés	0	0	0,00%	0	0,00%	0
<b>Section 51 CSC</b>	<b>726 050</b>	<b>726 050</b>	<b>100,00%</b>	<b>640 924</b>	<b>88,28%</b>	<b>85 126</b>
Dépense de personnel	0	0	0,00%	0	0,00%	0
Dépense d'acquisition de biens et de service	590 526	590 526	100,00%	505 400	85,58%	85 126
Dépenses de transferts courants	135 524	135 524	100,00%	135 524	100,00%	0
Investissement exécutés	0	0	0,00%	0	0,00%	0
<b>Section 52 ASCE/LC</b>	<b>199 012</b>	<b>199 012</b>	<b>100,00%</b>	<b>184 018</b>	<b>92,47%</b>	<b>14 994</b>
Dépense de personnel	0	0	0,00%	0	0,00%	0
Dépense d'acquisition de biens et de service	199 012	199 012	100,00%	184 018	92,47%	14 994
Dépenses de transferts courants	0	0	0,00%	0	0,00%	0
Investissement exécutés	0	0	0,00%	0	0,00%	0
<b>Section 54 Conseil Constitutionnel</b>	<b>65 250</b>	<b>65 250</b>	<b>100,00%</b>	<b>50 400</b>	<b>77,24%</b>	<b>14 850</b>
Dépense de personnel	0	0	0,00%	0	0,00%	0
Dépense d'acquisition de biens et de service	65 250	65 250	100,00%	50 400	77,24%	14 850
Dépenses de transferts courants	0	0	0,00%	0	0,00%	0
Investissement exécutés	0	0	0,00%	0	0,00%	0
<b>Section 55 Conseil d'Etat</b>	<b>187 073</b>	<b>187 073</b>	<b>100,00%</b>	<b>187 073</b>	<b>100,00%</b>	<b>0</b>
Dépense de personnel	0	0	0,00%	0	0,00%	0
Dépense d'acquisition de biens et de service	187 073	187 073	100,00%	187 073	100,00%	0
Dépenses de transferts courants	0	0	0,00%	0	0,00%	0
Investissement exécutés	0	0	0,00%	0	0,00%	0
<b>Section 56 Cour des Comptes</b>	<b>525 834</b>	<b>525 834</b>	<b>100,00%</b>	<b>486 693</b>	<b>92,56%</b>	<b>39 142</b>
Dépense de personnel	0	0	0,00%	0	0,00%	0
Dépense d'acquisition de biens et de service	465 834	465 834	100,00%	426 693	91,60%	39 142
Dépenses de transferts courants	0	0	0,00%	0	0,00%	0
Investissement exécutés	60 000	60 000	100,00%	60 000	100,00%	0
<b>Section 57 Cour de Cassation</b>	<b>315 230</b>	<b>315 230</b>	<b>100,00%</b>	<b>315 230</b>	<b>100,00%</b>	<b>0</b>
Dépense de personnel	0	0	0,00%	0	0,00%	0
Dépense d'acquisition de biens et de service	190 230	190 230	100,00%	190 230	100,00%	0
Dépenses de transferts courants	125 000	125 000	100,00%	125 000	100,00%	0
Investissement exécutés	0	0	0,00%	0	0,00%	0
<b>Section 58 CENI</b>	<b>498 365</b>	<b>498 365</b>	<b>100,00%</b>	<b>440 221</b>	<b>88,33%</b>	<b>58 144</b>
Dépense de personnel	0	0	0,00%	0	0,00%	0
Dépense d'acquisition de biens et de service	262 264	262 264	100,00%	204 120	77,83%	58 144
Dépenses de transferts courants	236 101	236 101	100,00%	236 101	100,00%	0
Investissement exécutés	0	0	0,00%	0	0,00%	0
<b>Section 59 CIL</b>	<b>480 297</b>	<b>480 297</b>	<b>100,00%</b>	<b>480 297</b>	<b>100%</b>	<b>0</b>
Dépense de personnel	0	0	0,00%	0	0%	0
Dépense d'acquisition de biens et de service	419 512	419 512	100,00%	419 512	100%	0
Dépenses de transferts courants	60 785	60 785	100,00%	60 785	100%	0
Investissement exécutés	0	0	0,00%	0	0%	0
<b>Section 61 CNDH</b>	<b>207 751</b>	<b>207 751</b>	<b>100,00%</b>	<b>151 146</b>	<b>73%</b>	<b>56 605</b>
Dépense de personnel	0	0	0,00%	0	0%	0
Dépense d'acquisition de biens et de service	63 205	63 205	100,00%	6 600	10%	56 605
Dépenses de transferts courants	144 546	144 546	100,00%	144 546	100%	0
Investissement exécutés	0	0	0,00%	0	0%	0
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>1 255 042 236</b>	<b>1 114 604 724</b>	<b>88,81%</b>	<b>1 119 467 375</b>	<b>89,20%</b>	<b>135 574 861</b>

Source : DG-CMEF



**Annexe 16 : Situation de la mise en œuvre des plans de déblocage de fonds par section et par programme/ dotation budgétaire au 30 septembre 2025 (en FCFA)**

Sections/Programmes	Prévisions			Montant déblocué au 30/09/2025	Taux d'exécution annuel	reste à débloquer au 31 décembre 2025
	déblocage annuel	déblocage au 30/09/2025	Taux de référence au 30/09/2025			
	a	b	c=b/a	d	e=d/a	f=a-d
<b>section 01 Présidence</b>	<b>34 742 603</b>	<b>34 742 603</b>	<b>100,00%</b>	<b>25 540 874</b>	<b>73,51%</b>	<b>9 201 729</b>
Programme n°001 : Pilotage de l'action présidentielle	31 409 032	31 409 032	100,00%	22 207 303	70,70%	9 201 729
Programme n°002 : Renforcement des capacités d'analyse et de transparence de l'action publique	3 333 571	3 333 571	100,00%	3 333 571	100,00%	0
<b>section 02 SGG-CM</b>	<b>236 982</b>	<b>167 592</b>	<b>70,72%</b>	<b>112 425</b>	<b>47,44%</b>	<b>124 557</b>
Programme n°004 : Organisation du travail gouvernemental	236 982	167 592	70,72%	112 425	47,44%	124 557
<b>section 03 Primature</b>	<b>4 242 229</b>	<b>3 820 174</b>	<b>90,05%</b>	<b>3 416 018</b>	<b>80,52%</b>	<b>826 210</b>
Programme n°005 : Soutien à l'action de la Primature	433 000	433 000	100,00%	433 000	100,00%	0
Programme n°007 : Pilotage des projets stratégiques	888 109	888 109	100,00%	483 953	54,49%	404 155
Programme n°008 : Promotion du capital humain	2 921 120	2 499 065	85,55%	2 499 065	85,55%	422 055
<b>section 04 Parlement</b>	<b>11 000 000</b>	<b>11 000 000</b>	<b>100,00%</b>	<b>5 000 000</b>	<b>45,45%</b>	<b>6 000 000</b>
Programme n°134 : Fonction parlementaire	11 000 000	11 000 000	100,00%	5 000 000	45,45%	6 000 000
<b>section 06 Coneil National de Sécurité d'Etat</b>	<b>21 676 349</b>	<b>21 676 349</b>	<b>100,00%</b>	<b>21 676 349</b>	<b>100,00%</b>	<b>0</b>
Programme n°165 : Sécurité d'Etat	21 676 349	21 676 349	100,00%	21 676 349	100,00%	0
<b>section 09 MATDS</b>	<b>8 100 916</b>	<b>8 100 916</b>	<b>100,00%</b>	<b>5 778 651</b>	<b>71,33%</b>	<b>2 322 265</b>
Programme n°011 : Administration du territoire	833 061	833 061	100,00%	126 087	15,14%	706 974
Programme n°013 : Protection Civile	661 141	661 141	100,00%	667 141	100,91%	-6 000
Programme n°014 : Décentralisation	5 126 668	5 126 668	100,00%	4 185 664	81,64%	941 004
Programme n°015 : Etat civil	200	200	100,00%	200	100,00%	0
Programme n°016 : Pilotage et soutien des services du MATD	12 934	12 934	100,00%	5 300	40,98%	7 634
Programme n°098 : Transports et météorologie	753 767	753 767	100,00%	87 029	11,55%	666 737
Programme n°099 : Transports et météorologie	650 000	650 000	100,00%	650 000	100,00%	0
Programme n°157 : Affaires religieuses, coutumières et traditionnelles	63 146	63 146	100,00%	57 230	90,63%	5 916
<b>Section 10 MJDHPC</b>	<b>3 173 085</b>	<b>3 079 149</b>	<b>97,04%</b>	<b>1 994 050</b>	<b>62,84%</b>	<b>1 179 035</b>
Programme n°017 : Administration judiciaire	1 540 898	1 455 898	94,48%	558 000	36,21%	982 898
Programme n°018 : Administration pénitentiaire	1 289 000	1 289 000	100,00%	1 251 000	97,05%	38 000
Programme n°019 : Droits humains	17 200	17 200	100,00%	0	0,00%	17 200
Programme n°020 : Civisme et citoyenneté	89 562	89 562	100,00%	0	0,00%	89 562
Programme n°021 : Pilotage et soutien	152 100	145 200	95,46%	123 000	80,87%	29 100
Programme n°124 : Relations avec le Parlement	84 325	82 289	97,59%	62 050	73,58%	22 275
<b>Section 11 Déf. N. et A C.</b>	<b>586 414 760</b>	<b>453 069 532</b>	<b>77,26%</b>	<b>526 907 993</b>	<b>89,85%</b>	<b>59 506 767</b>
Programme n°022 : Défense	118 766 250	88 491 354	74,51%	88 491 354	74,51%	30 274 896
Programme n°023 : Préparation et emploi des forces	190 832 678	125 844 008	65,94%	190 832 678	100,00%	0
Programme n°024 : Equipement des forces	4 169 754	2 906 482	69,70%	2 906 482	69,70%	1 263 272
Programme n°025 : Appui à la sécurité publique et à la protection civile	88 124 449	66 093 337	75,00%	66 093 337	75,00%	22 031 112
Programme n°026 : Renforcement du lien Armée-Nation	2 404 205	1 602 804	66,67%	2 404 205	100,00%	0
Programme n°027 : Pilotage et soutien	32 117 423	19 953 406	62,13%	28 001 795	87,19%	4 115 628
Programme n°155 : Fonds de Soutien Patriotique	150 000 000	148 178 141	98,79%	148 178 141	98,79%	1 821 859
<b>Section 12 MAECRBE</b>	<b>16 640 543</b>	<b>16 640 543</b>	<b>100,00%</b>	<b>15 908 061</b>	<b>95,60%</b>	<b>732 483</b>
Programme n°028 : Défense des intérêts du Burkina Faso dans le monde	6 922 041	6 922 041	100,00%	6 806 465	98,33%	115 576
Programme n°029 : Intégration africaine	4 409 031	4 409 031	100,00%	4 040 039	91,63%	368 992
Programme n°030 : Pilotage et soutien aux services du Ministère	2 865 986	2 865 986	100,00%	2 662 897	92,91%	203 090
Programme n°137 : Intégration Africaine	97 900	97 900	100,00%	97 900	100,00%	0
Programme n°158 : Diaspora et migration internationale	2 337 585	2 337 585	100,00%	2 296 760	98,25%	40 825
Programme n°159 : Pilotage et soutien aux services du Ministère	8 000	8 000	100,00%	4 000	50,00%	4 000



Sections/Programmes	Prévisions			Montant débloqué au 30/09/2025	Taux d'exécution annuel	reste à débiter au 31 décembre 2025
	débloqué annuel	débloqué au 30/09/2025	Taux de référence au 30/09/2025			
	a	b	c=b/a	d	e=d/a	f=a-d
<b>Section 13 Ministère de la Sécurité</b>	<b>16 540 235</b>	<b>16 540 235</b>	<b>100,00%</b>	<b>16 072 235</b>	<b>97,17%</b>	<b>468 000</b>
Programme n°010 : Sûreté de l'Etat	8 393 858	8 393 858	100,00%	8 393 858	100,00%	0
Programme n°012 : Sécurité intérieure	7 982 291	7 982 291	100,00%	7 514 291	94,14%	468 000
Programme n°139 : Pilotage et soutien aux services du Ministère	164 086	164 086	100,00%	164 086	100,00%	0
<b>Section 14 MEFP</b>	<b>61 753 095</b>	<b>60 284 325</b>	<b>97,62%</b>	<b>48 572 490</b>	<b>78,66%</b>	<b>13 180 605</b>
Programme n°032 : Pilotage de l'Economie et du développement	23 929 633	22 876 124	95,60%	21 502 958	89,86%	2 426 675
Programme n°033 : Mobilisation des ressources	3 206 174	3 092 513	96,45%	2 386 476	74,43%	819 698
Programme n°034 : Gestion budgétaire, tenue des comptes publics, exercice de la tutelle et supervision des systèmes financiers	1 843 868	1 804 768	97,88%	353 806	19,19%	1 490 062
Programme n°036 : Contrôle, audit et sauvegarde des intérêts de l'Etat	1 469 196	1 469 196	100,00%	1 439 738	97,99%	29 458
Programme n°038 : Pilotage et soutien aux services du Ministère	31 304 224	31 041 724	99,16%	22 889 512	73,12%	8 414 712
<b>Section 17 MFPTPDS</b>	<b>8 231 044</b>	<b>8 231 044</b>	<b>100,00%</b>	<b>7 329 544</b>	<b>89,05%</b>	<b>901 500</b>
Programme n°042 : Recrutement, formation professionnelle et gestion de la carrière des agents de la fonction publique	3 571 264	3 571 264	100,00%	3 521 264	98,60%	50 000
Programme n°043 : Réforme de l'administration	179 700	179 700	100,00%	179 700	100,00%	0
Programme n°044 : Travail décent	4 461 580	4 461 580	100,00%	3 628 580	81,33%	833 000
Programme n°045 : Pilotage et soutien des services du MFPTPDS	18 500	18 500	100,00%	0	0,00%	18 500
<b>Section 18 MCCAT</b>	<b>20 421 932</b>	<b>20 244 645</b>	<b>99,13%</b>	<b>19 939 145</b>	<b>97,64%</b>	<b>482 787</b>
Programme n°039 : Culture	3 884 532	3 794 532	97,68%	3 614 032	93,04%	270 500
Programme n°040 : Tourisme	2 835 954	2 835 954	100,00%	2 710 954	95,59%	125 000
Programme n°046 : Communication	10 160 659	10 160 659	100,00%	10 160 659	100,00%	0
Programme n°047 : Pilotage et soutien	3 540 787	3 453 500	97,53%	3 453 500	97,53%	87 287
<b>Section 20 MSJE</b>	<b>9 651 914</b>	<b>9 651 914</b>	<b>100,00%</b>	<b>7 998 648</b>	<b>82,87%</b>	<b>1 653 266</b>
Programme n°052 : Sport et activités physiques	6 159 280	6 159 280	100,00%	5 682 500	92,26%	476 780
Programme n°054 : Pilotage et soutien des services du MSL	359 821	359 821	100,00%	133 305	37,05%	226 516
Programme n°101 : Jeunesse	916 598	916 598	100,00%	646 573	70,54%	270 025
Programme n°103 : Promotion de l'emploi	2 216 215	2 216 215	100,00%	1 536 270	69,32%	679 945
<b>Section 21 MSHF</b>	<b>230 480 197</b>	<b>227 393 529</b>	<b>98,66%</b>	<b>208 554 847</b>	<b>90,49%</b>	<b>21 925 349</b>
Programme n°055 : Offre de soin	97 110 653	97 110 653	100,00%	84 291 665	86,80%	12 818 988
Programme n°056 : Santé publique	109 665 317	106 758 649	97,35%	102 882 056	93,81%	6 783 261
Programme n°057 : Pilotage et soutien aux services de la Santé	1 704 372	1 524 372	89,44%	1 290 498	75,72%	413 874
Programme n°128 : Développement du Système de santé	10 000	10 000	100,00%	10 000	100,00%	0
Programme n°146 : Accès aux produits de santé	21 989 854	21 989 854	100,00%	20 080 628	91,32%	1 909 226
<b>Section 22 MSNAH</b>	<b>15 223 627</b>	<b>15 216 627</b>	<b>99,95%</b>	<b>13 400 276</b>	<b>88,02%</b>	<b>1 823 351</b>
Programme n°048 : Femme et du genre	365 360	365 360	100,00%	224 810	61,53%	140 550
Programme n°049 : Enfance et famille	3 521 097	3 521 097	100,00%	2 502 854	71,08%	1 018 243
Programme n°050 : Solidarité nationale et gestion des catastrophes	10 516 982	10 509 982	99,93%	10 049 380	95,55%	467 602
Programme n°051 : Pilotage et soutien des services du Ministère	820 188	820 188	100,00%	623 232	75,99%	196 956
<b>Section 23 MENAPLN</b>	<b>13 251 885</b>	<b>13 245 885</b>	<b>99,95%</b>	<b>9 066 805</b>	<b>68,42%</b>	<b>4 185 080</b>
Programme n°058 : Accès à l'éducation formelle	2 393 589	2 393 589	100,00%	1 869 294	78,10%	524 295
Programme n°059 : Qualité de l'éducation formelle	8 275 850	8 269 850	99,93%	4 724 100	57,08%	3 551 750
Programme n°060 : Accès et qualité de l'éducation non formelle	2 036 000	2 036 000	100,00%	2 033 000	99,85%	3 000
Programme n°061 : Pilotage et soutien aux services de l'éducation formelle et non formelle	245 635	245 635	100,00%	139 600	56,83%	106 035
Programme n°160 : Evaluation et certification dans l'éducation formelle et non formelle	130 000	130 000	100,00%	130 000	100,00%	0
Programme n°161 : Fourniture de services sociaux dans l'éducation	170 811	170 811	100,00%	170 811	100,00%	0
<b>Section 24 MESRSI</b>	<b>58 186 918</b>	<b>57 536 918</b>	<b>98,88%</b>	<b>72 266 380</b>	<b>124,20%</b>	<b>-14 079 462</b>
Programme n°062 : Enseignement supérieur	24 622 257	24 622 257	100,00%	34 488 795	140,07%	-9 866 538
Programme n°063 : Fourniture des services sociaux aux étudiants	26 097 258	26 097 258	100,00%	26 842 404	102,86%	-745 146
Programme n°064 : Recherche scientifique et technologique	5 028 719	5 028 719	100,00%	9 146 497	181,89%	-4 117 779
Programme n°065 : Pilotage et soutien aux services du MESRSI	2 438 684	1 788 684	73,35%	1 788 684	73,35%	650 000

Sections/Programmes	Prévisions			Montant débloqué au 30/09/2025	Taux d'exécution annuel	reste à débloquent au 31 décembre 2025
	débloqué annuel	débloqué au 30/09/2025	Taux de référence au 30/09/2025			
	a	b	c=b/a	d	e=d/a	f=a-d
<b>Section 25 MDICAPME</b>	<b>37 500 787</b>	<b>37 425 787</b>	<b>99,80%</b>	<b>26 862 719</b>	<b>71,63%</b>	<b>10 638 069</b>
Programme n°067 : Industrie	198 285	198 285	100,00%	116 020	58,51%	82 265
Programme n°068 : Commerce	35 651 801	35 651 801	100,00%	25 645 301	71,93%	10 006 500
Programme n°069 : Artisanat	604 887	604 887	100,00%	360 109	59,53%	244 779
Programme n°070 : Secteur privé	965 314	890 314	92,23%	663 789	68,76%	301 525
Programme n°071 : Pilotage et soutien	80 500	80 500	100,00%	77 500	96,27%	3 000
<b>Section 26 MMC</b>	<b>2 766 675</b>	<b>2 766 675</b>	<b>100,00%</b>	<b>2 021 962</b>	<b>73,08%</b>	<b>744 714</b>
Programme n°072 : Mines	1 000 000	1 000 000	100,00%	1 000 000	100,00%	0
Programme n°073 : Energie	1 415 927	1 415 927	100,00%	673 214	47,55%	742 714
Programme n°074 : Pilotage et soutien des services du Ministère des Mines et des Carrières	2 000	2 000	100,00%	0	0,00%	2 000
Programme n°138 : Carrières	348 748	348 748	100,00%	348 748	100,00%	0
<b>Section 27 MARAH</b>	<b>23 453 981</b>	<b>23 453 981</b>	<b>100,00%</b>	<b>17 035 582</b>	<b>72,63%</b>	<b>6 418 399</b>
Programme n°075 : Aménagements hydro-agricoles et irrigations	2 566 190	2 566 190	100,00%	2 467 932	96,17%	98 258
Programme n°076 : Prévention et gestion des crises alimentaires et nutritionnelles	5 235 877	5 235 877	100,00%	1 905 140	36,39%	3 330 737
Programme n°077 : Economie agricole	3 580 481	3 580 481	100,00%	3 575 481	99,86%	5 000
Programme n°078 : Développement durable des productions agricoles	5 987 960	5 987 960	100,00%	5 417 461	90,47%	570 499
Programme n°079 : Sécurisations foncière, formation professionnelle agricole et organisation du monde rural	1 622 251	1 622 251	100,00%	1 069 596	65,93%	552 656
Programme n°080 : Pilotage et soutien	2 483 291	2 483 291	100,00%	1 089 219	43,86%	1 394 072
Programme n°081 : Sécurisation et gestion durable des ressources pastorales	254 215	254 215	100,00%	80 151	31,53%	174 064
Programme n°082 : Productivité et compétitivité des productions animales	475 485	475 485	100,00%	357 405	75,17%	118 080
Programme n°083 : Santé animale et santé publique vétérinaire	1 218 231	1 218 231	100,00%	1 043 198	85,63%	175 034
Programme n°084 : Développement des productions halieutiques et aquacoles	30 000	30 000	100,00%	30 000	100,00%	0
<b>Section 30 MID</b>	<b>34 795 751</b>	<b>34 795 751</b>	<b>100,00%</b>	<b>33 107 622</b>	<b>95,15%</b>	<b>1 688 129</b>
Programme n°091 : Sauvegarde du patrimoine routier, ferroviaire, aéroportuaire, maritime et cartographique	1 275 687	1 275 687	100,00%	725 687	56,89%	550 000
Programme n°092 : Développement du réseau routier classé, de voirie urbaine et des infrastructures ferroviaires, aéroportuaires, maritimes et cartographiques	32 761 621	32 761 621	100,00%	31 668 492	96,66%	1 093 129
Programme n°094 : Pilotage et soutien	758 443	758 443	100,00%	713 443	94,07%	45 000
<b>Section 31 MTDPCCE</b>	<b>2 726 043</b>	<b>1 876 089</b>	<b>68,82%</b>	<b>812 084</b>	<b>29,79%</b>	<b>1 913 959</b>
Programme n°095 : Développement d'infrastructures de communications électroniques	329 894	184 640	55,97%	89 135	27,02%	240 759
Programme n°096 : Appui au sous-secteur postal	100 000	100 000	100,00%	0	0,00%	100 000
Programme n°097 : Pilotage et soutien aux structures du MDENP	115 805	67 805	58,55%	205	0,18%	115 600
Programme n°136 : Transformation et écosystème numérique	2 180 344	1 523 644	69,88%	722 744	33,15%	1 457 600
<b>Section 37 MESFPT</b>	<b>15 767 182</b>	<b>15 767 182</b>	<b>100,00%</b>	<b>14 476 715</b>	<b>91,82%</b>	<b>1 290 467</b>
Programme n°102 : Formation professionnelle et Emploi	5 537 327	5 537 327	100,00%	5 532 327	99,91%	5 000
Programme n°104 : Pilotage et soutien aux services du Ministère	471 396	471 396	100,00%	134 494	28,53%	336 902
Programme n°163 : Enseignement secondaire général	9 058 964	9 058 964	100,00%	8 674 399	95,75%	384 565
Programme n°164 : Orientation, pratiques d'activités parascolaires et périscolaires et continuité éducative	699 495	699 495	100,00%	135 495	19,37%	564 000
<b>Section 38 MUAFH</b>	<b>226 000</b>	<b>226 000</b>	<b>100,00%</b>	<b>226 000</b>	<b>100,00%</b>	<b>0</b>
Programme n°105 : Planification et aménagement urbain	103 000	103 000	100,00%	103 000	100,00%	0
Programme n°106 : Architecture et construction	95 000	95 000	100,00%	95 000	100,00%	0
Programme n°108 : Pilotage et soutien aux services du MUH	28 000	28 000	100,00%	28 000	100,00%	0

Sections/Programmes	Prévisions			Montant débloqué au 30/09/2025	Taux d'exécution annuel	reste à débloquent au 31 décembre 2025
	débloqué annuel	débloqué au 30/09/2025	Taux de référence au 30/09/2025			
	a	b	c=b/a	d	e=d/a	f=a-d
<b>Section 42 MEEA</b>	<b>13 830 209</b>	<b>13 643 986</b>	<b>98,65%</b>	<b>11 749 870</b>	<b>84,96%</b>	<b>2 080 339</b>
Programme n°086 : Gestion durable des ressources forestières et fauniques	2 172 321	2 172 321	100,00%	2 015 321	92,77%	157 000
Programme n°087 : Assainissement de l'environnement et amélioration du cadre de vie	891 656	891 656	100,00%	866 656	97,20%	25 000
Programme n°088 : Gouvernance environnementale et développement durable	345 854	345 854	100,00%	345 854	100,00%	0
Programme n°109 : Aménagements hydrauliques	2 005 188	2 005 188	100,00%	750 217	37,41%	1 254 970
Programme n°110 : Gestion intégrée des ressources en eau	1 086 593	900 370	82,86%	890 370	81,94%	196 223
Programme n°111 : Approvisionnement en eau potable	3 579 070	3 579 070	100,00%	3 473 070	97,04%	106 000
Programme n°113 : Pilotage et soutien	3 749 527	3 749 527	100,00%	3 408 381	90,90%	341 146
<b>Section 50 Grande Chancellerie</b>	<b>802 433</b>	<b>802 433</b>	<b>100,00%</b>	<b>704 030</b>	<b>87,74%</b>	<b>98 404</b>
Programme n°114 : Ordres burkinabè	802 433	802 433	100,00%	704 030	87,74%	98 404
<b>Section 51 CSC</b>	<b>726 050</b>	<b>726 050</b>	<b>100,00%</b>	<b>640 924</b>	<b>88,28%</b>	<b>85 126</b>
Programme n°115 : Régulation du secteur de la communication	726 050	726 050	100,00%	640 924	88,28%	85 126
<b>Section 52 ASCE/LC</b>	<b>199 012</b>	<b>199 012</b>	<b>100,00%</b>	<b>184 018</b>	<b>92,47%</b>	<b>14 994</b>
Programme n°116 : Contrôle d'Etat	199 012	199 012	100,00%	184 018	92,47%	14 994
<b>Section 54 Conseil Constitutionnel</b>	<b>65 250</b>	<b>65 250</b>	<b>100,00%</b>	<b>50 400</b>	<b>77,24%</b>	<b>14 850</b>
Programme n°117 : Coordination des actions du Conseil constitutionnel	65 250	65 250	100,00%	50 400	77,24%	14 850
<b>Section 55 Conseil d'Etat</b>	<b>187 073</b>	<b>187 073</b>	<b>100,00%</b>	<b>187 073</b>	<b>100,00%</b>	<b>0</b>
Programme n°118 : Juridiction supérieure de l'ordre administratif	187 073	187 073	100,00%	187 073	100,00%	0
<b>Section 56 Cour des Comptes</b>	<b>525 834</b>	<b>525 834</b>	<b>100,00%</b>	<b>486 693</b>	<b>92,56%</b>	<b>39 142</b>
Programme n°119 : Contrôle juridictionnel et contrôle de la gestion des finances publiques	525 834	525 834	100,00%	486 693	92,56%	39 142
<b>Section 57 Cour de Cassation</b>	<b>315 230</b>	<b>315 230</b>	<b>100,00%</b>	<b>315 230</b>	<b>100,00%</b>	<b>0</b>
Programme n°120 : Régulation performante du droit et unification efficace de la jurisprudence dans l'ordre judiciaire	315 230	315 230	100,00%	315 230	100,00%	0
<b>Section 58 CENI</b>	<b>498 365</b>	<b>498 365</b>	<b>100,00%</b>	<b>440 221</b>	<b>88,33%</b>	<b>58 144</b>
Programme n°121 : Elections	498 365	498 365	100,00%	440 221	88,33%	58 144
<b>Section 59 CIL</b>	<b>480 297</b>	<b>480 297</b>	<b>100,00%</b>	<b>480 297</b>	<b>100,00%</b>	<b>0</b>
Programme n°122 : Protection des données à caractère personnel	480 297	480 297	100,00%	480 297	100,00%	0
<b>Section 61 CNDH</b>	<b>207 751</b>	<b>207 751</b>	<b>100,00%</b>	<b>151 146</b>	<b>72,75%</b>	<b>56 605</b>
Programme n°147 : Défense des Droits Humains	207 751	207 751	100,00%	151 146	72,75%	56 605
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>1 255 042 236</b>	<b>1 114 604 724</b>	<b>88,81%</b>	<b>1 119 467 375</b>	<b>89,20%</b>	<b>135 574 861</b>

Source : DG-CMEF